

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX
DU DROIT DE LA NATIONALITÉ EN ESPAGNE
PAR COMPARAISON
AVEC CEUX DU DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Mai 1934, à 14 heures

PAR

MANUEL GONZALEZ DE ANDIA

Avocat au Barreau de Madrid

Président : M. LÉVY-ULLMANN

Suffragants. { M. DEMOGUE } Professeurs
 { M. NIBOYET }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

1934

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

DU DROIT DE LA NATIONALITÉ EN ESPAGNE

PAR COMPARAISON

AVEC CEUX DE DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

MARTIN DOMESTIQUE DE PARIS

Docteur en Droit de l'Université de Paris

Président : M. LAFITTE

M. BENOIST

M. LAFITTE

PARIS

Imprimerie de la Faculté de Droit

MAISONNAT & Co Éditeurs

11, rue de la Harpe, 11, Paris

1888

On trouve chez tous les libraires et chez les auteurs de la Faculté de Droit de Paris

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX
DU DROIT DE LA NATIONALITÉ EN ESPAGNE
PAR COMPARAISON
AVEC CEUX DU DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Mai 1934, à 14 heures

PAR

MANUEL GONZALEZ DE ANDIA

Avocat au Barreau de Madrid

Président : M. LÉVY-ULLMANN

Suffragants. { M. DEMOGUE } Professeurs
 { M. NIBOYET }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

1934

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

UNIVERSITE DE PARIS - FACULTE DE DROIT

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX
DU DROIT DE LA NATIONALITÉ EN ESPAGNE
PAR COMPARAISON
AVEC CEUX DE DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 mai 1884 à 10 heures



MANUEL GONZÁLEZ DE ARDIA

Avocat au Barreau de Madrid

Président : M. LÉVELIN

Rapporteur : M. RICHOTTE
Professeurs : M. BÉGIN, M. RICHOTTE

PARIS

Librairie J. B. ROUSSEAU
ROUSSEAU et Co. Éditeurs

17, rue de la Harpe, au coin de la rue de la Vierge, 13 bis

1884

Tous droits de reproduction ou de traduction réservés pour tous pays

INTRODUCTION

Lorsqu'un fait matériel a fait l'objet d'une réglementation juridique, il devient une matière du Droit. C'est le cas de l'appartenance à un Etat déterminé, simple fait matériel en lui-même, qui revêt un caractère juridique du fait de sa réglementation par la Loi. Pour classer la Nationalité dans une des branches de la science juridique, il faut en analyser les éléments afin d'en déduire et d'en étudier les caractères.

Zeballos nous dit que « la Nationalité ne peut être définie comme une idée simple ; c'est une institution complexe, à la fois naturelle, sociale et politique, qui se manifeste sous différentes formes théoriques et positives, comme un but supérieur qui cherche le progrès de l'individu et de la société » (1).

Pour Weiss, la Nationalité est le lien qui unit l'Etat à chacun de ses membres (2).

(1) Zeballos (Estanislao S), *La Nationalité au point de vue des rapports internationaux et du Droit Privé humain*, 8 volumes, Tenin, Paris, 1914, Conférence 5, t. I, p. 141.

(2) Weiss, *Traité théorique et pratique de Droit International Privé*, Tenin, Paris, 1909, t. I, p. 2.

Nous dirons que la Nationalité consiste plus en un rapport juridique, un lien moral, idéal, unissant l'homme à un Etat déterminé, qu'en un lien fondé sur la race ou le fait de cohabiter sur un même territoire.

Ce lien a été analysé comme comportant à sa base un contrat synallagmatique entre l'individu et l'Etat, le premier ayant droit à la protection du second, mais devant respecter ses Lois, participer aux charges publiques et contribuer à l'exercice de sa souveraineté.

Cette théorie de la Nationalité-contrat a été celle de l'école individualiste et classique représentée en Europe par Weiss et Cogordan, et en Amérique par Acorta. D'autres voient dans la Nationalité une relation de caractère politique, et une troisième opinion un acte de soumission volontaire à un Etat de la part d'un individu.

On a longuement discuté sur ce caractère contractuel de la Nationalité ; à notre avis il est difficile de transposer sur le plan du Droit public, la notion de contrat de Droit privé. En effet si nous examinons ce qu'est la Nationalité dans la réalité de la vie, nous nous apercevons tout de suite qu'elle est un lien admis à toutes les époques et par tous les peuples du globe. On peut donc en conclure que la Nationalité est la conséquence directe de deux faits réels : la nécessité pour l'homme de vivre en société, et la division de l'espèce humaine en groupes.

C'est parce que l'homme est forcé de vivre en société que la Nationalité est un lien nécessaire ; et c'est parce qu'il doit faire partie d'un des groupes qui divisent l'espèce humaine, que ce lien est exclusif. Néanmoins l'homme conserve toujours le droit de choisir entre ces

groupes et c'est là que nous trouvons le caractère volontaire de la Nationalité.

Reprenons ces trois propositions.

Tout individu doit avoir une Nationalité et cela dès le début de son existence. Mais comme à ce moment il serait dans l'incapacité d'opérer lui-même son choix, la Loi le fait pour lui. Elle le fera en tenant compte soit du *jus sanguinis*, soit du *jus soli*, selon qu'elle estime que le lien issu de l'un ou l'autre de ces principes est plus ou moins fort et doit, par conséquent, décider de la Nationalité du nouvel être.

Donc nous devrions aussi pouvoir dire, qu'un individu ne doit pas ne pas avoir une Nationalité. Malheureusement en pratique, nombreux sont les cas de heimatosat ou d'apatridie qui proviennent de l'extrême diversité des lois sur la Nationalité. En déterminant les causes de perte de celle-ci, elles ne se préoccupent pas de savoir si l'individu en a acquis une autre.

Les cas typiques sont, celui des personnes nées dans un pays n'admettant que le *jus sanguinis* et dont les parents appartiennent à un pays ne connaissant que le *jus soli*, celui des femmes mariées ayant perdu leur Nationalité au terme de leur Loi d'origine, sans avoir acquis celle de leur mari en vertu de la loi de celui-ci, enfin celui des personnes ayant perdu leur Nationalité d'origine par un séjour prolongé à l'étranger, sans avoir acquis la nationalité du pays de leur résidence.

Ce principe de la nécessité de la Nationalité a été maintes fois reconnu, notamment par l'Institut de

Droit International qui proclame que « chacun doit avoir une Nationalité ».

Mais là où cette nécessité devient vraiment impérieuse c'est dans le cas de ces masses nomades, telles que les « gitanos », les bohémiens et les tziganes dont l'apatridie constitue un danger réel. Et pourtant quand, en 1910, la Suisse proposa la réunion d'une conférence afin d'étudier cette situation toute spéciale, l'idée fut reçue avec une glaciale indifférence (1).

Mais si tout individu doit forcément avoir une Nationalité, il ne peut en avoir qu'une seule. « Personne, — proclame l'Institut de Droit International à Cambridge en 1895 et à Venise en 1896, — ne peut avoir simultanément deux Nationalités ».

Il est aisé de justifier ce principe en particulier par les devoirs de l'individu vis-à-vis de l'Etat, qu'il ne pourrait certainement pas remplir à la fois à l'égard d'un autre et surtout en cas de guerre entre ceux-ci.

Ce principe d'exclusivité de la Nationalité était déjà connu et admis à Rome. Nous en avons la preuve dans cette phrase de l'« Oratio pro Balbo » où Cicéron écrit : « Duarum civitatum civis esse, nostro jure civile, nemo potest » (2). Il semblerait d'après cela que le principe n'était déjà plus discuté du temps de Cicéron. En Grèce au contraire, on admettait que l'individu puisse cumuler plusieurs citoyennetés. Plus récemment on connaît

(1) Zeballos (E. S.), *La Nationalité au point de vue de la Législation comparée et du Droit Privé Humain*, volume III, p. 712, traduit par André Rose, Sirey 1914.

(2) Cicéron, *Oratio pro Balbo* 12.

quelques cas exceptionnels de « sujets mixtes », tels que le Prince de Ligne, le Duc de Sagan et Garibaldi (en 1870) dont les situations spéciales, comme celles des deux premiers, ou les services rendus, comme pour le dernier, ont motivé cette exception à la règle.

Malheureusement dans la réalité le principe d'exclusivité est, lui aussi, souvent mis en échec du fait des conflits très fréquents entre les Lois sur la Nationalité qui établissent tantôt le *jus sanguinis*, tantôt le *jus soli* comme source de Nationalité. Les effets de la naturalisation du père ou du mari vis-à-vis de la femme ou des enfants mineurs, sont également réglés très diversement.

A tout ceci s'ajoute le refus opposé par beaucoup de Lois de tenir compte de la coexistence d'une législation étrangère applicable dans le même cas au même individu, mais en sens contraire. Il en est ainsi surtout après la fameuse loi Delbrück du 22 juillet 1913, qui la première vint admettre ostensiblement la possibilité de la double Nationalité, en autorisant les allemands qui acquéreraient une Nationalité étrangère, à conserver la Nationalité allemande par une simple déclaration préalable devant les autorités de leur pays.

Dans le même sens, on a proposé, en Argentine, une théorie dite de la « citoyenneté automatique » proposée déjà par Zeballos en 1882. En vertu de cette théorie, la citoyenneté argentine serait accordée aux étrangers résidant dans leur lieu de naissance, tout en conservant leur Nationalité d'origine et sans acquérir, non plus, la Nationalité argentine.

L'étranger en serait investi par sa seule inscription sur les listes électorales, tout en conservant le droit de s'opposer à cette inscription afin d'éviter les conflits d'application du *jus soli* aux Européens.

Enfin la dernière loi admettant la double Nationalité, au moins au profit de certaine catégorie d'étrangers que les liens du sang, de la langue et de la culture assimilent aux nationaux, est la Constitution de la République Espagnole du 9 décembre 1931, qui consacre le droit à la double Nationalité en faveur de tous les pays de l'Amérique Espagnole, du Portugal et du Brésil.

Toutefois malgré l'obligation imposée à l'individu d'avoir une Nationalité et de n'en avoir qu'une seule, il n'est pas tenu d'avoir l'une plutôt que l'autre. Et c'est ici qu'apparaît l'élément volontaire de la Nationalité qui permet à l'homme de choisir celle qui a ses préférences.

Cet élément volontaire est à l'origine du droit d'émigrer et du droit de changer de Nationalité.

Le droit d'émigrer a été reconnu notamment par la Constitution française de 1791 en se basant sur le principe que Socrate énonçait dans cette phrase de « Criton » : « Les portes sont ouvertes à ceux qui veulent s'en aller. »

Le droit de changer de Nationalité a été reconnu par l'Institut de Droit International à Cambridge en 1895 et à Venise en 1896, lorsqu'il proclame que « chacun devait avoir le droit de changer de Nationalité ».

Nous ajouterons qu'*a fortiori*, et pour reprendre les termes de la Loi française du 10 août 1927 et de la Convention de La Haye d'avril 1930, tout individu qui pos-

sède par l'effet de deux lois étrangères, et sans manifestation de volonté de sa part, deux Nationalités distinctes, doit avoir le droit d'opérer librement son choix entre elles.

Malheureusement beaucoup trop souvent en pratique, le législateur de certains pays, a tendance, au mépris du droit naturel, à vouloir imposer sa Nationalité en refusant le droit d'option à l'individu qui se trouve dans ce cas.

Or les éléments juridiques multiples qui forment le Droit de la Nationalité, relèvent autant du Droit public et du Droit privé, que du Droit civil et du Droit international. C'est pourquoi selon l'opinion que l'on se forme sur le rôle et le but que doit atteindre la législation sur la Nationalité, on rattache celle-ci à l'une ou à l'autre des diverses branches du Droit. Ainsi M. le Professeur Bartin rejette du Droit International privé la Nationalité, en faisant sienne la théorie adoptée par un arrêt de la Cour de Cassation (Chambre Civile, 21 juin 1919. Toutes Chambres réunies, 2 février 1921).

Cet arrêt rendu sur le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, décide que malgré la prorogation, par une loi d'août 1914, des délais en matière civile, le délai pour décliner la nationalité française n'était pas modifié et échappait à cette prorogation. D'où l'on a conclu que les dispositions légales sur la Nationalité n'étaient pas soumises aux règles ordinaires du Droit civil, mais relevaient du Droit public (1).

(1) Bartin, *Cours de Droit International Privé* 1929-1930.

M. le Professeur de la Pradelle lui aussi, qui estime que c'est la Nationalité « qui forme la substance même de l'Etat » et qui voit dans les dispositions législatives sur cette matière une sorte de Loi de recrutement des citoyens, attribue une importance prépondérante au caractère politique du Droit de la Nationalité.

Au contraire pour d'autres auteurs, parmi lesquels M. le Professeur Weiss, la Nationalité représente surtout un des éléments les plus importants de l'état des personnes et pour cette raison il la situe dans le Droit civil et dans le Droit international privé.

Enfin une opinion intermédiaire soutenue par M. Bernay et M. le Professeur José Ramon de Orue dans son « Manual de Derecho Internacional Privado Español » (1) rattache la Nationalité à toutes les branches du Droit, aussi bien au Droit privé et public, qu'au Droit civil et international. Le Droit civil déterminant ces conditions d'acquisition, et les raisons de Droit public augmentant ou diminuant la faculté de l'acquérir.

Il semble d'ailleurs que c'est là aussi l'opinion de la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye. En effet, dans son arrêt du 7 février 1923, rendu à propos du différend franco-anglais au sujet des Décrets Français du 8 novembre 1921 sur la naturalisation en Tunisie et au Maroc, il affirme que « la question de savoir si une matière est ou non du domaine exclusif d'un Etat, est essentiellement relative : elle dépend du développement

(1) Orue (José Ramon de), *Manual de Derecho Internacional Privado*, Madrid, 1928.

des relations internationales. Ainsi dans l'état actuel du Droit international, les questions de Nationalité, d'après l'opinion du Tribunal, sont en principe comprises dans cette zone réservée ». Mais le Tribunal ajoute aussitôt : « Il peut très bien arriver dans une matière comme celle de la Nationalité, qui en principe n'est pas réglementée par le Droit international, que la liberté de l'Etat de disposer ce qui lui plaît, soit restreinte par des conventions qu'il a signées avec d'autres Etats. » C'est dire que si le Tribunal estime que cette matière est librement réglementée par la législation interne de chaque pays, elle n'en a pas moins de fortes accointances avec le Droit externe. C'est d'ailleurs ce qu'admettent nombre d'Etats Sud-Américains, entre autre le Venezuela, qui dans une curieuse note adressée à un de ses consuls et citée par M. Ramon Martin Herrero dans sa remarquable thèse de Doctorat « Las cuestiones de Nacionalidad en América Espanola », présentée à la Faculté de Droit de Madrid en 1932, disait : « Si le Venezuela reconnaît comme vénézuélien aux termes de l'article 8 de la Constitution, les enfants nés sur son territoire de parents étrangers, il ne prétend les protéger d'aucune façon comme nationaux contre les atteintes (activités) du pays où sont nés leurs parents et qui les réclame en vertu de ses propres lois, s'ils sont retournés volontairement dans ce pays et qu'ils se trouvent être « ipso facto » soumis à l'observation de ses lois et à l'obéissance à ses autorités. En conséquence le Gouvernement du Venezuela ne peut pas s'opposer à ce que l'Espagne considère comme nationaux les individus qui se trouvent dans le cas que vous mentionnez et

leur impose comme tel l'accomplissement des obligations inhérentes à cette Nationalité, pendant que ceux-ci se trouvent dans le territoire espagnol. » (1)

Il est cependant impossible d'aller aussi loin que Stoerck pour qui « l'individu n'acquiert de valeur au point de vue du Droit international » que grâce à la Nationalité, car « s'il en était ainsi », comme l'a dit Bar (2), « les hommes dont on ne pourrait pas établir la Nationalité avec certitude, devraient être considérés juridiquement inexistantes pour le Droit international ».

Mais il est intéressant de noter, à propos de l'importance de l'élément international dans la Nationalité, ainsi que de celle de la matière elle-même, qu'un mouvement de plus en plus accentué dans les diverses législations, tend à extraire cette matière des Codes civils pour en faire, comme l'Allemagne dans la loi Delbürck du 22 juillet 1913, l'Italie dans la loi du 13 juillet 1912, la Belgique dans la loi du 15 mai 1922 et la France dans la loi du 10 août 1927, une codification spéciale, alors que d'autres pays l'élèvent même au rang de matière constitutionnelle comme c'est le cas de la Bolivie, du Paraguay, du Brésil, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou, du Salvador, de Santo Domingo, de l'Uruguay, du Venezuela, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie et de l'Espagne.

Chose curieuse, que nous noterons dès à présent, la tradition espagnole a toujours donné à la Nationalité le

(1) *Livre Jaune des Etats-Unis du Vénézuéla*, 1907.

(2) Bar, *Téorfa*, p. 150.

rang de matière constitutionnelle et pourtant c'est elle qui respecte le plus son caractère privé.

Mais jusqu'à maintenant nous n'avons étudié la Nationalité que du point de vue de ses caractères constitutifs et des principes doctrinaux auxquels elle obéit, sans tenir compte des intérêts souvent distincts et même opposés qu'elle est destinée à régir dans la réalité. Il faut pourtant leur assigner la place qui leur est due en tenant compte de l'importance respective qu'ils occupent dans la matière que nous étudions.

Ces intérêts facilement discernables sont au nombre de trois : l'intérêt individuel, l'intérêt familial, l'intérêt de l'Etat.

C'est l'intérêt individuel qui rend le lien de la Nationalité volontaire, car c'est en définitive l'intéressé qui doit pouvoir choisir l'Etat envers qui il s'acquittera de ses devoirs et de qui il exigera la protection de ses droits. En présence d'une matière dans laquelle peuvent s'appliquer à un même cas plusieurs législations différentes et égales, qu'aucune autre loi ni juridiction ne peut venir départager en cas de conflit et dont le conflit ne recevra par conséquent aucune solution, on est bien obligé de reconnaître ce droit de choix à l'intéressé.

D'autre part si le conflit est insoluble, c'est l'individu qui en supportera les conséquences. Or celles-ci peuvent être pour lui d'une dureté exceptionnelle. Il faut bien par conséquent lui reconnaître le droit et lui donner le moyen de trancher ce nœud gordien.

Cette solution est d'autant plus justifiée que l'on admet la possibilité de changer de Nationalité et d'émigrer en la

basant sur le caractère volontaire du lien de Nationalité. Mais comme tout droit de l'homme, il reste limité par ceux de ses semblables et en particulier par ceux de sa famille, c'est-à-dire par ceux de sa femme et de ses enfants mineurs.

C'est afin de sauvegarder l'unité de la famille que l'on admettait que la femme mariée et les enfants mineurs suivent la Nationalité du chef de famille. Malheureusement ce principe de sauvegarde de la famille, est de nos jours considéré de moins en moins nécessaire, puisque c'est l'Etat qui veut être pour l'homme moderne la seule cellule sociale, et pour cela tend à supprimer et à amoindrir les liens de la nature de même que les liens résultant d'intérêts communs.

Ceci explique que l'on ait admis que la femme puisse avoir une Nationalité distincte de celle de son mari, soit en conservant sa Nationalité d'origine, soit en ne suivant pas celle de son mari au cours des changements successifs qui se produisent pendant leur mariage. On pourrait d'ailleurs en dire autant à propos des enfants mineurs, qui, soit par application du *jus soli*, soit parce que certaines législations n'admettent pas leur changement de Nationalité en même temps que celui de leur père, se trouvent, ou peuvent se trouver, posséder des Nationalités distinctes de celles de leur père, de leur mère et de leurs frères et sœurs.

Au-dessus des intérêts de l'individu et de ceux de la famille, apparaît l'intérêt supérieur de l'Etat. Et en matière de Nationalité, cet intérêt se manifeste sur le terrain législatif d'une façon toute spéciale en raison de la

situation prééminente du bénéficiaire. Ainsi dans les pays peu peuplés, l'Etat imposera sa Nationalité par le simple fait d'une résidence prolongée pendant un certain temps. Dans le cas des pays où les lois sur la Nationalité sont à la base de leur loi de recrutement militaire, l'Etat s'opposera à la rupture du lien avant l'accomplissement de ce devoir militaire.

L'Etat mettra toujours d'ordinaire des conditions à l'obtention de sa Nationalité et se réservera le droit de juger de la suffisance de ses conditions afin de pouvoir contrôler la greffe qui viendra s'adjoindre à son tronc.

A l'inverse, l'Etat peut dépouiller un individu de sa Nationalité soit parce qu'il considère qu'il a perdu ses liens d'attache avec son pays natal par une résidence prolongée à l'étranger, soit comme sanction au point de vue politique, tel que les retraits de naturalisation pendant la guerre en France aux Allemands et actuellement en Allemagne pour des raisons raciales.

Après cet aperçu rapide des caractères de la Nationalité d'origine, des principes du Droit en cette matière et des intérêts qu'elle réglemente, nous allons examiner et comparer successivement dans la législation espagnole et française tout d'abord leurs précédents historiques et l'évolution de sa réglementation dans chacun de ces pays. Ensuite nous étudierons pour chacun d'eux la loi en vigueur. Enfin dans un dernier titre nous serons amenés à étudier les possibilités de conflit entre ces deux lois et à examiner les solutions éventuelles de ces problèmes.

Nous écarterons de cette étude la « Nationalité volontaire » en prenant cette expression dans son sens le plus

étroit, c'est-à-dire, celui de la Nationalité acquise par la naturalisation. Et par naturalisation nous entendrons la demande de Nationalité souscrite par un individu en vue d'obtenir celle-ci et l'octroi bénévole et à titre particulier que lui en fait l'Etat sollicité en vertu de ses pouvoirs absolument arbitraires en cette matière.

L'acquisition de la Nationalité par le bienfait de la Loi, basée sur certains faits, tels que le domicile, et qui permet d'une façon tout à fait générale et à toutes les personnes remplissant les conditions déterminées de se voir reconnaître la Nationalité en question, se rapproche, selon nous, beaucoup plus de la Nationalité, dite d'origine, par son caractère de droit acquis, que de la naturalisation dont l'essence est entièrement volontaire et discrétionnelle.

PREMIERE PARTIE

Historique et évolution

TITRE PREMIER

ESPAGNE

Nous aurons à distinguer deux périodes principales : depuis les premières apparitions de la notion de Nationalité dans la législation médiévale espagnole jusqu'à la Constitution de Cadix du 18 mars 1812 ; ensuite celle qui va de la promulgation de cette Constitution, jusqu'à la Constitution de la République espagnole du 9 décembre 1931.

CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES A LA CONSTITUTION DU 18 MARS 1812

Dans la période ancienne elle-même, il y a lieu de sous-distinguer la période primitive qui va des origines à l'époque de la découverte de l'Amérique en 1492,

une période intermédiaire qui est celle des découvertes, qui étendent et suivent celle de Christophe Colomb, enfin une période que nous appellerons de colonisation et au cours de laquelle la matière qui nous intéresse sera réglementée tantôt à l'occasion de l'organisation des « Indes », tantôt d'une façon générale pour le royaume entier, ceci surtout après l'affermissement de la domination espagnole outre-mer et l'avènement de la dynastie des Bourbons sur le trône d'Espagne.

*Section I. — Période primitive ou antérieure
à la découverte de l'Amérique*

Comme le démontre très bien Zeballos dans son magnifique ouvrage, déjà cité, sur *La Nationalité au point de vue de la Législation comparée et du Droit privé humain* auquel nous empruntons les développements qui vont suivre, les premières dispositions qui vinrent définir et régir la Nationalité en Castille, furent adoptées à l'occasion de la lutte que soutinrent, dès la fin du ^x^e siècle, les rois de Castille et de Léon, contre les ingérences de la Cour de Rome à propos de la nomination des évêques, et des hauts dignitaires ecclésiastiques, ingérences contre lesquelles les rois réagirent en instituant le « Patronato Real » et ensuite en consolidant celui-ci et en étendant ses pouvoirs. Le « Patronato Real » était le droit pour le Roi de proposer les ecclésiastiques en vue de pourvoir aux charges vacantes.

Ce n'est toutefois qu'en 1396, que la lutte sourde mais continue que les Rois de Castille et de Léon soutiennent

toujours contre la papauté pour défendre le « Patronato Real », se termine à leur avantage par la promulgation de la Pragmatique de Henri III qui fut incorporée à l'« Ordenamiento Real » comme loi XIX, titre III, livre I et qui institua définitivement le « Patronato Real ».

Cette ordonnance débute en rappelant que son père, le Roi Don Juan, avait déjà obtenu implicitement du Pape la reconnaissance du « Patronato Real » par le fait de l'interdiction de l'investiture aux bénéfices ecclésiastiques pour les prélats qui n'auraient pas eu le caractère de « naturels » de ces royaumes, c'est-à-dire, qui n'auraient pas été sujets de Castille et de Léon. Dans cette Pragmatique, acceptée par Clément VII en 1379, il est disposé que personne, fut-il Cardinal y est-il spécifié, ne pourra être investi d'aucune charge ou bénéfice ecclésiastique dans toute l'étendue du royaume « à l'exception de celui ou de ceux qui sont de véritables naturels de père ou de mère, ou sont nés sur le territoire ».

Ce texte, base du droit de « Patronato », est le premier dans lequel il est question de l'exigence de la Nationalité.

Quand Philippe II ordonna en 1567 d'établir le recueil officiel des textes de lois sous le nom de « Recopilación », cette Ordonnance devint la loi XIV du titre III du livre I de ce recueil, et en 1805, au moment de la refonte de celui-ci, la loi I, du titre XIV du livre I de la « Novísima Recopilación ».

La même politique fut suivie par Henri III dans l'ordonnance de Tordesillas en 1401, par Henri IV dans

l'ordonnance de Santa María de Nieve en 1473, puis par les Rois Catholiques Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille à Madrigal en 1476 et à Tolède en 1480.

Dès le milieu du ^{xiii}^e siècle le fameux Code des « Partidas » œuvre de Don Alfonso X « El Sabio » roi de Castille et de Léon, déterminait quels étaient les « naturels » de ses royaumes. Nous trouvons dans le préambule du titre XXIV de la quatrième « Partida » une curieuse et très intéressante théorie de la Nationalité à cette époque. « L'un des grands devoirs des hommes, dit ce préambule, les uns à l'égard des autres résulte de leur « *naturaleza* ». De même que la nature les réunit par les liens du sang, cette même nature les unit comme s'ils ne faisaient qu'un seul comme conséquence de la pratique d'une longue affection mutuelle ». Et plus loin il ajoute : « Nous analyserons le terme *naturaleza* ; sous combien de formes elle peut exister ? Quels sont les devoirs des naturels envers ceux à qui ils sont inféodés ? Comment cette Nationalité peut leur être assurée et aussi comment elle peut prendre fin ? »

Dans la loi I du même titre et de la même « Partida » nous lisons que : « La *naturaleza* signifie un devoir qu'ont les hommes les uns vis-à-vis des autres, en vertu d'une aussi puissante raison, de s'aimer et de se vouloir du bien. »

La 2^e loi porte que « Les anciens sages connurent dix sortes de *naturaleza* : la première et la plus efficace est celle qu'ont les hommes avec leurs seigneurs naturels, car eux aussi, comme ceux du lignage dont ils descen-

dent, naquirent, furent enracinés et sont de la terre d'où est le seigneur ».

Ensuite la loi énumère comme source de « naturalité » le vasselage. 3° Le fait pour un enfant d'être élevé dans une seigneurie ; 4° Les droits et usages de la Chevalerie ; 5° Le mariage ; 6° L'héritage ; 7° La délivrance de captivité ou la sauvegarde de la vie ou de l'honneur ; 8° L'inféodation au Seigneur ; 9° La conversion au Christianisme ; 10° Le séjour de dix ans sur la terre du Seigneur pour celui qui est originaire d'une autre terre.

Nous trouvons la définition du vasselage dans la loi I du titre XV ; au terme de cette loi, « le Seigneur est celui qui a commandement et puissance sur tous ceux qui vivent sur sa terre. Et il a droit d'être reconnu comme tel par tous, tant par ses vasseaux naturels, que par ceux qui viennent à lui et sur sa terre ».

C'est pourquoi il ne faudrait pas croire que les principes féodaux soient tellement distincts de ceux auxquels obéit de nos jours le *jus soli*, car l'un comme l'autre rattachent étroitement la condition de l'homme à la terre sur laquelle il vit et qu'il s'agit de peupler ou de défendre.

Partout, comme on le voit, c'est le *jus soli* qui est à la base du droit de la Nationalité, mais le *jus sanguinis* accroîtra son influence jusqu'à prendre une place égale au premier et à se juxtaposer à lui.

A l'époque de la conquête de Grenade en 1492, de la découverte de l'Amérique dans la même année et de la conquête du Royaume de Naples, le *jus soli* s'établit définitivement en Espagne, mais sans pour cela exclure le *jus sanguinis*.

Section II. — Période de la découverte de l'Amérique.

En même temps que les armes de l'Espagne, du Portugal, ainsi que dans une mesure plus restreinte celles de l'Angleterre et de la Hollande, soumettaient de nouveaux continents à la domination de leurs pays respectifs, ces territoires étaient immédiatement organisés et régis par les codes et les lois de ces divers pays. Or au sujet de la matière qui nous intéresse, nous noterons que le *jus soli* était à la base de leurs droits de Nationalité.

Mais, ce principe ne fut pas admis automatiquement pour l'Amérique.

En effet l'Espagne, de même que ses autres concurrents, dès la conquête se réservait le monopole de la découverte, du peuplement et du commerce avec ses possessions du nouveau monde. Cependant, en pratique, malgré ses interdictions, les vaisseaux espagnols étaient souvent suivis par des corsaires de nations rivales, avertis des allées et venues des flottes espagnoles par un réseau d'espionnage très bien organisé et qui tenait dans ses mailles tous les ports de la péninsule. Aussi des mesures draconiennes furent-elles prises, telles par exemple, la défense faite aux postes navals de porter secours aux navires étrangers qui feraient naufrage en vue des côtes de l'Amérique espagnole. Aussi importait-il tout d'abord et dès que les délinquants présumés étaient pris, de déterminer leur Nationalité.

En présence de ces faits, la situation des étrangers, et même des Indiens à propos desquels on avait discuté

la question de savoir s'ils étaient hommes ou bêtes, était mal définie, au point de vue de la Nationalité. Aussi, nombreuses sont pendant cette période les mesures spéciales prises en cette matière, par les rois en conseil privé, ainsi que les ordonnances royales de caractère général. C'est à la fois d'une façon théorique et pratique, comme l'avait fait le Droit prétorien romain, que s'est élaboré ce Droit.

Nous pouvons citer à cet égard le premier procès où il est question de la Nationalité. C'est celui d'un armateur italien du nom de Leon Pancaldo qui fit naufrage en vue de Colonia ; son navire fut sauvé par des Espagnols, ce qui fut la cause d'un procès jugé par la Cour Maritime de Buenos-Ayres et où il fut question tout de suite de la Nationalité du naufragé et de ses sauveteurs. La sentence de cette Cour, vraiment remarquable par son esprit d'équité, a été publiée et commentée par M. José Toribo Medina dans un ouvrage intitulé « Notés sur Leon Pancaldo et sur ses tentatives pour aller de Cadix au Pérou par le détroit de Magellan, en 1537 et 1538 » (1).

D'éminents juristes comme Solórzano en déduisent les règles qui déterminent l'état naturel, *naturaleza*, spécial aux Indiens. « Là il ne suffit pas, nous dit cet auteur, qu'un étranger ait obtenu la Lettre Royale, dite de Naturalisation, pour avoir obtenu cette Naturalisation, à moins qu'elle ne lui ait été expressément accordée et qu'il ait été habilité pour tout ce qui s'y rapporte ». Et

(1) Toribo Medina (José), *Algunas noticias de Leon Pancaldo y de su tentativa para ir desde Cadiz al Perú por el estrecho de Magallanes en los años 1537 y 1538* (Estudio Histórico, Santiago de Chile, 1908).

plus loin il ajoute : « L'étranger qui aurait vécu dans ces royaumes ou aux Indes durant vingt années consécutives, aux cours desquelles pendant dix années il aurait possédé maison et biens immeubles, ou se serait marié avec une naturelle du pays ou une fille d'étranger née dans ces royaumes ou aux Indes, jouit de la Nationalité naturelle (*naturaleza*) et pour pouvoir en jouir, il y a lieu pour lui de s'adresser au Conseil devant lequel il faut déclarer que le recours en question est motivé par cette raison. » Ensuite il indique les formalités à remplir : « Les habitants de Sanlucar, de Cadix et d'autres lieux de l'Espagne, peuvent s'adresser à la « Casa de contratación » qui est à Cadix ou au Gouverneur. Ils sont obligés de dresser inventaire de leurs biens et sont, en outre, tenus de posséder des biens immeubles pour une valeur de 4.000 ducats. » (1)

Section III. — Période de la conquête et de la colonisation

Dans ces commentaires, Solórzano cite la cédule royale de Philippe II, de 1596, qui définit la condition des habitants de la péninsule espagnole au point de vue de la Nationalité, telle qu'elle résultait de la conquête de l'Amérique. Cette cédule, dictée à l'Escorial et qui comprend la loi XXVIII, titre XVII, livre IX de la « Recopilación de las leyes de Indias », déclarait « étrangers des royaumes des Indes et de leurs côtes, ports et îles circonvoisines et comme tels ne pouvant ni s'y trouver ni y

(1) Solórzano y Pereira (Juan), *Politica Indiana*, Madrid, Imprimerie Royale de la Gaceta, Année 1776, deux tomes, t. II, p. 168, § 28.

résider, ceux qui ne seraient pas naturels de nos royaumes de Castille, d'Aragon, de Léon, de Valence, de Catalogne et de Navarre, et ceux des îles Majorque et Minorque, puisque celles-ci dépendent de notre couronne d'Aragon. »

Chose curieuse à remarquer, toute la péninsule ibérique n'était pas admise officiellement à la Nationalité américaine.

A partir de cette date, les dispositions législatives vont se multiplier et se compléter les unes les autres, au fur et à mesure des besoins de la pratique.

Le 14 décembre 1614, Philippe II déclara au Pardo, que les Portugais devaient être tenus pour étrangers.

Tout de suite se posa la question de savoir quelle Nationalité il fallait attribuer aux enfants d'Américains, nés en Europe, et aux enfants d'Espagnols nés à l'étranger. Ce fut Philippe III qui la résolut le 14 août 1620 dans une ordonnance où il déclarait « que tout enfant d'étranger quelconque né en Espagne, est véritablement originaire et naturel de ce pays. Et nous ordonnons que, en ce qui concerne ce point, les lois soient observées aux Indes sans aucun changement. »

Réciproquement l'ordonnance de Philippe III admettait que les enfants d'espagnols nés à l'étranger, avaient pour patrie le pays de leur naissance ; conséquence logique et forcée de la notion de *jus soli*.

Néanmoins, comme nous le disions plus haut, le *jus sanguinis* reste toujours une source, au moins auxiliaire, de la Nationalité.

C'est ce qui semble ressortir d'une décision du Roi Charles III du 19 juin 1771, qui, dans une « Real resolución », à une demande de la Chambre (1) déterminait les conditions que devraient remplir les enfants de père espagnol et de mère étrangère, nés à l'étranger, pour être considérés naturels de ce royaume : « Il m'a été référé qu'un naturel de Zegamia, province de Guipuzcoa, employé dans mon royal service d'Officier de la Secrétairerie du Ministère à la Cour de Rome, avait contracté mariage avec une femme née à Rome mais fille d'Espagnol, mariage dont étaient issus quatre enfants mâles et une fille ; il me supplia que je les déclare tous naturels de ce royaume afin qu'ils puissent jouir comme tels des exemptions dont jouissent ceux qui y sont nés. Me conformant à l'avis donné par la Chambre, j'ai décidé de lui concéder cette grâce pour le cas où ses enfants seraient employés, comme l'est leur père, à mon royal service, ou qu'ils viendraient établir leurs résidences dans ce royaume ; *mais non dans celui où ils resteraient à Rome ou dans un autre pays étranger sans être employés à mon service ; et j'ordonne que ceci s'entende d'une manière générale, pour tous ceux auxquels il me plaira dorénavant de concéder des grâces semblables.* »

Au début du XVIII^e siècle nous trouvons de nombreux décrets qui déterminent à nouveau les règles de la Nationalité et confirment le *jus soli* établi par le décret de 1596 pour la Castille, le Léon et l'Aragon. C'est le cas du

(1) Incorporé à la *Novísima Recopilación*, Livre I, Titre XIX, Loi VIII.

décret du 29 juin 1707 qui détermina les conditions à remplir pour être sujet de Castille, ceux du 9 octobre et 28 novembre 1715, comportant des dispositions analogues pour la Catalogne et Majorque.

Enfin Philippe V sanctionna dans un décret du 8 mars 1716 l'apogée du *jus soli* en reconnaissant une troisième source de Nationalité, la *vecindad*. C'est ce qui aurait correspondu en France sous l'empire du Code civil de 1804, à l'admission à domicile, c'est-à-dire, une résidence prolongée pendant une certaine durée et combinée avec un domicile légal, soit un centre d'affaires ou d'activités, soit même un lien moral qui fixe souvent beaucoup plus étroitement qu'un lien politique ou juridique. Un tel lien est d'autant plus à prendre en considération, qu'il n'est jamais imposé à l'étranger, mais au contraire qu'il constitue pour l'intéressé un droit à lui reconnu par la faculté mise à sa disposition et dont il peut, s'il veut, ne pas user. Nous citerons en entier le texte qui établit cette source de Nationalité, car il exprime plus clairement que ne sauraient le faire tous les commentaires, les conditions et l'esprit de la législation espagnole sur la Nationalité dès cette époque, conditions et esprit qui n'ont guère varié depuis.

« Doit être considéré comme domicilié (*vecino* = voisin) en premier lieu, tout étranger qui obtient le privilège de *naturaliza* (c'est-à-dire, de Nationalité) ; celui qui est né dans ces royaumes ; celui qui s'y convertit à notre Sainte Foi Catholique ; celui qui y vit et y établit son domicile ; celui qui demande et obtient la

vecindad (1) en quelque endroit ; celui qui épouse une femme naturelle de ces royaumes et y habite en ayant son domicile ; et si c'est la femme étrangère qui épouse un naturel, c'est elle qui par cela même acquiert la loi et le domicile de son mari ; celui qui s'enracine en achetant ou en acquérant des biens-racines (immeubles) et des possessions ; celui qui a un métier et vient l'exercer et y demeurer ; celui qui de la même manière y demeure et y exerce des métiers mécaniques ou possède une boutique de vente au détail ; celui qui occupe des charges publiques, honorifiques ou toutes celles de quelque genre qu'elles soient, que seules peuvent occuper des naturels ; celui qui jouit des contrats et des privilèges propres aux *vecinos* ; celui qui habite dix ans dans ces royaumes y ayant maison ouverte ; et de même dans tous les autres cas où conformément au Droit commun, ordonnances royales et lois, l'étranger acquiert la Nationalité ou la *vecindad* et où d'après celles-ci, il est tenu aux mêmes charges que les naturels, pour ce motif légal et fondamental qu'il participe aux mêmes avantages qu'elles procurent ; tous ceux-ci étant de légitimes naturels sont obligés de contribuer comme tels. Car c'est

(1) C'est l'alinéa 1^{er} de l'article 2 du *Real Decreto* du 6 novembre 1916 qui fait le mieux comprendre le sens de ce terme, intraduisible littéralement en français. Ce texte exige « *pour gagner la vecindad une résidence continue de dix ans en territoire espagnol avec le caractère légal de domicilié* ». L'écoulement de ce délai confère un droit au « *vecino* », c'est-à-dire au domicilié, de se faire reconnaître la Nationalité espagnole.

La *vecindad* est, on le voit, quelque chose d'assez analogue à l'admission à domicile du Code civil de 1804.

l'exonération des charges, de conseils, de dépositaires, de récepteurs, de tutelles, de curatelles, de surveillances de pain, de vignes, de forêts, des hôtes, de recrutement, de milice et toutes les autres de même sorte, qui distinguent les étrangers de passage ; et finalement sauf la contribution des *alcabalas y cientos* (1) dont personne n'est exempté, pas même les étrangers de passage, que ceux-ci le soient des autres charges, faits ou services personnels, par lesquels ils se distinguent les uns des autres. Tous ceux auxquels s'appliquent une des circonstances ici déterminées, doivent être compris dans ce cas. » (2)

Comme on le voit, après le bref exposé historique que nous venons de faire, la notion de la Nationalité, née en Espagne dès le ^{xii}^e siècle, se développa d'abord à propos de la lutte d'influence entre le pouvoir civil et le pouvoir spirituel. Cette notion juridique après la découverte de l'Amérique et les multiples problèmes de peuplement, de défense et de conquête qu'elle posa, devint une véritable matière de Droit dans le sens le plus étendu du mot. C'est ce qui ressort des nombreuses dispositions législatives que nous venons de passer en revue.

Nous arrivons ainsi à l'aurore du ^{xix}^e siècle, qui ouvre la deuxième partie de notre historique.

(1) « *Alcabala* » : impôt proportionnel sur tous les biens meubles et immeubles. Les lois du Titre XII du Livre X de la *Novísima Recopilación* traitent de son établissement et de son recouvrement.

« *Cientos* » : impôt connu sous le nom de rentes provinciales. Son montant de 4 % se percevait à la vente de tous les biens soumis à l'« *Alcabala* ».

(2) Loi III, Livre VI, Titre XI de la *Novísima Recopilación*.

CHAPITRE II

DE 1812 A NOS JOURS

Section I. — La Nationalité dans les textes constitutionnels du XIX^e siècle

Après la séquestration des deux Rois Charles IV et Ferdinand VII par Napoléon I^{er} au Château de Valençay et l'invasion de l'Espagne presque toute entière par les armées françaises, le Gouvernement National se retira sur la dernière langue de terre qui restait encore libre, comme devait le faire 100 ans plus tard le Roi Albert I^{er} de Belgique, pour organiser la résistance et assumer le gouvernement, non seulement de ce qui restait de l'Espagne, mais encore de l'immense empire des Amériques.

Mais quatre ans de lutte ne permettaient pas d'en prévoir la fin. Le Roi, c'est-à-dire la personnification de l'Etat, était toujours au pouvoir de l'envahisseur.

Alors les Cortes pour soustraire la masse libérale du pays à l'influence française, et cédant aussi, quoiqu'avec la plus extrême prudence et la plus grande sagesse, à l'ambiance générale créée en Europe par les philosophes de l'Encyclopédie, décidèrent de donner à l'Espagne une Constitution. Ce fut la Constitution de 1812.

Ce qui nous frappe tout d'abord dans ce texte, c'est de voir après la définition de la Nation dans le chapitre premier, celle de la Nationalité espagnole à laquelle est consacré le chapitre II.

Sont espagnols d'après celle-ci :

1° tous les hommes libres ainsi que leurs enfants nés et domiciliés sur les territoires des Espagnes ;

2° les étrangers qui ont obtenu des Cortes une lettre de naturalisation ;

3° ceux qui même sans une telle lettre, ont acquis d'après la loi, dix ans de domicile dans n'importe quel endroit de la Monarchie ;

4° les personnes libérées depuis le moment où elles auront acquis la liberté dans les Espagnes.

Comme nous le voyons, la Constitution consacre le principe du *jus soli* tout en y juxtaposant le *jus sanguinis*. Elle consacre également la « vecindad » comme source de la Nationalité, telle que nous l'avons déjà vue admettre dans le décret de Philippe V du 8 mars 1716.

Les Constitutions de 1837, 1845, 1856 et 1876 commencent toutes pour déterminer les personnes qui sont espagnoles et toutes reproduisent la même formule.

« Sont espagnols :

« 1° toutes les personnes nées sur les territoires espagnols ;

« 2° les enfants de père ou de mère espagnols malgré qu'ils soient nés en dehors de l'Espagne ;

« 3° les étrangers qui ont obtenu une lettre de naturalisation ;

« 4° ceux qui sans avoir obtenu cette lettre, ont gagné la « vecindad » dans une commune quelconque de la Monarchie.

« La qualité d'espagnol se perd par l'acquisition de la nationalité d'un pays étranger, ou par l'admission à un

emploi au service d'un autre Gouvernement sans autorisation du Roi. »

Remarquons tout de suite que le principe du *jus sanguinis* est maintenant admis au même rang que le principe du *jus soli*. L'Espagne admet toutes les sources de Nationalité, le *jus soli*, le *jus sanguinis*, le domicile, Mais en cas de conflit entre ces diverses sources de Nationalité, la législation espagnole dispose que la solution en sera donnée par l'option, c'est-à-dire, grâce à une manifestation de volonté.

*Section II. — La Nationalité dans les lois ordinaires
et la pratique*

Pour définir les étrangers, l'article 1^{er} du Real Decreto du 17 novembre 1852 « sur la condition des étrangers en Espagne : domiciliés et de passage... », suit le raisonnement inverse de celui qui sert à déterminer les espagnols dans la Constitution alors en vigueur.

En effet l'article 1^{er} du Décret de 1852 porte que :

« Sont étrangers :

« 1° toutes les personnes nées de parents étrangers en dehors des possessions de l'Espagne ;

« 2° les enfants de père étranger et de mère espagnole nés en dehors de ces domaines, s'ils ne réclament pas la Nationalité de l'Espagne ;

« 3° ceux qui sont nés en territoire espagnol de parents étrangers ou de père étranger et de mère espagnole, s'ils ne font pas cette réclamation ;

« 4° ceux qui sont nés en dehors du territoire de l'Espagne, de parents qui ont perdu la Nationalité espagnole ;

« 5° la femme espagnole qui contracte mariage avec un étranger ;

« Les navires nationaux sans aucune distinction, sont considérés comme parties des domaines espagnols ».

« ARTICLE II. — Les étrangers qui ont obtenu une lettre de naturalisation ou gagné la « vecindad » conformément aux lois, sont tenus pour espagnols ».

Insistons sur la différence que fait l'article II que nous venons de citer, entre l'obtention de la Nationalité espagnole par une lettre de naturalisation et l'acquisition de cette même Nationalité par la « vecindad ». La naturalisation obtenue par lettre, est une faveur qui peut toujours être refusée sans qu'on ait à justifier de motif, ou accordée sans avoir à tenir compte d'aucune condition spéciale. Il est évident qu'une demande de lettre de naturalisation basée sur des motifs puissants ou des liens d'attache à la Nationalité espagnole, sera de nature à faciliter et à justifier l'obtention de cette faveur.

La « vecindad » au contraire, et c'est pourquoi nous la comprenons dans l'énumération et l'étude des sources de la Nationalité d'origine que nous étudions ici, constitue pour l'étranger, qui remplit les conditions strictement déterminées par la loi, c'est-à-dire, par le Real Decreto du 6 novembre 1916 qui règle l'obtention de la « vecindad », un véritable droit. En effet la « vecindad » est la manifestation la plus forte du principe du *jus soli*. D'ailleurs, en y réfléchissant, on se rend compte que la législation espagnole reste ici encore fidèle à ses traditions en attribuant une force aussi grande aux deux principes qu'elle considère comme l'élément essentiel de

la matière que nous étudions : je veux dire le principe de l'option et le *jus soli*. La naissance sur un territoire donné, peut bien constituer un lien entre l'individu et sa terre natale.

Au contraire les intérêts moraux ou matériels constituent des liens bien plus forts qu'une présomption de volonté et d'attachement basée sur le hasard d'une naissance, souvent fortuite, dans un pays donné.

Le foyer fondé avec une naturelle du pays, les amitiés, les relations de toutes sortes, l'habitude de vivre, la formation intellectuelle du pays où l'on réside ordinairement, sont autant d'attaches qui pour être morales n'en sont pas moins puissantes.

La possession d'immeubles, de terres, d'industries, le fait d'avoir un centre d'affaires et d'activités professionnelles, obligent celui qui en bénéficie à s'intéresser à la vie du pays avec lequel il a tant d'accointances.

Et lorsqu'à tout cela s'ajoute « l'admission à domicile » sollicitée par l'intéressé et consignée dans un registre spécial, on comprend facilement qu'à l'expiration des délais légaux, il existe un véritable droit à la Nationalité. C'est là une troisième source de Nationalité que l'on pourrait appeler le *jus domicili*.

Une simple manifestation de volonté, exprimée devant le juge municipal et accompagnée de la preuve que les conditions exigées par la loi ont été remplies, c'est-à-dire que l'on a gagné la « vecindad », permet après avoir renoncé solennellement à sa nationalité antérieure, de se faire inscrire comme espagnol sur le registre civil.

Remarquons aussi que lorsque la législation espagnole en matière de Nationalité fait application du *jus sanguinis*, elle n'a jamais admis aucune préférence au profit du père, car elle ne considère que le lien effectif, consistant dans celui du sang, c'est-à-dire, la filiation. Comme nous l'avons vu plus haut, elle mentionne toujours les enfants « de père ou de mère espagnols ». Et ceci est une preuve de plus de la force qu'elle attribue à l'option.

La loi veut en effet donner toutes les facilités pour devenir espagnols, à tous ceux qui en vertu d'un lien quelconque se trouvent avoir un motif de réclamer la Nationalité espagnole. Cela est si vrai que dans le cas, par exemple, des enfants d'Espagnols nés à l'étranger ou d'enfants d'étrangers nés en Espagne (et ici nous voyons la juxtaposition et l'égalité des deux sources de la Nationalité d'origine) ces individus, quoique inscrits sur les registres des Consulats d'Espagne à l'étranger ou le registre civil des Espagnols du lieu de leur résidence en Espagne jusqu'à l'âge de leur majorité, ne sont pas inscrits d'office sur les listes de recrutement militaire. Ce sont les intéressés eux-mêmes qui doivent réclamer cette inscription, ce qui est considéré comme une manifestation de volonté de conserver la Nationalité espagnole. Au cas où ils ne procéderaient pas à cette formalité dans l'année qui suit leur majorité et qu'ils auraient acquis une Nationalité étrangère, ils perdraient automatiquement la Nationalité espagnole.

Le recouvrement de cette Nationalité est d'ailleurs entièrement subordonné à une manifestation de volonté

de l'individu qui garde un droit acquis à ce recouvrement.

La seule limitation qui restreint cette liberté presque absolue, se trouve dans le Real Orden du 15 mars 1900 motivé par la situation d'un anglais nommé Neil Macleod. Cet individu après avoir habité Manila pendant vingt ans, gagné la « vecindad » et obtenu ainsi la reconnaissance de sa Nationalité espagnole en ayant renoncé à la Nationalité primitive, décida de renoncer cette fois à la Nationalité espagnole et en fit la manifestation devant le Consul d'Espagne à Manila. Le représentant de l'intéressé, Don Francisco Pleguezuelo, présenta devant la « Dirección General de Registros y del Notariado » la copie certifiée de l'acte dressé par le Consul d'Espagne à Manila contenant la déclaration de renonciation à la Nationalité espagnole de la part de M. Neil Macleod, afin que cet acte fut inscrit sur le livre du registre civil.

Le Conseil d'Etat consulté sur le point de savoir « si la renonciation pure et simple de la qualité d'espagnol, sans acquisition d'une Nationalité nouvelle est une cause suffisante, conformément à notre législation, pour entraîner automatiquement la perte de la susdite qualité, et si dans cette hypothèse la renonciation doit être inscrite dans les livres du registre civil » exposa au Gouvernement le contenu des articles 1^{er} de la Constitution, 18, 19, 20 et 26 du Code civil, et en déduisit deux conséquences que le Gouvernement accepta comme résolution en décidant :

« 1^o que la renonciation pure et simple de la qualité d'espagnol, sans avoir acquis une Nationalité distincte, n'est pas une cause suffisante, conformément à notre législation, pour produire automatiquement la perte de la susdite qualité ;

« 2^o que la renonciation de la Nationalité de M. Neil Macleod ne doit pas être inscrite sur les livres du registre civil (1) ».

Toutefois on a vu que la « Real Orden » du 18 avril 1843 sur les caractères de la « vecindad », décide que les enfants d'étrangers nés en Espagne ne seront pas inscrits sur les listes de l'armée quoique leurs parents aient gagné la « vecindad » dans le royaume, car dit ce texte, « la vecindad n'impose pas de force le droit à la naturalisation et à la citoyenneté ». Malgré cette disposition de principe, l'article 24 du Real Decreto du 17 novembre 1852, qui exempte du service militaire les enfants des étrangers aussi bien domiciliés que de passage, porte textuellement que « cette exemption ne s'applique pas aux enfants dont les parents sont déjà nés sur le territoire espagnol, quoiqu'ils aient conservé leur Nationalité étrangère ».

Nous possédons d'ailleurs un document d'immense valeur pour expliquer cette conception ; c'est une circulaire du 28 mai 1837 qui fournit la réponse à une série de questions posées par l'Ambassadeur de France. Cette circulaire est une véritable consultation officielle sur la matière qui nous intéresse et mérite, par conséquent, d'être reproduite ici *in extenso*. En voici la teneur :

(1) *Real Orden* du 15 mars 1900, *Gaceta* du 8 avril 1900,

MONSIEUR,

« Ayant reçu en son temps la note que M. l'Ambassadeur de S. M. le Roi des Français a bien voulu m'adresser le 27 avril dernier, faisant diverses réflexions sur la disposition contenue aux paragraphes 1^{er} et 4 de l'article 1 de la Constitution réformée, et demandant que la Nationalité que ces articles confèrent aux personnes nées en Espagne soit entendue comme une faculté volontaire et discrétionnaire au profit des enfants de sujets étrangers, de même que celle que l'on peut acquérir en gagnant la « vecindad » dans une commune quelconque de la Monarchie.

« Quoique le Gouvernement de S. M. soit convaincu que l'intention des Cortes Constituantes est conforme aux désirs de l'Ambassadeur et que la représentation nationale n'a pas pu avoir l'intention d'imposer comme une obligation ce qu'elle considère comme un privilège et un honneur distingué, néanmoins S. M. la « Reina Gobernadora » a voulu que le ministère provoque de la part des Cortes un éclaircissement explicite et positif sur cette question.

« En effet, dans la séance du 2 de ce mois, dont le compte rendu a paru dans le Diario 122, elle a eu la satisfaction de voir expliqués et développés ses propres principes par la Commission du Projet de Constitution toute entière et accueillis dans les Cortes par l'assentiment général.

« Il en résulte que les paragraphes visés, lorsqu'ils déclarent que : « *Sont espagnoles toutes les personnes*

qui sont nées en Espagne et les étrangers qui auront gagné la « vecindad » dans une commune quelconque de la Monarchie », le font dans le but de concéder aux uns et aux autres une faculté et un droit, non dans celui de les forcer à être Espagnols contre leur volonté, si ayant droit à la Nationalité dans un autre pays, ils la préfèrent à celle qu'ils ont acquis en Espagne.

« Tel est le véritable sens de ces paragraphes, qui a été fixé de la manière la plus claire et la plus absolue par les Cortes Constituantes elles-mêmes, dans leur séance sus-mentionnée, qui paraît au Gouvernement de S. M. suffire pour éviter tout doute et satisfaire pleinement celui qu'a eu et manifesté le sus-dit Ambassadeur dans la note citée, à laquelle j'ai l'honneur de répondre.

« Je profite..., etc. ».

TITRE II

FRANCE

Nous étudierons successivement dans trois chapitres la Nationalité pendant l'Ancien Droit ; ensuite sa réglementation dans le Code civil et les modifications qui furent apportées au cours du XIX^e siècle jusqu'à la loi du 26 juin 1889 ; enfin nous étudierons cette dernière loi afin de faire comprendre l'état de la question avant la loi du 10 août 1927 actuellement en vigueur, pour préciser ainsi et mettre en relief les réformes réalisées par celle-ci.

CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES AU CODE CIVIL DE 1804

Section I. — Des origines à la Renaissance

Certains auteurs se sont demandé s'il n'y aurait pas lieu d'envisager l'existence d'une Nationalité gauloise. C'est plutôt d'un lien avec la tribu (Pagus) qu'il faudrait parler. C'est en effet dans le cadre des « pagi » que l'on pourrait comparer aux « civitates », qu'il existait une communauté d'hommes vivant sous une même loi. A l'époque des invasions, les Francs, les Visigoths et

les Burgondes, s'ils ne constituaient pas à proprement parler des nations, au sens moderne du mot, puisqu'étant nomades, il leur manquait l'élément territorial fixe, n'en connaissaient pas moins un lien qui les unissait à la tribu et qui les soumettait à leurs lois respectives. Ce lien résultait de la naissance sous la tente de campagne de la tribu.

Mais lorsque ces peuplades se fixèrent d'une manière définitive sur la terre gauloise qu'elles venaient de conquérir, elles ne fusionnèrent pas immédiatement avec les populations autochtones qu'elles y trouvèrent établies. Comme le lien avec la tribu et les droits qu'il conférait ne pouvaient plus résulter de la naissance dans le campement, il fut attaché complètement à la filiation de l'individu.

On trouve la matérialisation la plus connue de ce fait dans la mise en application du principe de la personnalité des lois. En effet, une des conséquences les plus importantes du lien qui unissait l'individu à la tribu, était de le soumettre à la loi de celle-ci. Et le droit d'être jugé et protégé par cette loi, se transmettait avec le sang. Rome avait d'ailleurs connu ce régime, en particulier pour ceux qui n'étaient pas Romains « *ex jure Quiritium* » et les pérégrins. Le juge, sur le seuil du litige, s'adressant aux parties leur posait la question : « Quelle est ta Loi » ?

Peu à peu, lorsque la fusion se fit plus complète, les rapports plus étroits, plus nombreux et plus compliqués, il devint impossible de juger d'après ce système. A cette époque d'ailleurs, on assiste à la naissance du monde

féodal. Nous sommes au x^e siècle ; les invasions se sont stabilisées, le Seigneur a hérité des droits de la tribu, le « pagus » s'est transformé en châellenie. L'homme devient l'accessoire de la terre ; le juge ne lui demandera plus : « Quelle est ta loi ? » Mais « d'où es-tu ? » En effet, c'est en naissant sur sa terre que l'homme devient le sujet du seigneur de cette terre. Il y a aussi à cette époque en France comme en Espagne, et d'ailleurs dans toute l'Europe médiévale, un lien volontaire qui unit l'homme à un seigneur et à un territoire déterminé ; c'est l'hommage-lige.

Une des meilleures preuves de la force du *jus soli* à cette époque se trouve dans le fait qu'un fils d'étranger n'est pas considéré aubain comme son père, mais au contraire comme un naturel du pays. Cette pratique offrait un double avantage : pour le seigneur auquel elle procurait de nouveaux sujets et aussi, même surtout, au fils de l'étranger qu'elle affranchissait des droits onéreux et vexatoires attachés à la qualité d'aubain. Rappelons le vieil adage d'après lequel si « l'aubain vit libre, il meurt serf », ce qui signifiait que s'il avait droit d'acquérir comme un homme libre, il ne pouvait transmettre « mortis causa » comme tel. Lorsque la royauté s'empara à son profit de ce droit des seigneurs féodaux, elle se garda d'y rien changer.

Section II. — De la Renaissance à la Révolution

Tout ce qui précède démontre abondamment la force du *jus soli* comme source de la Nationalité. D'ailleurs tous les juristes Français de la Renaissance proclament ce

principe. Bacquet au xvi^e siècle tenait pour « vrayz et naturels françois » ... « ceux qui sont naiz dedans le Royaume, pais, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du Roy » (1).

Réciproquement, il ajoute plus loin que « nous tenons en France que tout homme, qui est né dedans le Royaume, pais, terres et seigneuries de l'obéissance du Roy de France est appelé aubein ou bien estrangier : soit qu'il y demeure pour certain temps seulement, soit qu'il soit simple viateur et passager. En sorte que ce mot d'aubein signifie autant qu'estrangier, homme natif hors de France » (2).

Pasquier définissait textuellement dans sa première partie, chapitre 1^{er}, n^o 2, « les vrais et naturels français sont nés dans le Royaume » et il ajoutait, poursuivant son raisonnement par *a contrario*, « tout homme natif hors du royaume est aubain » (3).

Charondas dans ses « Responses du Droit Français » (4) énonce en d'autres termes le même principe, lorsqu'il dit que « les enfants nés en France d'un étranger, demeurant au Royaume, ores que leur père n'ait été naturalisé, sont réputés Français ».

Au xvii^e siècle, le jurisconsulte Domat (1625 à 1696) reste toujours fidèle à la même tradition lorsqu'il enseigne que « les enfants des étrangers s'ils naissent dans un Etat où leur père était étranger, se trouvant originai-

(1) Bacquet, *Droit d'Aubeine*, I, Chap. I, n^o 2, cité par M. André Weiss.

(2) Bacquet, *ouvrage cité*, I, Chap. II, n^o I.

(3) *Recherche de la France*, IV^e Partie, Chap. XXXII, n^o 7.

(4) Liv. II, Chap. III, p. 30.

res de cet Etat, ils en naissent sujets et y ont des droits de naturalité, comme si leur père avait été naturalisé » (1).

Il ne faudrait tout de même pas conclure de façon trop absolue que le *jus sanguinis* ait été complètement écarté comme source de la nationalité à cette époque. M. André Weiss (2) indique qu'au xvi^e siècle, on discutait la question de savoir si l'enfant conçu et né hors de France de père d'origine française devait être admis à lui succéder aux mêmes titres que les régnicoles et échapper ainsi aux incapacités de l'aubain.

Le Parlement de Paris, par un arrêt solennel rendu sous la présidence de M. de Thou le 7 septembre 1576, autorisé une femme née en Angleterre, de parents français, à leur succéder en France ; il est vrai qu'après l'ouverture de la succession maternelle elle avait obtenu des lettres de naturalité (3). Toutefois en 1579 nous trouvons un arrêt en sens contraire.

Mais à partir du début du xvii^e siècle il semble que la Jurisprudence s'oriente et s'affermir dans le sens de l'arrêt déjà cité du Parlement de Paris du 7 septembre 1576. Ainsi un arrêt du Parlement de Toulouse, en date du 22 février 1631, reconnaissait la qualité de Français à des enfants nés à l'étranger de parents français, mais

(1) *Droit Public*, Livre I, Titre VI, Section IV, n° 5.

(2) *Traité Théorique et Pratique de Droit International privé*, t. I^{er} : *La Nationalité*, pp. 41 à 55, 2^e édition, librairie de la Société du Recueil, G. B. Strey et du Journal du Palais, 22, rue Soufflot, Paris (V^e), 1907.

(3) Bacquet, *opus. cit.*

ayant établi leur domicile en France (1). Dans le même sens, il existe un arrêt du Parlement de Rouen du 19 juin 1652 (2) et deux arrêts du Parlement de Paris, l'un du 12 mars 1707 (3), l'autre du 13 août 1703.

Au XVIII^e siècle, le *jus soli* reste toujours la source principale de la nationalité. Pothier (1699 à 1772) dans son « Traité des Personnes » (4) disait : « Qu'on ne considère pas si ceux qui naissent en France sont nés de parents français ou de parents étrangers, si les étrangers sont domiciliés dans le Royaume ou s'ils n'y sont que passagers. La seule naissance dans le Royaume donne les droits de naturalité indépendamment de l'origine de père et mère et de leur demeure ».

C'est, on le voit, le principe traditionnel de la naissance sur le territoire, qui confère la Nationalité.

Mais ce n'est déjà plus *l'unique source* de la nationalité. En effet, à cette époque, la Doctrine, consacrant l'évolution de la Jurisprudence, admet aussi le *jus sanguinis* comme telle. Pothier constate qu'on admet qu'un individu né d'un Français à l'étranger, ou né hors mariage à l'étranger d'une Française, et ayant conservé l'esprit de retour et n'ayant pas fixé son domicile hors de France, est considéré comme né en France (Ouvrage cité, n^{os} 43 et 46).

(1) Canbolas, *Décision Notables du Parlement de Toulouse*, Livre III, Chapitre XXVII, p. 202.

(2) Basnages, *Œuvres*, t. I, p. 248.

(3) *Journal des Audiences*, Tome V, Partie II, Livre VII, p. 21.

(4) Partie I, Titre II, Section I^{re}, n^o 45.

Remarquons qu'en consacrant ce principe, Pothier ne se préoccupe nullement de la loi du lieu de la naissance, qui si elle admet comme la loi française de cette époque, le principe du *jus soli*, aboutira à un conflit de lois de Nationalité.

En outre, il y a lieu de constater que Pothier n'admet pas l'application *de plano* du principe du *jus sanguinis*, mais indique une condition pour que celui-ci puisse produire ses effets : c'est que l'intéressé, s'il réside à l'étranger, ait conservé l'esprit de retour et n'ait pas fixé son domicile hors de France. Ceci implique *a fortiori* que le *jus sanguinis* ne jouera pas si l'intéressé a un domicile en France. Notons encore la distinction faite par Pothier entre la résidence et le domicile, lorsqu'il parle du français vivant à l'étranger avec l'esprit de retour et sans y avoir fixé son domicile.

Section III. — Période révolutionnaire

La Révolution consolida ce régime en juxtaposant au principe du *jus soli* celui du *jus sanguinis* complété par certaines conditions de résidence et de domicile, auxquelles vont s'ajouter, dans certains cas, l'exigence d'une manifestation de soumission aux idées et aux institutions nouvelles.

Nous allons nous en rendre compte par l'examen des textes révolutionnaires qui ont réglementé la Nationalité.

Cette matière, à cette époque, est élevée au rang constitutionnel, et nous allons, pour son étude, être amenés à passer en revue les articles des Constitutions révolutionnaires qui définissent la qualité de Français.

L'article 2 du titre II de la Constitution des 3-4 septembre 1791 porte que : « sont citoyens français ceux qui sont nés en France d'un père français. »

« Ceux qui, nés en France, d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le Royaume ; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique ; enfin ceux qui, nés en pays étranger, et descendant à quelque degré que ce soit d'un Français ou d'une Française expatrié pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique ».

Remarquons que ce texte est un des plus logiques qui soient en France sur la matière, car il tient compte implicitement de la possibilité de conflit avec la loi étrangère et cherche à l'éviter, en se mettant, il est vrai, dans l'hypothèse où la loi étrangère admet les mêmes solutions. Ainsi il exige la résidence en France aussi bien de l'enfant né en France d'un père étranger, que de l'enfant né à l'étranger d'un père français. En un mot, ce texte admet les conséquences logiques de ses propres hypothèses, quel que soit leur résultat. C'est ce que nous aurons l'occasion d'étudier plus tard.

Signalons qu'à première vue il n'y a pas de distinction entre la résidence et le domicile. Pourtant la résidence impliquait une déclaration de l'intéressé manifestant ainsi son intention de s'établir en France et annonçait déjà l'admission à domicile, telle qu'elle devait être réglée quelques années plus tard par le Code civil.

Dans son article 4, la Constitution du 24 juin 1793 déclare que « tout homme né et domicilié en France, âgé de 21 ans accomplis... est admis à l'exercice des droits de citoyen français ». Ce texte semble revenir au principe du *jus soli*.

Il en est de même dans la Constitution du 5 fructidor an III, dont l'article 8 porte que : « Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de 25 ans accomplis, s'est fait inscrire sur le Registre civique de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République, et qui paye une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français. »

Ici, en plus de conditions de naissance et de résidence en France, il faut, pour que l'intéressé jouisse de la qualité de citoyen français, qu'il en manifeste la volonté en se faisant inscrire sur le registre civique de son canton.

Cette solution passa d'ailleurs, sauf quelques modifications, dans l'article 2 de la Constitution du 22 frimaire an VIII, d'après lequel : « Tout homme né et résidant en France qui, âgé de 21 ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré depuis, pendant un an sur le territoire de la République, est citoyen français. »

Tel est l'état de la législation sur notre question lors de la rédaction du Code civil. Nous allons maintenant exposer les dispositions du Code à ce sujet et l'évolution qui s'est produite depuis.

CHAPITRE II

DU CODE CIVIL (1804)

A LA LOI DU 26 JUIN 1889

Section 1. — La Nationalité dans le Code civil

Lorsqu'après avoir étudié la réglementation d'une matière comme la Nationalité sous l'ancien Droit et pendant la période révolutionnaire, on arrive au Code civil, on s'attend à trouver en cette matière, comme dans la plupart des autres, une solution de transaction.

Dans le cas qui nous intéresse, on peut dire que le Code civil ne se borna pas à une telle solution mais innova, ou plus exactement, acheva l'évolution commencée déjà depuis longtemps sous l'ancien Droit.

Le projet de Code civil, suivant en cela la tradition française, posait, en tout premier lieu, le principe du *jus soli* en déclarant que « tout individu né en France est Français ».

Au cours des discussions, Boulay de la Meurthe se déclara partisan de ce principe traditionnel. Les avis furent d'ailleurs partagés ; ainsi Siméon soutenait le principe du *jus sanguinis*, notamment dans la séance du Tribunal du 25 frimaire an X, car, comme disait Vatel « En l'un c'est le sang qui est français. En l'autre, il n'y a que l'air qui soit de France ».

En définitive ce fut le principe du *jus sanguinis* qui triompha dans le § 1^{er} de l'article 10 du Code civil, qui déclare « tout enfant né d'un Français en pays étranger, est français ». Ce fut la combinaison de cet article

avec l'article 2 de la Constitution du 22 frimaire an VIII, déjà cité, qui devait aboutir à la formule de l'art. 8, § 1^{er}, de la loi de 1889 « Est français... tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger ».

Néanmoins, il ne faudrait pas conclure que l'aboutissement de cette longue évolution soit arrivé à exclure complètement le *jus soli*. Dans son article 9, le Code civil reconnaît aux fils d'étrangers nés en France le droit d'opter pour la Nationalité française. Comme on le voit, le *jus soli* n'est plus qu'une source auxiliaire de la Nationalité française, après en avoir été la principale et même la seule.

On peut s'expliquer ce mouvement au début du xix^e siècle, si l'on tient compte de ce que la France de cette époque était de beaucoup le pays le plus peuplé de l'Europe et où, par conséquent, non seulement la proportion de la population étrangère habitant son territoire était très faible, mais encore elle avait à défendre la Nationalité française de la descendance de ses nombreux ressortissants qui vivaient à l'étranger.

Section II. — L'évolution du régime de la Nationalité jusqu'à la loi de 1889

Le renversement progressif de cette situation au cours du xix^e siècle, devait influencer sur la politique française en matière de nationalité et avoir pour résultat de rendre au *jus soli* une partie de son importance. Ce fut d'abord la loi du 22 mars 1849 qui modifia l'art. 9 du Code civil, afin de permettre aux enfants *nés en France* de parents étrangers, qui auraient omis d'opter dans l'année qui suit

leur majorité, de le faire après cette date pourvu qu'ils se trouvent dans une des conditions suivantes : servir ou avoir servi dans les armées françaises, avoir été inscrit sur les rôles de recrutement sans avoir revendiqué leur qualité d'étranger.

Comme on le voit cette mesure a pour but de faciliter l'acquisition de la Nationalité française dans certaines conditions, en assouplissant les règles posées par le Code civil. Néanmoins on reconnaît à l'intéressé le droit de décider de son choix et on s'en remet à sa volonté.

La loi du 7 février 1851 accentua le mouvement dans le cas des enfants nés en France d'un père étranger, né lui-même en France, en les distinguant des enfants des autres étrangers. En effet, alors que ces derniers étaient considérés comme étrangers jusqu'au jour de leur option, la loi vint décider que les premiers seraient français dès leur naissance, sous la condition résolutoire de leur option, effectuée dans le courant de leur vingt-deuxième année en faveur de la patrie de leur père.

Afin d'éviter que cette option, dans le cas où elle serait faite par le fils d'étranger en faveur de la nationalité de son père, n'eût pour conséquence de laisser celui-ci sans Nationalité, la loi du 16 décembre 1874 vint exiger dans son art. 1^{er} que l'intéressé produise au moment de l'option « une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, prouvant qu'il a bien droit à la Nationalité de son père ».

Mais dans son art. 2 cette loi autorise ces jeunes gens soit à s'engager volontairement, soit à contracter l'engagement conditionnel d'un an de la loi du 27 juillet 1872,

titre IV, 3^e section, dans l'armée française, soit à entrer dans les Ecoles du Gouvernement pendant leur minorité, en déclarant « qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité », et ce avec le consentement « exprès et spécial » du père ou de la mère, ou du conseil de famille. Cette renonciation ne peut être reçue qu'après l'admission à l'Ecole. Il est visible que l'on voulait élargir par tous les moyens les règles du Code civil qui accordaient la Nationalité française en vertu du *jus soli*.

La loi du 14 février 1882 continue le mouvement dans ce sens, en étendant l'application de l'art. 9 du Code civil, réformé par la loi de 1851, aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique nés en pays étrangers, de même qu'aux enfants de Français ayant perdu la qualité de Français aux termes de l'art. 17 du Code civil, mais qui recouvrent cette qualité conformément à l'art. 18.

C'est-à-dire que dans ces deux cas les enfants, soit de l'étranger naturalisé, soit du Français réintégré, acquièrent la qualité de Français en même temps que leur père, mais conservent toutefois le droit de la décliner par une option en faveur de la Nationalité antérieure de leur père.

Lorsque ces enfants sont déjà majeurs au moment de la naturalisation ou de la réintégration de leur père, l'art. 9 leur est applicable s'ils se trouvent dans l'année qui suit leur majorité, c'est-à-dire leur vingt-deuxième année. Nous n'avons cité cette loi que pour faire comprendre le sens de l'évolution signalée plus haut.

De même la loi du 28 juin 1883 étend l'application de l'art. 2 de la loi de 1874 aux enfants

mineurs, orphelins ou non, nés en France d'une Française mariée à un étranger.

CHAPITRE III

DE LA LOI DU 26 JUIN 1889

A LA LOI DU 10 AOÛT 1927

Section I. — La loi de 1899

Tous les textes que l'on vient d'examiner et qui régissaient la matière, la compliquaient ainsi singulièrement ; aussi est-ce dans le but de simplifier la connaissance du droit de la Nationalité, que M. Batbie, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, avait proposé d'adapter aux dernières dispositions légales, les articles du Code civil relatifs à la Nationalité.

Mais le Parlement de cette époque utilisa la proposition de M. Batbie dans le but de faire face à un nouveau et grave problème : la dépopulation, qui se posait avec une acuité de plus en plus pressante. En effet, à ce moment, la courbe démographique française se stabilisait, il se produisait un arrêt dans l'accroissement des naissances ; aussi le législateur fut-il amené à tenter d'y parer en élargissant les sources de la nationalité d'origine, ainsi d'ailleurs, qu'en facilitant l'acquisition de la Nationalité française par la naturalisation.

Comme nous l'indiquons au début de ce chapitre, ce ne peut être que le *jus soli* qui permette cette extension

de l'acquisition de la Nationalité française. Elle fut réalisée par la loi du 28 juin 1889 sur la Nationalité qui déclare Français « tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né ; sauf la faculté pour lui si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du § 4 ci-après ». Donc lorsque c'est le père qui est né en France, l'enfant né en France est Français *sans* droit d'option. Quant à l'option résolutoire que la loi du 7 février 1851 avait instituée dans ce cas, elle subsiste en faveur de l'enfant né en France mais d'une mère qui y est elle-même née.

La faculté de décliner la Nationalité française dans les formes prescrites par la loi du 16 décembre 1874, est aussi accordée à l'individu né en France d'un étranger qui, à l'époque de sa majorité, est *domicilié* en France. Quant à la faculté de réclamer la qualité de Français telle que l'avait fixée l'art. 9 du Code civil en 1804, elle est laissée aux fils d'étrangers nés en France qui n'y sont pas domiciliés au moment de leur majorité.

Dans tous les cas, lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement, il suit la Nationalité du premier qui l'a reconnu, et lorsque la reconnaissance des deux est simultanée, celle du père. Remarquons que cette loi autorise expressément l'option du mineur ; la déclaration est faite alors *en son nom* par son père, en cas de décès de celui-ci par sa mère, ou à défaut par son représentant légal.

Section II. — L'évolution de la question jusqu'en 1927

Cette loi fut d'ailleurs encore modifiée et certaines de ses dispositions assouplies par les lois des 22 juillet 1893 et 5 avril 1909.

Cette dernière décide que lorsque les parents ont renoncé au nom de l'enfant à la faculté de décliner la Nationalité française, celui-ci ne pourra plus en user à sa majorité. Néanmoins, ceux qui se trouvent à la date de la promulgation de la loi dans l'année qui suit leur majorité, ou qui atteindront celle-ci dans les six mois qui la suivront, sont admis à user du droit d'option. Le représentant légal d'un mineur était autorisé pendant un délai de six mois, à partir de la promulgation, à révoquer la déclaration souscrite par lui antérieurement à la loi au nom de son pupille, en vue de renoncer à la faculté de décliner la Nationalité française.

Jusqu'à maintenant nous n'avons rencontré qu'un mouvement extensif de l'accès à la Nationalité française. A l'ouverture des hostilités de la guerre de 1914-1918, une tendance restrictive commença à se manifester et aboutit à faire voter la loi du 7 avril 1915, modifiée par celle du 18 juin 1917, qui autorisait le gouvernement à retirer la Nationalité française concédée avant la guerre aux ressortissants des puissances ennemies.

C'est aussi pendant la guerre, exactement le 21 septembre 1916, que fut déposé devant le Sénat un projet de loi qui avait pour but d'améliorer la qualité des nouveaux Français, sans se préoccuper de leur nombre. Ce projet fut examiné en 1918 par la « Société Française d'Etudes

Législatives » sur le rapport de M. le Professeur Lévy-Ullmann au cours de discussions dirigées par M. le Professeur Weiss, Président de la Commission, et transmis aux Chambres. Il fut voté au Sénat le 21 mars 1922 et à la Chambres des Députés le 10 avril 1924.

Mais les textes adoptés par les deux Assemblées ne coïncidant pas sur tous les points, il dut être soumis à nouveau au Sénat.

C'est alors que de nouveau la tendance extensive se fit jour, en raison de l'état de la démographie française. Comme l'expose si clairement M. le Professeur Lévy-Ullmann dans son cours de « Droit International Privé » de l'année 1931-1932, auquel nous empruntons les développements qui vont suivre, la question qui se posait, après la guerre, n'était pas, comme en 1889, de pallier à la dépopulation croissante, mais d'absorber le nombre d'immigrants chaque jour croissant. La statistique de 1926 accusait, en effet, une augmentation de 947.771 étrangers entre 1921 et 1926. Dans certains départements, comme les Alpes-Maritimes, les étrangers représentaient 40 % de la population. C'est dire l'urgence qu'il y avait à transformer ces immigrants en nationaux, si l'on ne voulait pas voir se constituer sur le territoire français des îlots entiers de minorités étrangères.

Aussi, le Sénat vota-t-il un texte extensif le 3 décembre 1925 et la Chambre le 7 avril 1927. Mais par suite de nouvelles modifications, le projet revint encore devant le Sénat qui le vota le 8 juillet 1927 et devant la Chambre qui l'approuva le 13 juillet 1927. C'est la loi qui fut promulguée le 10 août 1927 et publiée au *Journal Officiel*

du 14 août, accompagnée d'un Décret simple de la même date et d'une instruction ministérielle aux Préfets et aux Parquets donnant le commentaire de la loi que nous allons étudier, ainsi que ces divers actes.

DEUXIÈME PARTIE

Régime actuel

TITRE PREMIER

LE RÉGIME ACTUEL DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE EN ESPAGNE

Après avoir exposé rapidement l'évolution de la législation espagnole sur la Nationalité, nous nous proposons d'étudier dans un premier chapitre l'origine et l'élaboration des textes qui règlent actuellement la matière, et dans un deuxième nous passerons en revue les différents cas de Nationalité que prévoit et détermine la Loi.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE, ELABORATION ET INTERPRÉTATION ADOPTÉES

Section I. — Textes en vigueur

Comme nous l'avons vu plus haut, la matière de la Nationalité a tenu au cours de tout le XIX^e siècle une

place d'honneur dans les diverses constitutions qui se succédèrent pendant ce temps. C'est en effet dans les premiers articles de ces actes constitutionnels qu'est traitée cette question.

La Constitution de la République du 9 décembre 1931 n'a pas manqué de suivre cette tradition et lui a consacré son titre II. C'est ce titre II qui, dans les articles 23 et 24 de la Constitution, pose les nouveaux principes directeurs du droit de la Nationalité, car ce ne sont en effet que des principes constitutionnels destinés à inspirer une loi ordinaire, qui aura pour mission d'en faire une réalité.

Toutes les dispositions constitutionnelles, relatives à la Nationalité, et en particulier celles qui se trouvaient insérées dans la Constitution de 1876, étaient complétées par un texte en réglant les détails d'exécution. Et ce texte était le titre premier du Code civil comprenant les articles 17 à 29. Or ces articles correspondaient au principe posé dans la Constitution de 1876. Mais aucune loi n'étant intervenue depuis la promulgation de la Constitution de 1931 pour régler cette matière et d'autre part le Code civil étant toujours en vigueur, le droit actuel de la Nationalité ne peut être étudié et compris qu'en tenant compte de ces éléments souvent contradictoires.

Il est évident qu'en cas de conflit ou de contradiction entre ces deux textes, c'est la loi constitutionnelle qui doit l'emporter étant donné le pouvoir supérieur qu'elle représente.

Section II. — Application immédiate et rétroactivité des nouvelles dispositions constitutionnelles. Interprétation adoptée.

§ 1^{er}. — *Application immédiate.* — Mais la question s'est posée, aussitôt la promulgation de la Constitution de savoir si les préceptes édictés par celle-ci ne devaient pas être tenus en suspens en attendant qu'une loi ordinaire, qu'elle annonce elle-même, vint en régler les détails d'exécution. Cette opinion pouvait se soutenir, parce que la loi constitutionnelle n'est pas applicable par elle-même et d'autre part que les articles du Code civil qui réglaient antérieurement la matière, en exécution de la Constitution précédente, n'ont été abrogés nulle part.

Mais tel n'a pas été l'avis de la Direction Générale des Registres et du Notariat. Consultée par le Ministère des Affaires étrangères (Ministerio de Estado = Ministère d'Etat) sur l'interprétation à donner aux deux derniers alinéas du § 2 de l'article 24 de la Constitution et sur le point de savoir « s'il est nécessaire d'attendre la promulgation d'une loi complémentaire », elle répondit dans une consultation insérée dans la circulaire ministérielle n° 1.248 du 4 mai 1932, « qu'en n'exigeant aucune condition ni formalité pour que l'Espagnol conserve sa Nationalité, le précepte constitutionnel n'a pas besoin non plus du développement ultérieur et du complément d'une loi et doit, par conséquent, s'appliquer immédiatement ».

Dans une circulaire du 7 août 1933, « la section du Ministère (d'Etat) est de l'avis que l'exercice de ce droit (d'option donné à la femme au moment de son

mariage) dépendra de ce que décideront les lois qui interviendront dans ce but, d'accord avec les Traités internationaux, puisque l'article 23 de la Constitution s'en remet aux unes et aux autres ; néanmoins elle estime que provisoirement on peut délivrer un passe-port (espagnol) à la femme espagnole qui se trouve dans cette situation. »

Le Conseil d'Etat « entend que la consultation présente un caractère général et ne se borne pas au cas d'espèce à l'occasion duquel elle est intervenue et qu'on doit lui reconnaître un caractère provisoire en attendant la promulgation de la loi destinée à régler la Nationalité espagnole ».

§ 2. — *Rétroactivité des dispositions constitutionnelles sur la Nationalité.* — Une sentence de la « Audiencia Provincial » (Cour d'Appel) de San Sebastian du 28 septembre 1932, ainsi que celle du « Tribunal Supremo » (Cour de Cassation) du 27 janvier 1933, tendraient à faire croire que la Jurisprudence ait voulu conférer un caractère rétroactif à ces prescriptions. Le cas au sujet duquel est intervenue cette décision était le suivant : une femme espagnole Dona R. M. M. avait épousé religieusement le 22 novembre 1926 en Espagne un sujet italien Don G. M. S., après quoi les époux fixèrent leur domicile en Espagne. Le 29 avril 1932 Dona R. M. M. engagea une procédure de divorce contre son mari. La « Audiencia provincial de San Sebastian » dans sa sentence, sus-mentionnée, fit droit aux prétentions de la demanderesse et admit la dissolution du mariage et la liquidation de la Société conjugale aux torts du mari.

La « Audiencia de San Sebastian » pour faire application de la loi espagnole du divorce à Dona R. M. M. s'était basée sur les nouvelles dispositions de la Constitution de la République espagnole qui autorise la femme espagnole épousant un étranger à conserver sa Nationalité (art. 23) et qui proclame l'égalité juridique des sexes (art. 25).

Le mari se pourvut en cassation pour « injustice notoire et incompétence » en se fondant sur les §§ 1^{er} et 3 de l'art. 57 de la Loi du Divorce, violation de l'art. 9 du Code civil des accords internationaux, dispositions et doctrines concordantes, inexacte application des principes « *incumbit probatio qui dicit, non qui negat et actores non probante reus est absolvendus* », des articles 3 et 5 du Code civil et 23 de la Constitution et des dispositions et doctrines concordantes, appréciation inadéquante des preuves, infraction et application indue des causes 4^o et 5^o de l'article 3 de la Loi de Divorce.

Le Tribunal suprême dans sa sentence, sans se ranger complètement à l'avis de la « Audiencia » de San Sebastian, admet cependant dans un de ses considérants, « qu'il y a lieu de retenir comme antécédents nécessaires pour en déduire la législation applicable à ce cas : 1^o que le mariage eut lieu à San Sebastian et que c'est dans cette ville que les époux fixèrent leur domicile conjugal ; 2^o que la femme était espagnole, sans être jamais sortie d'Espagne ; 3^o le Tribunal ne trouve pas suffisante la preuve de la Nationalité du mari non plus que la preuve de la loi italienne en matière de mariage et de divorce entre italien et étranger.

Or une femme espagnole mariée en 1926 sous l'empire de l'article 22 du Code civil, aux termes duquel « la femme suit la condition et la Nationalité de son mari », était donc soumise à la loi de ce dernier, en l'espèce la loi italienne qui ne connaît pas le divorce. La décision du tribunal suprême l'admettant, au contraire, semble donc impliquer qu'il attribuait à l'article 23, § 2, 2^o alinéa de la Constitution de 1931, donnant désormais le droit à la femme espagnole de conserver sa Nationalité d'origine, un caractère rétroactif.

Comme le dit M. Federico de Castro, dans un article publié dans la « Revista de Derecho privado » (*Revue de Droit Privé*) du 15 mai 1933 où il commente cette sentence, et auquel nous avons emprunté tous ces renseignements, « il n'est pas croyable que la doctrine soutenue dans cette sentence soit définitive. Non seulement elle contredit les principes du Droit international privé, mais encore elle arrive à érafler (*sic*) ceux du Droit international public. Enfin elle heurte les positions antérieures du Tribunal Suprême lui-même ».

§ 3. — *Interprétation adoptée.* — En face de cette thèse soutenue, assez mollement d'ailleurs, et à propos d'un seul cas, nous voyons se dresser l'interprétation officielle de la « Direccion General de los Registros y del Notariado », du Conseil d'Etat et de la « Section des Affaires juridiques du Ministère d'Etat » (1).

La circulaire n° 1.248 du Ministère d'Etat en date du 4 mai 1932 qui reproduit la consultation de la Direction

(1) Le Ministère d'Etat est, en Espagne, l'équivalent du Ministère des Affaires Etrangères en France.

Générale des Registres et du Notariat, répond, sur le point de savoir si l'article 24 de la nouvelle Constitution tel qu'il se trouve rédigé « est applicable aux Espagnols déjà naturalisés avant la Constitution », par l'attendu suivant : « Que si la première des dispositions transitoires du Code civil relative aux *droits* déclarés pour la première fois dans ce Code, semble donner une solution affirmative, comme en réalité il ne s'agit pas de déclarer un droit mais de changer un état juridique antérieur établi par l'article 20 du Code civil, et comme le résultat serait non pas de conserver la Nationalité espagnole déjà perdue, mais de la faire recouvrer par un procédé distinct de celui qui est indiqué dans l'article 21 de ce même Code, il n'est pas possible indiscutablement de donner le caractère rétroactif prétendu à l'application du texte constitutionnel ».

Or l'article 20 du Code civil toujours en vigueur énumère les cas de perte de la Nationalité espagnole, parmi lesquels se trouve celui « d'acquérir une Nationalité en pays étranger », et ses termes sont reproduits par la Constitution nouvelle.

Aussi, en mentionnant cet article 20, ainsi que l'article 21, encore en vigueur également, et qui règle la procédure à suivre et les formalités à remplir pour recouvrer la nationalité espagnole perdue, la circulaire précitée indique-t-elle clairement qu'elle considère comme inchangeables les situations qui en sont découlées.

A propos de l'application de l'art. 23, § 4, 2^e alinéa, relatif au droit d'option de la femme qui épouse un homme d'une nationalité distincte de la sienne, la circu-

laire ministérielle du 7 août 1933, que nous avons déjà mentionnée et qui reproduit un avis du Conseil d'Etat, spécifie expressément que cet avis « se réfère à des cas de mariages contractés sous l'empire du texte constitutionnel de 1931 ».

Le cas à l'occasion duquel est intervenue cette circulaire était le suivant : la police de Barcelone avait refusé de délivrer un passeport à une femme espagnole mariée à un Chilien. Ce fait fut porté à la connaissance du Ministère d'Etat par l'Ambassadeur du Chili dans une note du 24 avril 1933. Le Ministère d'Etat, après consultation de la Direction Générale des Registres et du Notariat et l'avis du Conseil d'Etat, répondit à cette Ambassade et régla la question par la circulaire du 7 août 1933, déjà citée.

Le Conseil d'Etat adopte une attitude très nette contre la rétroactivité des dispositions constitutionnelles sur la matière.

Ainsi dans le cas dont nous nous occupons, après avoir développé des raisons d'ordre général et entièrement favorables aux prétentions de l'intéressée, il tient à spécifier toutefois, avant de faire application de son raisonnement au cas concret qui a motivé la consultation, que tout ceci n'est vrai que dans l'hypothèse où « le mariage aurait été célébré après la promulgation du texte constitutionnel, car dans le cas contraire, il n'y a pas de doute que, la Nationalité espagnole ayant été perdue par suite du mariage et conformément à l'article 22 du Code civil en vigueur à ce moment là, il ne s'agissait pas de la conserver ou non, mais de la recouvrer ».

*Section II. — Elaboration du texte constitutionnel
relatif à la Nationalité*

Il importe maintenant d'étudier les principes sociaux qui ont inspiré les Constituants Espagnols de 1931 au moment de la discussion du titre II de la Constitution consacré à la Nationalité.

Ces principes nous les retrouvons énoncés dans deux articles : l'art. 25 porte que « ne pourront être fondements de privilège juridique, la nationalité, la filiation, le *sexe*..., etc. ». L'article 43, consacré à la famille et au mariage, précise l'un de ces caractères en disant « qu'il se fonde sur l'égalité des droits des deux sexes ». C'est là le principe qui est à l'origine de l'art. 23, § 4, 2^e alinéa, conférant à la femme mariée le droit d'avoir une nationalité distincte de celle de son mari. C'est parce qu'on a voulu donner à la femme des droits rigoureusement égaux à ceux attribués à l'homme, ainsi d'ailleurs que dans la prétention de la mieux protéger, que l'on a écarté délibérément le vieux principe, qui avait fait ses preuves, de l'unité nationale de la famille.

Et pourtant l'art. 43 commence par nous dire dans son premier alinéa, tant la nature des choses domine les théories, que « la famille est sous la sauvegarde spéciale de l'Etat ». Comme le fait si bien remarquer M. Frederico de Castro, Professeur de Droit civil à l'Université de Salamanque, dans un article publié par la « *Revista de Derecho Privado* » (*Revue de Droit privé*) le 15 mars et le 15 avril 1932, sur la Constitution espagnole et le Droit International privé », « si cela signifie quelque chose, le

moins que le législateur puisse faire, c'est de conserver à la famille son unité ».

C'est là la conséquence du double courant d'idées qui tend à ne pas laisser changer par le mariage le statut de la femme et à conserver comme nationales celles qui épousent un étranger.

Nous devons signaler que les problèmes comme l'apatridie ou la multinationalité, la question des droits politiques plus ou moins étendus que feraient acquérir la Nationalité ou la privation de la Nationalité comme sanction politique « ont à peine été soulevés incidemment ou collatéralement » au cours des discussions du projet de Constitution (1).

« Au contraire, nous dit cet auteur, toute la discussion a été dominée par le sentiment de sympathie à l'égard des peuples de notre race ». C'est là la seconde considération qui a dominé les débats. C'est elle qui a fait dire à M. Jimenez de Asua dans son discours (Diario de sesiones Num. 28) qu'il fallait « trouver une formule qui concilie les sentiments avec les réalités ». Et pour la seconde fois la Constitution espagnole n'a pas voulu tenir compte de la tradition ni des conséquences pratiques du principe qu'elle allait poser, et elle a admis la double nationalité à l'égard des peuples hispano-américains, du Brésil et du Portugal. Elle n'a pas voulu tenir compte non plus de la

(1) Nicolas Perez Serrano, Profesor de Derecho politico en la Universidad de Madrid, Director de la *Revista de Derecho Publico*, *La Constitucion espanola* del 9 de diciembre de 1931. Antécédents, textes, commentaires : *Revista de Derecho Privado*, Madrid, pp. 109 à 119.

Convention de La Haye de 1930 que les représentants de l'Espagne avaient signés et dans laquelle les contractants repoussaient solennellement le principe de la double nationalité.

Nous allons examiner maintenant les différents cas de nationalité que prévoit la Constitution.

Remarquons que la nouvelle Constitution s'inspirant du principe d'égalité absolue entre les enfants naturels et les enfants légitimes, proclamée dans son art. 43, ne fait aucune différence entre eux quant à leur nationalité d'origine « *jure sanguinis* ».

CHAPITRE II

CAS DE NATIONALITE

PREVUS PAR LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Section 1. — Raisons générales qui ont déterminé les modifications apportées par les nouvelles dispositions

La première Constitution de 1812, d'accord en cela avec toute la tradition espagnole, que nous venons d'étudier, établit comme source principale de la Nationalité le *jus soli* et ne reconnaît au *jus sanguinis* qu'un rôle accessoire. En effet dans son article 1^{er} elle mentionne tout d'abord le lieu de naissance, ensuite la *vecindad* et enfin le *jus sanguinis*. Comme pour donner plus de force au principe du *jus soli*, elle consacre son article 3 à la *vecindad* et dans son article 4 elle accorde la nationalité espagnole à tous ceux qui auront gagné la liberté sur le sol de l'Espagne,

Au contraire, la constitution de 1837, de même que toutes celles qui vont suivre pendant le cours du XIX^e siècle et qui emploieront la même formule pour édicter les conditions de la Nationalité mettront sur le même pied le principe du *jus soli* et celui du *jus sanguinis* comme sources de la Nationalité ; c'est ainsi que dans l'art. 1^{er} elles énuméreront les quatre cas de nationalité en les plaçant sur le même plan.

Si l'on recherche la raison principale qui inspire toute disposition législative, nous ferons la remarque suivante : le développement du *jus soli* fut favorisé en Espagne par la découverte et la colonisation de l'Amérique. Et c'est la même raison qui inspira les principes féodaux, qui conserva le *jus soli* comme base de la nationalité. C'est en effet toujours le même but : attacher l'homme à la terre où il vit, afin qu'il la cultive et qu'il la peuple.

Mais si cette tendance et ce but se trouvent reflétés dans notre Constitution de 1812, alors que l'Espagne possédait encore son immense empire d'outre-mer, c'est la raison inverse qui commence à poindre dans la Constitution de 1837. A ce moment-là l'Espagne avait perdu la presque totalité de son empire américain. Cependant de nombreuses communautés espagnoles continuaient à vivre sur le sol des nouveaux Etats et demandaient à garder la nationalité de leurs ancêtres ; il fallut donc les protéger en admettant le principe du *jus sanguinis* dans toute sa force. C'est la préoccupation de garantir, dans la réalité, aux fils d'Espagnols résidant à l'étranger leur nationalité, qui amena le législateur à promulguer la loi du

20 juin 1864 où ce droit de protection est formellement reconnu aux fils d'Espagnols habitants les Républiques américaines. C'est pourquoi la loi du 20 juin 1864 faisait un devoir au gouvernement de tenir compte du § 2 de l'article 1^{er} de la Constitution, qui concédait la Nationalité espagnole aux enfants d'Espagnols, dans les conventions qu'il signerait avec les Républiques américaines. Dans son article 2^e cette loi dispose que lorsque les enfants d'Espagnols ne pourraient pas conserver la Nationalité de leurs parents dans le pays où ils seraient nés, soit en raison de la Constitution en vigueur en ce pays, soit pour toute autre cause, « également puissante, le Gouvernement prendra soin de ce que les intéressés la recouvrent aussitôt que, par un changement de résidence ou grâce à un autre motif légitime, ils auront la possibilité d'en jouir ».

On le voit, c'est la nécessité de conserver dans le giron national les enfants espagnols nés à l'étranger, et d'autre part le très petit nombre d'enfants d'étrangers nés en Espagne, qui ont conduit à accroître l'importance et l'influence du *jus sanguinis* dans la législation de ce pays.

Cette nécessité s'est d'ailleurs accrue, ou du moins perpétuée, en raison de ce fait que l'Amérique resté toujours pour les Espagnols la terre d'émigration, et que cette population y est chaque jour plus nombreuse et plus florissante. Ainsi en Argentine et à Cuba, tout spécialement, l'Espagne compte plusieurs millions de ressortissants.

C'est d'ailleurs toujours sous l'empire de cette même préoccupation, ainsi que pour éviter les conflits de nationalité avec les Etats américains, que l'Espagne a conclu

une série de traités avec l'Equateur en 1840, avec le Chili le 25 avril 1844, avec le Venezuela le 30 mars 1845, avec la Bolivie le 21 juin 1847, avec Costa Rica le 10 mai 1850 et le 21 mars 1930, avec le Nicaragua le 25 juillet 1850, avec le Salvador le 2 mars 1885, avec la Colombie le 28 avril 1894, avec le Pérou le 16 juillet 1897 et enfin avec l'Argentine le 21 septembre 1863.

Tous ces traités portent, comme le fait l'article 1^{er} du Traité Hispano-Argentin de 1863, que « les deux parties contractantes conviennent que pour déterminer la Nationalité des Espagnols et des Argentins on observera respectivement dans chaque pays les dispositions constitutionnelles et légales de celui-ci ».

Notons en passant, car nous y reviendrons plus tard, qu'un des soucis dominants de la politique espagnole en matière de Nationalité, et cette série de traités le démontre, a été d'éviter les conflits de loi. A tel point que l'article 112 de la provisoire du registre civil du 17 juin 1870 est venu décider que « les Espagnols qui transporteraient leur domicile dans un pays étranger où ils seraient considérés comme nationaux par le seul fait de leur résidence, devront, pour conserver la Nationalité espagnole, en manifester la volonté à l'agent diplomatique ou consulaire espagnol, qui devra les inscrire, ainsi que leur conjoint, s'ils sont mariés et leurs enfants, s'ils en ont, sur le registre spécial qu'il devra tenir à cet effet ».

Section II. — Cas prévus

§ 1^{er}. — *Jus sanguinis*. — Toutes ces raisons expliquent pourquoi dans la nouvelle Constitution, le § 1^{er} de

l'art. 23 consacre le *jus sanguinis* comme première source de la Nationalité, alors que, nous venons de le voir, c'est le principe du *jus soli* qui figurait traditionnellement à cette place.

Ce paragraphe porte que sont Espagnols : « Ceux qui sont nés en dedans ou en dehors de l'Espagne de père ou de mère espagnols. » On trouve là une des manifestations les plus étendues du principe du *jus sanguinis*, car c'est le fait de porter dans ses veines du sang espagnol qui confère la Nationalité : cela ressort immédiatement du texte qui ne fait aucune différence entre le père et la mère.

On pourrait être tenté de rattacher cette disposition à l'art. 25 de cette même Constitution qui déclare que le sexe ne pourra pas être le fondement d'un privilège juridique. Il est possible que le principe contenu dans cet article ait influé sur l'esprit des auteurs de la Constitution, mais il ne faudrait pas oublier que le Code civil, dans le § 2 de l'article 17, mentionne déjà : « les enfants de père ou de mère espagnols, quoiqu'ils soient nés en dehors de l'Espagne. » On peut donc admettre, dans ce cas, que la Constitution de 1931 n'a changé que la place, actuellement la première, attribuée à l'énoncé du principe du *jus sanguinis*, l'étendue n'en étant que modifiée.

Toutefois, ce qui précède suffit à prouver que l'évolution, que nous avons étudiée dans les Constitutions du siècle dernier, se continua et aboutit à faire attribuer au *jus sanguinis* la première place dans la Constitution actuelle.

§ 2. — *Le Jus soli.* — Néanmoins le *jus soli*, s'il n'est plus énoncé dans la nouvelle Constitution qu'au § 2 de l'art. 23, n'en a pas moins conservé la même importance que précédemment comme source de la Nationalité. En effet, ce paragraphe déclare Espagnols ceux qui sont « nés en territoire espagnol, de parents étrangers, s'ils optent pour la Nationalité espagnole dans la forme déterminée par les lois ». Il semblerait à première vue, si l'on rapproche ce § 2 de l'article 23 de la Constitution du § 1^{er} de l'article 17 du Code civil, qui déclare espagnols « les personnes nées en territoire espagnol », que le premier soit moins catégorique que le second, puisque les personnes visées ne seraient Espagnoles que sous condition d'option alors que l'autre texte semblerait indiquer que la Nationalité est acquise de *plano*. Mais l'art. 17 du Code civil ne fait que reproduire intégralement l'article 1^{er} de la Constitution de 1876, et ce sont les articles suivants qui règlent l'application pratique des prescriptions de la Constitution. L'art. 19 nous dit que « les enfants d'un étranger, nés sur le territoire espagnol, devront manifester dans l'année qui suivra leur majorité ou émancipation, leur volonté de jouir de la qualité d'Espagnols que leur concède l'art. 17 ». Nous le voyons, la Constitution de 1931 a voulu simplement préciser dans son propre texte, ce qui était sous-entendu dans la Constitution antérieure.

Etant donné comme nous l'avons signalé plus haut, que le Code civil est encore en vigueur dans la matière, il est certain que la Constitution nouvelle n'a pas abrogé les formalités d'exécution que prescrit le Code en matière

d'option dans le 2^e alinéa de l'art. 19, qui désigne l'autorité compétente pour recevoir cette manifestation de volonté de l'intéressé ; c'est le fonctionnaire chargé du registre civil de la commune du domicile en Espagne, c'est-à-dire le juge municipal (ce qui équivaut au juge de paix en France) et, au cas où l'intéressé résiderait à l'étranger, les agents consulaires et diplomatiques espagnols, ou, à leur défaut, le Ministre des Affaires étrangères en Espagne.

Enfin nous arrivons à un cas de *jus soli*, admis d'ailleurs par toutes les législations, et que la Constitution espagnole n'a pas manqué de mentionner : celui des enfants « nés en Espagne de parents inconnus ». Ce cas qui est le seul de *jus soli* admis par les législations basées plus ou moins exclusivement sur le *jus sanguinis*, n'est au fond qu'une simple conséquence naturelle du *jus soli* dans un pays où le droit de la Nationalité a toujours eu pour base ce dernier principe.

§ 3. — *Jus domicilii*. — Mais la Constitution de 1931, si elle a donné au *jus sanguinis* sa pleine extension, en admettant sur le même pied la filiation paternelle et la filiation maternelle, a aussi donné au principe du *jus soli* son développement traditionnel en Espagne, en ne le bornant pas au simple hasard de la naissance sur le territoire, mais y comprenant la *vecindad*, c'est-à-dire le domicile, uni à une série de faits, qui constituent des liens avec le lieu où l'on habite.

On ne peut pas assimiler la *vecindad* comme source de Nationalité à la naturalisation, étant donné qu'elles diffèrent essentiellement sur deux points. La première

est un fait de caractère physique ou moral ; il dépend de la seule volonté de l'individu d'en tirer les conséquences en réunissant les conditions et en remplissant les formalités prescrites par la loi à cet égard. La naturalisation, au contraire, est une faveur octroyée par l'Etat, faveur qui, en principe, n'est soumise à aucune condition. C'est d'ailleurs le sens exact du § 4 de l'art. 23 de la Constitution de la République espagnole qui dit très clairement que sont Espagnols « les étrangers qui obtiendront une lettre de naturalisation et ceux qui, sans elle, auront gagné la *vecindad* dans une commune quelconque de la République, aux termes et conditions que prescriront les lois ».

Ces conditions, autrefois réglées par le Real Decreto du 6 novembre 1916 sur l'acquisition de la *vecindad*, aujourd'hui abrogé, est remplacé par le décret du 29 avril 1931. Ce décret rendu afin « d'alléger les formalités compliquées des dispositions aujourd'hui en vigueur, exigées pour justifier le fait que l'on a gagné la *vecindad* et pour diminuer la durée du délai de son acquisition dans toute la mesure du possible », fixe, à cet effet, un délai de dix ans de résidence en territoire espagnol, résidence qui pourra se prouver « par tous les moyens admis en Droit ». Ce délai est ramené à cinq ans pour l'étranger qui réunit une des conditions suivantes : 1° avoir contracté mariage avec une femme espagnole ; 2° avoir introduit ou développé en Espagne une industrie ou une invention importante et non implantée dans le pays antérieurement ; 3° être propriétaire ou directeur d'une exploitation agricole, industrielle ou d'un établis-

sement commercial ; 4° avoir rendu des services éminents à l'Art, la Culture ou l'Economie Nationale ou avoir favorisé d'une manière remarquable les intérêts espagnols ».

Ce délai est même ramené à deux ans lorsqu'il s'agit des nationaux des Républiques hispano-américaines, du Portugal et du Brésil, ou des naturels de la zone espagnole du Protectorat marocain.

L'article V de ce décret porte, en outre, textuellement que « le Ministre de la Justice pourra refuser la concession de la Nationalité lorsqu'il existera des motifs fondés pour cela ». Néanmoins, après que l'intéressé s'est fait inscrire dans le livre de « Ciudadania y vecindad civil » du Registre de la Justice Municipale, conformément à l'art. 110 de la loi du 17 juin 1870 et sur le livre des étrangers, du Gouvernement de la Province, conformément à l'art. 9 du Real Decreto du 17 novembre 1852, quand il a réuni les conditions requises par la loi et qu'au terme du délai fixé par celle-ci, il a souscrit, devant le juge municipal de sa résidence, une demande exprimant sa volonté de se voir considérer comme espagnol et inscrit comme tel sur les registres de l'Etat civil, il possède un véritable droit acquis à cette Nationalité. Ce n'est que pour des « motifs fondés » et qui résulteraient de l'enquête ordonnée par le juge municipal, que le Ministère de la Justice pourrait refuser la reconnaissance de Nationalité.

Le juge municipal, après avoir reçu la déclaration de volonté de l'intéressé, constitue le dossier et l'adresse avec son avis à la Direction générale des Registres et du

Notariat. Cette direction du Ministère de la Justice peut ordonner un supplément d'information et demander les renseignements qu'elle estimera nécessaires et ensuite avec son avis elle le présentera au Ministre de la Justice qui prendra la décision.

Le dossier, rendu au juge municipal, avec l'ordre que la *vecindad* a été acquise, sera communiqué à l'intéressé.

TITRE II

LE REGIME ACTUEL DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE EN FRANCE LA LOI DU 10 AOÛT 1927

Nous diviserons ce titre en deux chapitres : dans le premier nous étudierons les cas dans lesquels la loi du 10 août 1927 confère la Nationalité française au moment de la naissance, et dans le second les cas où cette loi concède la Nationalité française à ceux qu'elle tient pour étrangers au moment de leur naissance.

Dans tous ces cas la loi tient compte des caractères de la filiation de l'individu pour la détermination de sa Nationalité.

CHAPITRE PREMIER

FRANÇAIS DES LEUR NAISSANCE

Cette loi a renforcé les sources habituelles de la Nationalité d'origine, le *jus sanguinis* et le *jus soli*. Elle a renforcé le *jus sanguinis* en tenant compte à certaines conditions de la Nationalité de la mère, et le *jus soli* par l'ad-

mission de la double naissance sur le sol français, et la combinaison de la naissance et du domicile.

Les deux premiers articles de la loi déterminent ceux qui sont Français au moment de leur naissance et les classent en deux catégories :

- 1° ceux qui sont Français définitivement (article 1^{er}) ;
- 2° ceux qui sont Français avec faculté de répudier cette qualité au moment de leur majorité (article 2).

Section 1. — Français définitivement (article 1^{er})

Dans son article 1^{er}, la loi énumère ceux qui sont Français définitivement.

Nous diviserons cette section en deux paragraphes correspondant aux deux sources de Nationalité dont il est question dans cet article : le *jus sanguinis* et le *jus soli*.

§ 1^{er}. — *Jus sanguinis*. — Disons tout de suite que tous les cas de Nationalité, *jure sanguinis*, se trouvent compris dans cet article 1^{er}. Ainsi le § 1^{er} déclare Français, « tout enfant légitime né d'un Français, en France ou à l'étranger ». C'est la consécration du principe du *jus sanguinis* introduit en France par le Code civil.

Mais au § 3, le principe du *jus sanguinis* est renforcé en tenant compte de la Nationalité française de la mère pour l'attribution de cette Nationalité à l'enfant. En effet, le § 3 de l'article 1^{er} déclare français « tout enfant légitime né en France d'une mère française ». Il y a ici une curieuse combinaison du *jus soli* avec le *jus sanguinis* de la mère.

Il était impossible à la nouvelle loi qui admettait, comme nous le verrons plus loin, le principe de la conserva-

tion par la femme mariée de sa Nationalité d'origine, de ne pas tenir compte de la nationalité française de la mère, dans la détermination de la nationalité de son enfant qui serait né en France. D'autre part comme le disent très bien les « Instructions aux préfets et aux parquets relatives à la loi du 10 août 1927 sur la Nationalité » du 13 août 1927, sous l'empreinte de la législation antérieure, « dans beaucoup de cas, l'enfant né en France d'une mère qui elle-même y était née, Français sous faculté de réputation, se trouvait également fils d'une Française. Mais si la mère née en France est étrangère d'origine, l'effet de la double naissance sur le sol de France était identique, tandis que si la mère française d'origine était née en territoire étranger, sa Nationalité n'était pas prise en considération pour la détermination de la Nationalité de l'enfant, lors de sa naissance ».

Il y a lieu de se demander si ce texte pourrait s'appliquer à un enfant né en France d'une mère qui y serait elle-même née et qui aurait conservé la qualité de française par application de l'art. 19 du Code civil, combiné avec la loi nationale du mari ? Les Instructions du 13 août 1927 répondent qu'« il n'y a pas lieu de faire application, à cette situation, des dispositions de l'art. 2 du Code civil sur la non-rétroactivité des lois, attendu que le caractère d'ordre public d'une loi sur la Nationalité exige que tous rapports de Droit concernant cette matière, en subissent la réglementation, dès lors qu'il n'y a pas droits acquis ». Elles ajoutent « qu'il y aurait droit acquis s'il s'agissait d'un individu âgé de plus de 21 ans, âge auquel, les principes de notre Droit sur la nationalité, la qualité de Fran-

çais ou d'étranger, possédé à titre originaire, doit être définitivement fixé à l'égard de l'individu déterminé ».

Mais cet avis n'est pas partagé par M. le Professeur Lévy-Ullmann, qui estime que le « droit acquis » à la majorité, concevable sous l'empire de la loi de 1889 et aujourd'hui à la rigueur en raison de certains articles de la loi, tel l'article 4, « ne peut pas être invoqué en présence des termes formels de l'article 1^{er} » (Cours de Droit international privé, année 1931-1932).

Dans les deux hypothèses des §§ 1^{er} et 3 de l'article 1^{er} que nous venons d'étudier, il y a lieu de se demander : 1^o à quelle date faut-il se placer pour déterminer la Nationalité de l'enfant ; 2^o quelle sera la Nationalité d'un enfant posthume.

La Jurisprudence de la Chancellerie décide qu'il ne faut envisager la Nationalité du père ou de la mère, qu'à la date de la naissance de l'enfant et par conséquent écarter dans ce cas la maxime : « Infans conceptus pro nato habetur. »

En effet, c'est lorsque l'enfant vient au jour, que les parents, ou l'un de ceux-ci, lui transmettent la Nationalité qu'ils ont à ce moment là. Cette solution résulte d'une réponse du Garde des Sceaux en date du 24 août 1927, à une question écrite de M. Rollin, député, publiée au *Journal Officiel* du 5 novembre 1927 (1), dans le cas d'une femme d'origine française devenue étrangère par le mariage.

Dans le cas d'un enfant posthume, il y a lieu de se demander si l'on doit lui attribuer la nationalité de son

(1) Débats parlementaires, p. 2.840.

père au moment du décès, ou celle de sa mère survivante ? La Chancellerie fait prévaloir la Nationalité du père au moment du décès, alors que certains auteurs, notamment M. Maury (dans son *Commentaire*, n° 206) se fondant sur la Jurisprudence citée plus haut, donnent leur préférence à la Nationalité de la mère.

En outre, l'article 1^{er} détermine la Nationalité de l'enfant naturel, par application du principe du *jus sanguinis*, de la même façon que pour l'enfant légitime.

Avant d'énumérer les cas de nationalité qu'énonce cet article à ce sujet, remarquons qu'on y raisonne dans le cas d'un enfant naturel « dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement ». En un mot, la loi exige que cette filiation soit établie conformément aux prescriptions générales de la législation française. Or, comme le fait très judicieusement remarquer l'éminent professeur de Droit international privé, M. Lévy-Ullmann, il peut arriver que la filiation d'un enfant naturel soit établie au regard d'une loi étrangère, par des moyens que ne connaît pas la loi française. Et le résultat sera de priver de la Nationalité française un individu placé dans cette situation. C'est le cas tranché par un arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1930 (1), cité par M. Lévy-Ullmann dans son cours. Il s'agissait d'un enfant né en Suisse d'une mère suisse ; l'article 302 du Code civil suisse disposant que la simple mention de la mère dans l'acte de naissance établit la

(1) *G. P.* 1930.1.764, sur un arrêt de la Cour de Chambéry, 2 novembre 1927, *D. H.* 1928.2.153.

filiation, la Cour de Cassation n'a pas admis dans l'arrêt précité, que la filiation fut établie au regard de la loi française.

Comme nous le verrons plus loin, la loi, dans le cas de l'enfant naturel, confère, pour ce qui a trait à la nationalité, au premier de ses parents qui l'a reconnu, les attributions du père de l'enfant légitime, et au second celle de la mère.

Dans son article 1^{er}, § 4, la loi déclare Français « tout enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement, lorsque celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite, est Français ».

Donc, par *a contrario*, si le premier des parents qui l'a reconnu est étranger, cet enfant n'est pas Français *a priori*. Nous trouvons dans la rédaction de cet alinéa un exemple typique du souci du législateur de ne légiférer que sur la Nationalité française et du soin qu'il a pris de ne pas laisser percer le moindre doute sur ses intentions.

L'alinéa 2 porte que « si la filiation résulte, à l'égard du père et de la mère, du même acte et du même jugement, l'enfant suit la Nationalité française de son père ». Le parallèle entre la situation de l'enfant naturel et celle de l'enfant légitime, est ici complet ; c'est le premier de ses parents qui l'a reconnu, c'est-à-dire celui auquel la loi confère les attributions du père de l'enfant légitime, qui lui transmet sa Nationalité française. Car s'il était étranger, la loi française n'a pas à connaître de la trans-

mission de sa Nationalité. Lorsque l'enfant naturel est reconnu simultanément par son père et sa mère, c'est la Nationalité du père qui l'emporte, comme pour l'enfant légitime.

Il en est de même en cas de légitimation d'un enfant mineur, qui « lui donne, s'il ne l'a déjà, la Nationalité française de son père ». Ici la loi considère que la légitimation a pour effet de rendre applicables au légitimé, les règles relatives à l'enfant légitime et ceci malgré qu'elles aillent à l'encontre de celles concernant l'enfant naturel, auxquelles il était antérieurement soumis.

C'est pourquoi la Nationalité du père l'emporte, malgré que l'enfant, ayant été déjà reconnu par sa mère, ait acquis la Nationalité de celle-ci. L'enfant reconnu par une mère française et légitimé ensuite par son père étranger, perd-il la nationalité française déjà acquise ? Certains auteurs ont prétendu que l'enfant avait un droit acquis à la nationalité française que la légitimation ne pouvait pas modifier. Mais il serait peu logique et peu juridique de ne pas admettre la réciproque de l'hypothèse. D'ailleurs les instructions du 13 août 1927, précisent que « le texte doit être interprété dans le sens que la légitimation d'un enfant étranger par son père, est susceptible de lui conférer l'extranéité ». Il y a lieu de se demander si cette disposition a un caractère rétroactif ; à cela les « Instructions » répondent que le § 4 alinéa 3 de l'article 1^{er}, « doit s'appliquer aux enfants encore mineurs, même légitimés antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi ».

Nous arrivons maintenant au cas prévu au § 6, qui est le pendant de celui du § 3, c'est-à-dire, de l'enfant légitimé né en France d'une mère française. Dans ce § 6, soit dans le cas de l'enfant naturel, les attributions de la mère sont remplies par celui de ses parents qui l'a reconnu le dernier ; nous trouvons alors le même principe que tout à l'heure à propos de l'enfant légitime, énoncé et appliqué par ce paragraphe, à l'enfant naturel dans les termes suivants : Sont Français... 6° « Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la Nationalité, aux termes de la disposition précitée, est Français ». Les instructions du 13 août 1927, portent textuellement, que « cette disposition est le corollaire de l'innovation résultant du § 3, visant l'enfant né en France d'une Française ».

§ 2. — *Jus soli*. — Nous allons étudier maintenant les cas d'attribution de la Nationalité française, en vertu du *jus soli*, par l'article 1^{er}. Rappelons, pour mémoire, que l'article 1^{er} est entièrement et exclusivement consacré au cas de Nationalité française dès la naissance et définitivement.

Le premier cas de *jus soli* toujours admis, même par les pays de *jus sanguinis* exclusif, est celui du § 7 qui déclare Français « tout individu né en France de parents inconnus, ou dont la Nationalité est inconnue ». La Chancellerie a étendu l'application de ce texte, en assimilant à ce cas ceux de l'enfant trouvé nouveau-né et de parents restés sans Nationalité, par suite d'un conflit négatif de lois sur la matière. Toutefois dans la première

hypothèse, M. Lévy-Ullmann cite un cas dans lequel la Chancellerie a refusé de reconnaître la Nationalité française à une petite fille âgée de 3 ans trouvée à Nice par un ouvrier italien. Cet ouvrier éleva l'enfant, s'en alla travailler en Belgique et, de retour en France, demanda pour celle-ci la Nationalité française. Le refus de la Chancellerie est basé sur ce qu'elle n'a pas jugé possible de l'assimiler à un enfant nouveau-né.

Le deuxième cas d'extension du texte du § 7 est celui des articles 14 et 15 de la Convention de La Haye du 12 avril 1930, donnant le Droit absolu aux pays où l'enfant est né ou trouvé, de lui attribuer leur Nationalité. Remarquons que l'article 7 est le seul qui confère la Nationalité française, par le simple fait de la naissance en France. En effet, malgré le renforcement apporté par la loi de 1927 aux principes du *jus soli*, cette loi n'est tout de même pas arrivée à admettre cet élément tout seul comme source suffisante de la Nationalité ; elle exige, au contraire, en toute hypothèse, qu'il soit combiné avec un autre élément, tels que la double naissance, ou le domicile.

De ces deux éléments, qui accompagnent la naissance en France, celui qui a certainement le plus de force est la double naissance sur le sol français. C'est en effet le seul qui soit mentionné dans l'article 1^{er}.

Le § 2 porte que « tout enfant légitime né en France d'un père qui y est lui-même né » est Français.

Et le § 5 forme pour l'enfant naturel le pendant du § 2 en déclarant Français : « Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses père et mère dont il devrait

suivre la nationalité aux termes du § 4, premier alinéa (c'est-à-dire, le premier qui l'a reconnu et qui, nous le savons jouit en matière de nationalité des mêmes prérogatives que le père de l'enfant légitime) est lui-même né en France ». Comme disent les « Instructions » du 13 août 1927 : « Le Code civil admettait tacitement cette règle de droit, il a paru nécessaire de la spécifier ».

En effet, nous savons que la loi du 26 juin 1889 avait déclaré Française dès sa naissance et définitivement, toute personne née en France d'un étranger qui lui, y était né, sans faire de distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels, et sans indiquer s'il s'agissait du père ou de la mère. Or, certains pays, et notamment la Belgique et la Suisse, protestèrent en réclamant, surtout dans le cas de naissance de la mère en France, pour leur nationalité. C'est pour faire droit à ces demandes, que fut votée la loi du 22 juillet 1893, qui permettait à l'enfant, quand sa mère était née en France, de décliner à sa majorité, la qualité de Français.

C'est ainsi que nous arrivons à l'article 2 de la loi du 10 août 1927, qui règle la Nationalité française dans la deuxième catégorie.

Section II. — Français à leur naissance avec faculté de répudier cette qualité à leur majorité (article 2)

« Sont Français, — porte l'article 2 — sauf la faculté de répudier cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française :

« 1^o Tout enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née ».

La première phrase de ce texte commence par poser comme principe, que les personnes énumérées au cours de cet article sont Françaises d'ores et déjà. Aussitôt après, le texte admet une exception, la répudiation, mais pour laquelle il impose une condition : que cette répudiation soit faite à la majorité « telle qu'elle est réglée par la loi française ». Ceci a pour but de préciser, que l'âge de la majorité sera déterminé, d'après la loi française.

Nous avons vu tout à l'heure, comment la loi de 1893 avait accordé la faculté de répudier la qualité de français, à l'enfant né en France d'une mère qui y était elle-même née. C'est cette disposition que nous trouvons reproduite au § 1^{er} plus haut cité.

Le § 2 n'en est que le corollaire pour le cas de l'enfant naturel. Ce paragraphe est ainsi conçu : sont Français... 2° « Tout enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui dont il ne devrait pas suivre la Nationalité, aux termes de l'article 1^{er}, — c'est-à-dire le dernier qui l'a reconnu — est lui-même né en France ».

Mais nous savons que dans ces deux hypothèses, l'intéressé à la faculté de répudier la Nationalité française dans l'année qui suit sa majorité. La première condition posée, est donc qu'il manifeste sa volonté dans le courant de sa vingt-deuxième année. Car passé ce délai, sans avoir rien fait, il est Français définitivement. Il peut d'ailleurs l'abréger en participant, par exemple, volontairement, aux opérations du recrutement, car alors il est présumé avoir renoncé à la faculté de répudier.

En outre, la loi spécifie que « pour être admis à répudier la qualité de Français, l'intéressé devra prouver par une attestation en due forme de son Gouvernement, annexée à sa déclaration, qu'il a conservé la Nationalité de ses parents ; le cas échéant, il devra produire, en outre, un certificat constatant qu'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, sauf les exceptions prévues aux traités ».

L'intéressé doit donc fournir deux preuves. Tout d'abord qu'il a conservé la Nationalité de ses parents ; et ce pour éviter que par la répudiation de la Nationalité française, l'intéressé ne devienne heimatlos.

Ensuite il devra prouver qu'il est en règle avec l'autorité militaire de son pays. C'est afin d'empêcher que la répudiation ne soit faite uniquement dans le but d'échapper au service militaire.

Cela ne veut d'ailleurs pas dire que l'intéressé a effectué son service militaire, mais simplement qu'il a satisfait à la loi militaire. En effet il peut avoir été déclaré inapte à ce service, ou l'âge militaire dans ce pays peut être différent de celui adopté en France.

Cette attestation et ce certificat du Gouvernement étranger sont généralement délivrés par les agents diplomatiques accrédités en France, et donnent lieu souvent à des difficultés d'ordre pratique. Malgré les mots « le cas échéant » la Chancellerie exige toujours ce certificat militaire.

La forme de la répudiation est réglée par l'article 5 alinéa 1^{er}. Elle se fait par une déclaration souscrite par l'intéressé et reçue par le juge de paix du canton dans lequel le déclarant a son domicile, ou à défaut sa rési-

dence. En cas de résidence à l'étranger, elle est souscrite devant les agents diplomatiques et consulaires. Cette déclaration est faite en deux exemplaires adressés avec les autres pièces du dossier au Procureur de la République, qui les transmet sans délai au Ministre de la Justice, après avoir joint son avis à celui du Magistrat cantonal sur l'opportunité de l'enregistrement dans les hypothèses visées à l'article 5. Tels sont les termes mêmes de l'article 6 du décret du 10 août 1927.

Mais pour que la répudiation puisse produire ses effets, il faut que le Ministre de la Justice admette son enregistrement, car sans cela, « la déclaration sera considérée comme non-avenue » nous dit l'article 5, alinéa 2, Ensuite la déclaration après son enregistrement, sera insérée au *Bulletin des Lois* ; mais l'omission de cette formalité, ne préjudicie pas au droit du déclarant.

La preuve du dépôt de la déclaration pour enregistrement, est constituée par l'un des deux exemplaires de la déclaration remise au Juge de Paix, qui est renvoyée par la Chancellerie au déclarant, avec la mention d'enregistrement.

« L'enregistrement, — nous dit l'article 5, alinéa 4, — est refusé si le déclarant ne remplit pas les conditions requises par la loi « ce qui se produirait, par exemple, si le déclarant avait dépassé l'âge de 22 ans, ou bien n'avait pas satisfait à la loi militaire de son pays, ou encore s'il ne pouvait pas établir qu'il avait conservé la Nationalité de ses parents. Etant donné la gravité d'un tel refus, la loi ordonne qu'il soit notifié à

l'intéressé, avec les motifs, dans le délai de trois mois à compter de la date de sa déclaration.

Le déclarant pourra alors se pourvoir devant les « Tribunaux civils ». On a ainsi voulu mettre fin à une controverse entre les partisans de la compétence des Tribunaux administratifs, qui se basaient sur le fait qu'il y avait litige entre la puissance publique et un particulier, et les partisans de la compétence des Tribunaux civils, qui rappelaient que ces derniers avaient été institués les gardiens de l'état des personnes.

Le dernier alinéa de l'article 5, précise que la déclaration dûment enregistrée, prend effet à partir du jour où elle a été souscrite. Cet alinéa détruit la fausse théorie dite de la « Condition résolutoire » qui prétendait que la répudiation effaçait rétroactivement la qualité de Français. Il est clair maintenant que cette perte ne s'opère qu'à partir de la date de la déclaration.

Mais la faculté de répudiation cesse, en premier lieu, si, au cours de la minorité de l'enfant, le parent, dont il doit suivre la Nationalité, devient Français, ou si, en cas de mort de celui-ci, le parent survivant devient Français ; cette exception est la conséquence rigoureusement logique des effets collectifs définitifs de la naturalisation du chef de famille.

En second lieu, le mineur âgé de plus de 16 ans, habilité dans les conditions déterminées à l'article 3 alinéa 2, ou son représentant s'il est âgé de moins de 16 ans, peut souscrire une déclaration suivant les formes prévues à l'article 5 en vue de renoncer à la faculté de répudiation. Ceci donne au mineur le moyen de se préparer à une

carrière exigeant la Nationalité française définitive. La nécessité de la répudiation cesse également au cas où le mineur a participé volontairement aux opérations du recrutement en conformité des dispositions des lois militaires.

Inutile de souligner le danger qu'il y a pour une personne ayant la faculté de répudier la Nationalité française, de répondre à l'appel de sa classe. Or, en fait, cet appel le surprend dans le courant de sa vingt-deuxième année. Cet individu n'a donc en pratique que quelques mois, et non pas une année, pour exercer son droit de répudiation. Pour éviter toute difficulté on ne saurait trop recommander aux personnes qui se trouvent dans cette situation, d'accomplir les formalités de la répudiation le lendemain du jour où elles auront atteint leur vingt et unième année.

Ce texte a eu pour but de mettre en harmonie le droit sur la Nationalité et la loi sur le recrutement de l'armée, qui autorise les fils d'étrangers nés en France, à participer aux opérations du recensement avec les jeunes gens de leur classe en souscrivant, à partir de l'âge de dix-huit ans, une déclaration de leur intention de devenir Français (loi du 1^{er} avril 1923, article 12).

Ces dispositions — porte le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 10 août 1927 — ne sont pas applicables aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de Nationalité étrangère, qui, s'ils y sont domiciliés, auront la faculté, à partir de l'âge de 16 ans jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées par l'article 3.

En somme ces enfants jouiront de la faculté que leur donne la loi de réclamer la qualité de Français, mais sans qu'il y ait pour eux aucune obligation. Ils n'ont qu'un droit à devenir Français, sans avoir un devoir de le rester. De tout temps l'administration avait observé ce critérium dont la légalité, il est vrai, était douteuse, comme le reconnaissent elles-mêmes les « Instructions » du 13 août, qui ajoutent que cet alinéa met fin à une controverse divisant la doctrine et l'administration.

On s'est demandé s'il fallait étendre la solution du dernier alinéa de l'article 2, à l'enfant né en France d'un agent consulaire étranger et d'une mère française ; la Chancellerie résout la question par la négative, mais nous verrons que les éléments de la solution se trouvent dans l'article 9, 3°.

Malgré les termes d' « agents diplomatiques » et « consuls de carrière » qui ne comprennent pas l'ensemble du personnel diplomatique et consulaire, la Chancellerie en fait une application très extensive.

Une des questions les plus curieuses suscitées par la répudiation de la qualité de Français, est celle de savoir si l'enregistrement — qui, ne l'oublions pas, n'est accordé que si l'intéressé a prouvé sa Nationalité étrangère par une attestation de son Gouvernement — constitue pour l'intéressé la preuve de sa Nationalité étrangère. La loi française n'a pas voulu préjuger la Nationalité de l'enfant et dans ce sens un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 mai 1930 (D. P., 1930.2.100) n'a pas voulu admettre que l'enregistrement de sa répudiation de la qualité de Français, constitue pour l'intéressé la preuve de sa Nationalité étrangère. Comme le dit très

bien M. le Professeur Lévy-Ullmann, « c'est une subtilité de dire que l'on ne voudra pas connaître la Nationalité véritable en présence d'une pièce aussi officielle qu'une déclaration émanant d'un Gouvernement étranger et que l'Etat français exigeait pour enregistrer la répudiation de la Nationalité française. Il y a là une preuve convaincante de la Nationalité étrangère et de l'indication de cette Nationalité ».

CHAPITRE II

ETRANGERS AU MOMENT DE LEUR NAISSANCE

Les deux articles que nous allons étudier maintenant fixent les conditions auxquelles certains individus, que la loi française tient pour étrangers au moment de leur naissance, peuvent devenir Français.

A cet effet elle distingue deux sortes d'étrangers :

1° ceux qui peuvent devenir Français à leur majorité s'ils en manifestent le désir à cette époque ;

2° ceux qui deviennent automatiquement Français au moment de leur majorité, sauf la faculté pour eux de décliner cette qualité à ce moment-là.

Section I. — Etrangers qui peuvent devenir Français à leur majorité (article 3)

Nous arrivons ainsi à la catégorie des individus qui étrangers au moment de leur naissance, ont le droit, jusqu'à leur majorité, de réclamer la qualité de Français, à deux conditions : être nés en France et y avoir été domiciliés au cours de leur minorité. C'est ce que l'arti-

de 3 énonce en disant que « peut jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, devenir Français, tout individu né en France d'un étranger et domicilié en France, qui déclarera réclamer la qualité de Français ».

C'est la première fois que nous trouvons *le domicile* comme élément d'attribution de la Nationalité. Aussi y a-t-il lieu de se demander quel est le sens donné à ce terme, par la loi que nous étudions.

Nous connaissons l'importance qu'avait sous l'ancien droit la notion de domicile, pour déterminer la coutume applicable à un individu donné. Nous avons déjà vu comment sous la Révolution s'amorce un mouvement qui aboutit à l'article 9 du Code civil de 1804. En effet, le Code Napoléon exigeait que pour réclamer la qualité de Français, le fils d'un étranger né en France fit la déclaration de son intention d'y fixer son domicile, s'il y résidait déjà, et dans le cas « où il résiderait en pays étranger, il fasse soumission de fixer en France son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission ». Rappelons la distinction que faisait le Code entre la simple résidence et le domicile, véritable centre de toutes les activités juridiques d'un individu déterminé. Cette élection de domicile avait aussi pour but de prouver l'adhésion aux idées nouvelles en même temps que de faciliter la surveillance par la police, à tel point que pour en changer, l'intéressé devait en faire la déclaration expresse.

Mais au cours du xix^e siècle la notion de domicile, telle qu'elle fut formulée en 1804, tendit à s'effacer devant la résidence habituelle,

Le Code civil exigeait dans son article 9, § 10, que la déclaration fut souscrite, en son nom, par le représentant légal du mineur. La loi du 10 août 1927 fait intervenir le mineur lui-même, lorsqu'il est âgé de plus de seize ans, sous la simple condition d'être autorisé par le parent investi de la puissance paternelle, ou, le cas échéant, par son tuteur après avis conforme du conseil de famille. Ce sont les termes mêmes de l'alinéa 2 de l'article 3, qui ajoute que « s'il est âgé de moins de seize ans, la déclaration peut être souscrite en son nom par son représentant légal déterminé comme ci-dessus ». La déclaration doit être faite et enregistrée dans la même forme et suivant la même procédure que celle exigée pour la répudiation. En effet la loi de 1927 a unifié toutes les procédures de déclaration en matière de Nationalité. C'est ce que tient à préciser l'article 3 du décret du 10 août 1927, lorsqu'il parle des « déclarations souscrites devant le Juge de Paix, les agents consulaires et diplomatiques, soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 2, 3, 4, 8 et 14 de la loi du 10 août 1927 et suivant les formes prescrites par l'article 5 de ladite loi.... »

Mais l'enregistrement de la déclaration peut être refusé pour cause d'indignité. « En ce cas, nous dit l'alinéa 3 de l'article 3, il est statué par décret, rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Le déclarant dûment appelé a la faculté de produire des pièces et mémoires. La décision doit intervenir six mois au plus après la déclaration, ou, si la régularité de celle-ci a été contestée, six mois au plus après le jour où le jugement, qui en a

admis la régularité, est devenu définitif ». Cet alinéa innove surtout en ce qui concerne le délai dans lequel doit intervenir la décision qui est de six mois au lieu de trois, ce qui était beaucoup trop court et rendait pratiquement impossible à l'Administration, l'exercice de sa prérogative.

« La participation volontaire aux opérations du recrutement dans les conditions déterminées par les lois militaires pour les fils d'étrangers nés en France, et sous réserve de l'habilitation prévue à l'alinéa 2, — c'est-à-dire l'autorisation par le parent investi de la puissance paternelle, ou le cas échéant, par le tuteur après avis conforme du conseil de famille — tient lieu de la déclaration visée à l'alinéa 1^{er} ». La raison de cette disposition est la même que dans le cas de la répudiation. Par ce moyen, c'est-à-dire l'inscription sur les listes de recensement, il était à prévoir que l'on tenterait de tourner le refus d'enregistrement pour indignité. Aussi a-t-on transféré aux préfets, auxquels appartient le contrôle des listes de recensement, le pouvoir conféré au Gouvernement, de prendre un arrêté sur avis conforme du Conseil d'Etat, refusant l'inscription de l'individu reconnu indigne, sur les listes de recensement.

Mais qu'est-ce que l'indignité ? et surtout lorsqu'il s'agit d'un mineur ? La Chancellerie ne considère pas possible de déclarer indigne un enfant âgé de moins de 15 ans, ce qui est logique. Pour échapper à un arrêté d'expulsion pris contre eux, les parents étrangers d'un enfant né en France, s'empressent très fréquemment de faire, en son nom, la déclaration de l'article 13 ce qui

leur permet de résister efficacement, à une mesure soit d'expulsion, soit de refoulement, auquel cas la Chancellerie est complètement désarmée.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion, dont les effets n'ont pas été suspendus ». « Ce texte, nous disent les Instructions du 13 août 1927, constitue une innovation essentielle ; ainsi, le bénéfice des dispositions ci-dessus, ne saurait désormais être invoqué par l'individu expulsé. Or, on sait qu'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation avait, sous l'empire de l'ancienne Législation, décidé que l'Etat ne pouvait, par une mesure de police, mettre obstacle à l'accomplissement des conditions auxquelles la loi subordonnait pour un individu l'acquisition de la qualité de Français de plein droit. Cependant, on ne pouvait affirmer dans cette hypothèse, que la présomption d'établissement en France de l'intéressé que justifiait l'existence de textes tels que ceux de l'article 8, § 4, ou de l'article 9 du Code civil, put être admise ».

Les enfants mineurs légitimés non mariés, dont le père, ou la mère survivante, acquiert la Nationalité française par l'application des articles 3 et 4, deviennent Français.

Il en est de même lorsque le parent d'un enfant naturel dont il devrait suivre la Nationalité aux termes de l'article 11^{er}, § 4, premier alinéa, devient Français par application des articles 3 et 4 (article 7, al. 2 et 3) à moins que l'enfant légitime ou naturel n'ait été l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus, ou qu'il ait servi ou soit en train de servir dans les

armées de son pays d'origine. Toutefois ces derniers pourront se faire naturaliser Français à partir de l'âge de 18 ans, sans aucune condition de stage. Notons que dans ce cas l'option n'est pas rétroactive et le déclarant ne devient Français qu'à la date de sa déclaration.

Section IV. — Etrangers à leur naissance qui deviennent français automatiquement à leur majorité, sauf la faculté de décliner cette qualité à ce moment-là (article 4).

Nous venons de voir que les dispositions de l'article 7 concernant les mineurs, s'appliquent aussi bien dans le cas de l'article 3, que de l'article 4.

Cette nouvelle catégorie de personnes, que nous allons étudier, diffère assez peu de la précédente. En effet, c'est la combinaison de la naissance en France et du domicile, qui confère ici l'attribution de la Nationalité française.

Mais, dans ce cas, l'intéressé devient français *ipso jure*, à la seule condition d'être né en France et d'y être domicilié au moment de sa majorité. S'il est domicilié en France au moment de sa majorité, on suppose qu'il l'a toujours été et il devient automatiquement Français, sauf à décliner cette qualité, dans l'année qui suit sa majorité, par une déclaration semblable à celle de l'option.

Mais ici aussi il ne devient Français qu'au moment de sa majorité. Jusqu'à cet âge cet individu, s'il n'a pas manifesté expressément lui-même ou par ses représentants légaux, l'intention de devenir Français en souscrivant une déclaration acquisitive de Nationalité française

ou en participant aux opérations du recensement, demeure étranger ; il est par conséquent, nous disent les « Instructions », susceptible d'être expulsé, et, conformément à la réserve édictée à l'alinéa final de l'article 4, il ne peut légalement invoquer le bénéfice de la qualité de Français, acquise par le simple établissement de la résidence en France à l'âge de la majorité.

Car l'article 4, après avoir indiqué que « devient Français à l'âge de 21 ans s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger à moins que dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de Français, en se conformant aux prescriptions de l'article 2 », ajoute que cette disposition n'est pas applicable :

1° aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de Nationalité étrangère, qui auront la faculté de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées à l'article 3.

2° à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion, dont les effets n'ont pas été suspendus ».

Remarquons que malgré que l'individu dans cette situation devienne Français *ipso jure*, il ne sera jamais pour cela considéré comme l'ayant été avant la fin de sa vingt-deuxième année.

Ajoutons que dans ce cas, comme dans celui de l'article 3, l'intéressé peut souscrire une déclaration en vue de renoncer à sa faculté de décliner la Nationalité française, avant l'âge de 21 ans, déclaration qui aura pour effet de fixer dès ce moment et définitivement sur sa tête, la Nationalité française.

TITRE III

LA NATIONALITÉ ET LE MARIAGE

CHAPITRE PREMIER

INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITÉ DANS LA NOUVELLE CONSTITUTION ESPAGNOLE

Le § 4 de l'article 23 de la nouvelle Constitution, ne modifie pas sensiblement la Législation antérieure. Seul, le décret d'application du 29 avril 1931, a simplifié les formalités édictées dans le Real Decreto du 6 novembre 1916.

Au contraire, le 2^e alinéa de ce même paragraphe de l'article 23 est venu transformer radicalement la matière.

En effet, sous l'empire des prescriptions de la Constitution de 1876, et aux termes de l'article 22 du Code civil, la femme mariée suivait la condition et la Nationalité de son mari, alors que le 2^e alinéa du § 4 de l'article 23 de la Constitution de la République espagnole est venu décider que « l'étrangère qui se marie avec un Espagnol conservera sa Nationalité d'origine ou acquerra celle de son mari en cas d'option, réglée par les lois, d'accord avec les Traités internationaux ».

*Section I. — Etendue du deuxième alinéa du § 4
de l'article 23 de la Constitution*

Remarquons tout de suite, car c'est la première chose qui frappe, que l'alinéa 2 du § 4 de l'art. 23, que nous étudions en ce moment, mentionne l'étrangère qui se marie avec un Espagnol, mais ne parle pas du cas de l'Espagnole qui épouse un étranger. Or, on ne peut supposer que la Constitution refuse à la femme espagnole le droit qu'elle accorde à l'étrangère. S'il en était ainsi, comme l'a très bien fait remarquer M. Alcalá Zamora pendant les discussions de la Commission parlementaire (Diario de Sesiones num. 46) « la condition de la femme espagnole serait moins bonne que celle de l'étrangère », ce qui est inadmissible. M^{lle} Campoamor répondit au nom de la Commission dans le sens affirmatif, c'est-à-dire en admettant le même droit pour la femme espagnole que pour la femme étrangère.

Mais on est en droit de se demander par quel raisonnement juridique on a tiré une conséquence aussi importante d'un texte qui traite d'une situation identique. On pourrait être tenté de penser que c'est par un simple raisonnement d'analogie que la jurisprudence espagnole tirerait cette conséquence du texte de la Constitution.

On pourrait aussi admettre que la loi espagnole pré-supposait un raisonnement par *à contrario*, étant donné qu'elle a toujours eu, comme principe général en matière de Nationalité d'admettre la réciproque de ses hypothèses.

ses. En effet, on pourrait faire reposer un tel raisonnement sur le texte de l'art. 1^{er} du Real Decreto du 17 novembre 1852, qui, énumérant les cas d'extranéité (*extranjeria*, c'est-à-dire étrangérisme) les déduit des cas de Nationalité énumérés dans l'art. 1^{er} de la Constitution de 1845 alors en vigueur, par un raisonnement rigoureusement inverse à celui qui l'avait amené à établir ces cas de Nationalité.

D'autre part, nous avons vu que la loi espagnole, tenant toujours compte de la loi étrangère et admettant la possibilité de conflit des lois de Nationalité, reconnaît toujours dans ce cas le droit d'option et ses conséquences, même défavorables pour elle.

Et pourtant ce n'est pas là le raisonnement adopté par le Conseil d'Etat, qui, consulté par le Ministère des Affaires Etrangères, répondit par un avis inséré dans la circulaire ministérielle de ce Ministère, Num. 1.134 du 7 août 1933, sur la Nationalité de la femme espagnole qui se marie avec un étranger.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat ne pense pas « qu'il y ait lieu de croire qu'il s'agisse d'une lacune du texte constitutionnel ». Il estime qu'il n'y avait pas de raison pour consigner expressément dans ce texte que la femme espagnole ne perd pas sa Nationalité par son mariage avec un étranger, pas plus, d'ailleurs, que cela n'est admis nulle part pour l'Espagnol épousant une étrangère, car la Constitution a proclamé dans son art. 25 que « le sexe ne peut être le fondement d'aucun privilège juridique », Bien plus, en ne parlant pas du droit d'opter pour la femme espagnole qui épouse un étranger,

on a voulu indiquer qu'il est normal pour celle-ci de conserver sa Nationalité et qu'au contraire, il serait exceptionnel qu'elle acquière celle de son mari.

*Section II. — Influence du mariage
sur la nationalité de la femme*

Maintenant que nous avons bien précisé l'étendue de cette disposition constitutionnelle, nous allons en étudier les différents aspects. Tout d'abord cette norme juridique reste soumise, comme toutes les autres règles de droit en matière de Nationalité, au principe de l'option. Car nous ne nous lasserons pas de le répéter, dès que la législation espagnole touche à des cas qui peuvent être régis à la fois par des lois étrangères, elle s'en remet au choix de l'intéressé afin de prévenir autant que possible tout conflit de lois. C'est pourquoi le texte précise que la solution dépendra d'une option « réglée par les lois d'accord avec les Traités internationaux ».

La Constitution établit indiscutablement une présomption d'option tacite en faveur de la conservation de sa Nationalité d'origine, par la femme qui épouse un homme d'une Nationalité différente à la sienne, et qui ne manifeste pas son intention au moment de la célébration du mariage. Mais celle-ci conserve toujours le droit de manifester une volonté contraire, ce qui lui permettra d'acquérir la Nationalité de son futur mari.

Toutefois il reste un cas dans lequel la nationalité est imposée à la femme qui se marie : c'est celui de la femme espagnole épousant un ressortissant d'un pays sou-

mis rigoureusement au vieux principe que la femme suit la condition de son mari. Alors, toujours dans le but d'éviter des conflits de Nationalité, la législation espagnole admet que la femme espagnole perde sa Nationalité. Et ceci, comme l'exprime le Conseil d'Etat dans l'avis précité, parce qu'au terme de l'art. 23, § 2 de la Constitution « la qualité d'espagnol se perd en acquérant volontairement une Nationalité en pays étranger ». Nous retrouvons ici encore une présomption tacite, mais cette fois irréfragable, de volonté de la femme d'acquérir la Nationalité de son mari, en se basant sur le fait qu'en épousant un homme dont la législation est si rigoureuse, elle indique par ce seul fait qu'elle s'y soumet, et renonce, par conséquent, à sa Nationalité d'origine. La législation espagnole, ne l'oublions pas, n'admettant pas que l'on puisse acquérir la Nationalité espagnole, sans renoncer auparavant à toute autre Nationalité, reste conséquente avec elle-même en faisant perdre automatiquement la Nationalité espagnole à une femme espagnole qui acquiert obligatoirement celle de son mari.

Réciproquement nous pourrions supposer le cas d'une femme étrangère épousant un Espagnol et que sa loi n'autorise pas à acquérir la Nationalité de son mari. Il est certain, quoique une situation de ce genre ne se soit jamais présentée à notre connaissance, que la législation espagnole ne l'autoriserait pas à opter pour la Nationalité espagnole, car cela aurait pour conséquence de lui donner deux Nationalités. C'est là l'hypothèse à laquelle fait allusion le Conseil d'Etat dans son avis en disant « la nécessité qu'il y a de s'assurer, dans certains

cas, que l'étrangère embrasse la Nationalité espagnole réellement et non fictivement », et il cite l'exemple du Venezuela, où c'est le mari qui est amené par le mariage à prendre la Nationalité de sa femme vénézuélienne.

Nous trouvons d'ailleurs un autre cas de présomption tacite, mais inverse du précédent puisqu'il aboutirait à imposer la Nationalité espagnole à la femme étrangère qui se marie avec un Espagnol. Ce serait celui où la loi d'origine de la femme ne lui permettrait pas de conserver sa Nationalité. La femme étrangère acquerrait alors obligatoirement la Nationalité espagnole de son mari, car si on lui laissait le droit de déclarer qu'elle entend conserver sa Nationalité d'origine, cette option aurait pour résultat de la laisser sans Nationalité, c'est-à-dire d'en faire une apatride.

Il est nécessaire de réserver la situation de la femme espagnole épousant un ressortissant des pays espagnols de l'Amérique, y compris le Brésil, et le Portugal, car il nous faut auparavant étudier le 2° et le 3° alinéa du § 2 de l'art. 24 de la Constitution qui pose des principes entièrement nouveaux en cette matière à propos de ces pays.

CHAPITRE II

INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITE

D'APRES LA LOI DU 10 AOUT 1927

C'est l'article 8 de la loi du 10 août 1927, qui traite la question de la Nationalité de la femme mariée. Cet article a renversé complètement la solution traditionnel-

lement admise en Droit français en vertu du vieux principe de défense de l'unité du ménage et de la famille, qui attribuait à la femme la Nationalité de son mari. C'est pourquoi nous allons étudier, dans la première section, l'état de cette question au moment où fut discuté l'article 8. Nous consacrerons les sections suivantes aux deux situations prévues dans cet article : celle de la femme étrangère épousant un Français et celle de la femme française épousant un étranger.

*Section I. — La question de la nationalité
de la femme mariée au point de vue général*

La loi de 1889 avait déjà admis un cas dans lequel la femme pouvait posséder une Nationalité distincte de celle de son mari : c'était celui d'une Française qui épousant un étranger n'acquerrait pas la Nationalité de son mari en vertu de la loi nationale de ce dernier. Pour éviter d'en faire un apatride, la loi de 1889 avait modifié l'article 19 du Code civil et admis qu'alors cette femme restait française.

Ce qui n'était que l'exception dans la loi de 1889, devient la règle dans celle du 10 août 1927, qui décide dans le 1^{er} alinéa de l'article 8, que « la femme étrangère qui épouse un Français, n'acquiert la qualité de Française que sur sa demande expresse, ou si, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle suit nécessairement la condition de son mari ».

Il est curieux de constater que la loi ait commencé d'abord par régler la situation de la femme étrangère et

ne se soit occupée de la femme française qu'en second lieu. Mais n'oublions pas qu'autrefois le mariage de la première avec un Français était pour elle une cause d'acquisition de la Nationalité française, alors qu'à l'inverse, son mariage avec un étranger était pour la femme française une cause de perte de sa Nationalité. La loi nouvelle a voulu sans doute respecter l'ancien ordre adopté par le Code civil.

L'alinéa 2 admet réciproquement que « la femme française, qui épouse un étranger, conserve la Nationalité française à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la Nationalité de ce dernier ».

Devant un changement aussi radical que celui opéré par l'article 8 de la loi de 1927, en cette matière, on est aussitôt amené à se demander quels sont les motifs qui ont pu inspirer et déterminer une telle réforme. D'aucuns veulent y voir une des plus grandes victoires du féminisme, qui, par la suppression de la prédominance de la Nationalité du mari, constitue un nouvel abaissement de la prééminence de celui-ci dans l'association conjugale.

Mais cette réforme a été réalisée par le législateur dans un but et pour des motifs pratiques et réels assez différents de ceux qui inspirent le mouvement féministe.

M. le Professeur Lévy-Ullmann donne un exposé très clair et très détaillé de l'état de la question, des origines de la réforme, et des causes qui l'ont déterminée. Aussi lui demandons-nous la permission de lui emprunter les développements qui vont suivre.

C'est dans une proposition, présentée par M. Louis Martin, le 10 février 1916, en vue de permettre à la femme française de garder sa Nationalité quand elle épousait un étranger, que nous trouvons les véritables origines de l'article 8. Le but de cette proposition était double :

1° Permettre aux nombreuses Françaises qui épousaient des soldats alliés, mais qui restaient très attachées à la France, tout particulièrement dans ces heures tragiques, de conserver le lien national ;

2° Eviter aux Françaises qui avaient épousé des ennemis, les mesures rigoureuses que l'on avait dû prendre contre elles, notamment leur internement dans des camps de concentration.

Après la guerre ce fut la situation démographique qui amena le législateur à tirer parti des mariages entre Françaises et étrangers, en conservant à la femme sa Nationalité française et en gagnant à cette Nationalité ses enfants nés en France. Il ne faut jamais séparer, observe Lévy-Ullmann, l'article 8 de l'article 1^{er} 3°, qui déclare Français, *de plano*, l'enfant légitime né en France d'une mère française.

Enfin, et c'est là le secret espoir du législateur français, un étranger mari d'une femme française et père d'enfants français, sera amené indirectement à se faire naturaliser Français.

En outre, l'exemple de l'étranger, et notamment de la Belgique avec sa loi du 4 août 1926 sur la Nationalité, indiquait clairement le sens de ce mouvement législatif.

D'ailleurs tout cela n'alla pas sans difficulté et M. Lhopiteau, rapporteur de la loi au Sénat, dut répondre aux nombreux contradicteurs qui défendaient le principe de l'unité de Nationalité dans la famille, principe considéré jusqu'alors comme un « dogme intangible ». M. Lhopiteau se refusait à considérer le principe de l'unité de Nationalité dans la famille, comme la conséquence nécessaire de la prééminence maritale dans le ménage. Cette prééminence, le rapporteur ne l'admettait uniquement que dans les circonstances où il y a une décision à prendre, et où, par conséquent, il faut une voix prépondérante, telles que le choix du domicile, l'instruction des enfants, une mesure d'administration des biens. Alors il est nécessaire que la volonté du mari l'emporte, en vertu de la conception généralement admise et qui règle les rapports des époux (1).

Il ajoutait, que, de même qu'en matière de religion, « rien ne s'oppose à ce que mari et femme suivent chacun leur voie et obéissent chacun à leurs préférences particulières » ; car, disait-il « le choix d'une Nationalité est déterminé moins par les intérêts matériels, que par certaines tendances de l'esprit, certaines affinités, et certains sentiments qui peuvent très bien ne pas être les mêmes chez les deux époux. La divergence, en pareil cas, est sûrement regrettable, mais elle n'apporte pas un obstacle sérieux au bon fonctionnement de l'association conjugale ».

(1) Rapport déposé le 24 janvier 1922, Sirey, lois annotées, année 1927, p. 1.118, note 83.

On a fait remarquer aussi que déjà sous l'empire de la loi de 1889 la femme ne devenait pas automatiquement française par la naturalisation de son mari, mais qu'elle devait pour cela demander à être comprise dans le décret de naturalisation du mari.

Il n'en reste pas moins que l'innovation radicale de la nouvelle loi a suscité de très nombreuses discussions et de très âpres critiques, aussi bien pour des raisons d'ordre politique, que pour des raisons d'ordre privé. Nous citerons notamment à ce propos le commentaire sur la loi de 1927 de M. le doyen Valéry.

Reprenons maintenant l'étude détaillée du texte de l'article 8, en le complétant par les articles 8, 9, 10 et 11 du décret du 10 août 1927, qui règle l'application de la disposition que nous étudions.

Section II. — Femme étrangère épousant un Français

Nous avons vu que la femme étrangère qui épouse un Français, n'acquiert la Nationalité de son mari qu'à deux conditions : tout d'abord lorsqu'en conformité des dispositions de sa loi nationale elle suit nécessairement la Nationalité de son mari ; ensuite lorsqu'autorisée par sa loi d'origine à conserver sa Nationalité, elle manifeste néanmoins expressément l'intention de suivre la Nationalité française de son mari.

Au moment du mariage l'officier de l'état civil se fait remettre par la future épouse, sauf dispense accordée par le Procureur de la République, en plus des pièces nécessaires au mariage, un certificat de coutume précisant, au regard de sa loi nationale, les effets du maria-

ge contracté avec un étranger, sur la Nationalité de la femme.

Il peut se présenter à cet égard trois situations :

1° En vertu de sa loi nationale, la femme suit nécessairement la Nationalité de son mari : alors elle devient automatiquement française. Cette exception au principe nouveau de la loi de 1927, qui n'admet pas que le mariage change le statut de la femme, a été introduite pour éviter que celle-ci devienne apatride, puisqu'elle aurait été considérée française dans son pays d'origine et qu'elle n'aurait pas acquis la Nationalité française de son mari, si elle n'avait pas fait de déclaration expresse dans ce sens ;

2° Lorsque la femme ne fait pas de déclaration en vue d'acquérir la Nationalité française de son futur mari, et d'autre part lorsque sa loi d'origine lui permet de conserver sa Nationalité, malgré son mariage avec un Français, cette femme garde sa Nationalité d'origine.

Ici il y a lieu de faire une remarque. Ce droit reconnu par la loi de 1927 à la femme étrangère, de conserver sa nationalité d'origine, a été longuement discuté, car le projet primitif était de ne l'accorder qu'aux Françaises.

Mais, « il est apparu au législateur — nous disent les Instructions du 13 août 1927 — qu'il était odieux, d'une manière générale, d'imposer à la femme la prééminence du mari dans le domaine de la conscience ou de la pensée et qu'ainsi le droit pour la femme française de conserver sa Nationalité, malgré son mariage avec un étranger, devait avoir pour corollaire, celui, pour

la femme étrangère qui épouse un Français, de conserver sa propre Nationalité ».

Ici se manifestent, de façon tangible le but essentiellement d'intérêt national français, que s'était proposé primitivement le législateur, et la pression exercée par le mouvement féministe, qui aboutit à étendre le bénéfice de cette mesure à la femme étrangère.

3° « Au surplus, — ajoutent les Instructions, — le principe posé n'est pas absolu. La présomption législative tendant à admettre que la femme mariée, même avec un étranger, reste fidèle à sa patrie d'origine, doit supporter la preuve contraire résultant d'une manifestation expresse de volonté de l'intéressée : le droit nouveau admet donc que la femme française ou étrangère pourra acquérir la nationalité de son mari au regard de la loi française par une déclaration de volonté ».

Cette déclaration doit être faite *avant* le mariage devant l'officier d'état civil chargé de le célébrer. La déclaration est établie en double exemplaire, l'un de ceux-ci est remis à l'intéressée, et l'autre est adressé à la Chancellerie, avec une expédition de l'acte de mariage, par l'intermédiaire du Procureur de la République.

Lorsque le mariage a eu lieu à l'étranger, la déclaration se fera devant un agent diplomatique ou consulaire français, faisant fonction d'officier d'état civil. L'intéressée produit, avec son acte de naissance, le certificat de coutume exigé par l'article 9 du décret du 10 août 1927, précisant, au regard de sa loi nationale, les effets du mariage contracté avec un étranger, sur la Nationalité de la femme.

La déclaration sera alors dressée en trois exemplaires, dont l'un sera déposé dans les archives de l'Ambassade, de la Légation ou du Consulat où l'acte a été reçu, un autre remis à l'intéressée et le troisième adressé à la Chancellerie avec une expédition de l'acte de mariage.

Section III. — Femme française épousant un étranger

Lorsqu'il s'agit d'une femme française qui épouse un étranger, il peut se produire trois situations comme pour la femme étrangère épousant un Français :

1° Normalement, la femme française conserve sa Nationalité sans avoir à faire aucune déclaration ; mais, bien entendu, à la condition que la loi nationale de son mari, l'autorise à garder sa Nationalité d'origine.

2° Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque la loi nationale du mari dispose que la femme prend nécessairement en se mariant la Nationalité de celui-ci, la femme française ne perd automatiquement sa qualité de Française que si les époux fixent leur premier domicile hors de France, après la célébration du mariage.

« Dans l'hypothèse de l'établissement du domicile conjugal en France, nous dit le 2^e alinéa de l'article 9 du décret du 10 août 1927, et si la femme doit ou peut acquérir la Nationalité du mari, suivant le statut étranger de ce dernier, l'officier d'état civil avertit la future épouse, que, par application de l'article 8, § 2 de la loi du 10 août 1927, elle conserve la Nationalité française, à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité de la loi nationale de son mari, la Nationalité de celui-ci ».

3° Donc nous voyons que la femme française, qui veut acquérir au regard de la loi française la Nationalité étrangère de son mari, doit manifester d'une manière expresse sa volonté dans ceux cas : a) lorsque la loi nationale du mari ne lui confère pas automatiquement, par le simple fait du mariage, la Nationalité de celui-ci, mais lui permet seulement, comme c'est le cas pour la loi espagnole, de l'acquérir par une déclaration souscrite au moment du mariage ; b) lorsque malgré que la loi nationale du mari lui confère *ipso jure*, par le seul fait de son mariage, la Nationalité de celui-ci, les époux établissent leur premier domicile en France.

Faisons remarquer qu'il y a là un moyen pour la femme, de se faire attribuer deux Nationalités, en s'abstenant, tout simplement, de faire aucune déclaration. Les « Instructions » admettent pourtant que « le principe de l'unité de Nationalité posé par le nouvel article 8, comportait des correctifs commandés par l'observation des principes du droit des gens et ayant pour but de mettre obstacle à l'heimatlosat et aux cumuls de Nationalités ».

Les pièces à produire en cas de mariage contracté en France par une Française avec un étranger, sont, sauf dispenses accordées par le Procureur de la République et en outre des pièces constituant le dossier du mariage : un certificat de coutume attestant que la future épouse est susceptible d'acquérir, ou acquiert nécessairement, par l'effet du mariage, la Nationalité de son mari, ainsi qu'une déclaration écrite relative à la situation du domicile conjugal après la célébration du mariage.

Quand la femme française qui épouse en France un étranger manifeste la volonté d'acquérir la Nationalité étrangère de son mari, elle doit souscrire une déclaration suivant les conditions et les formes que nous avons déjà exposées à propos de la femme étrangère qui épouse un Français. Mais en outre, l'article 9 précise que « cette déclaration doit spécifier à peine de nullité, la Nationalité que la future épouse a entendu acquérir ».

A propos des formalités à accomplir par une femme française qui épouse un étranger hors de France, l'article 11 du décret du 10 août 1927 nous dit que « si le premier domicile conjugal est fixé, après la célébration du mariage, en France, la future épouse doit, avant la célébration du mariage, lorsqu'elle entend réclamer la nationalité de son mari, conformément à la loi nationale de celui-ci, souscrire la déclaration prévue à l'article précédent, devant un agent diplomatique ou consulaire français ». Elle doit produire, pour cela, les mêmes pièces que celles exigées de la femme étrangère épousant un Français, et l'acte est dressé suivant les mêmes formes.

Dans tous ces cas, la femme, même mineure, peut faire la déclaration sans y être habilitée en vertu du principe général contenu implicitement dans l'article 7 de la loi.

L'article 14 de la loi du 10 août 1927, donne à toute Française qui aura épousé un étranger, antérieurement à la mise en vigueur de cette loi, la faculté de si elle réside habituellement, depuis deux ans au moins, en territoire français, de recouvrer la Nationalité française

par une déclaration faite devant le Juge de Paix de son domicile, ou, à défaut, de sa résidence, dans l'année de la promulgation de la présente loi ».

« En ce qui concerne ces dispositions transitoires, il convient d'insister — précisent les Instructions — sur ce point, que les femmes veuves ou divorcées, même antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 10 août 1927, qui auparavant ne pouvaient obtenir leur réintégration dans la Nationalité française que par voie de décret pris en vertu de l'ancien article 19 du Code civil, ont la faculté de souscrire une simple déclaration de Nationalité pour recouvrer la qualité de Française, pourvu que l'acte soit souscrit dans l'année de la promulgation de la loi ».

Quoique l'autorisation du mari soit exigée par la loi pour que la femme puisse souscrire la déclaration de l'article 14, cette autorisation *ne peut*, en cas de refus du mari, être suppléée par l'autorisation judiciaire prévue à l'article 219 du Code civil.

Mais, fait curieux, lorsque le mari est absent, disparu, incapable, ou lorsque les époux sont séparés en fait depuis un an, ou qu'une instance en divorce ou en séparation de corps est engagée, la femme pourra souscrire cette déclaration sans aucune autorisation.

La déclaration sera souscrite conformément à l'article 5 de la loi, et son enregistrement peut être refusé pour cause d'indignité, conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 3.

En effet, comme le faisait observer M. Mallarmé dans son rapport, certaines de ces femmes « mariées à des

étrangers depuis longtemps et ayant pu vivre à l'étranger pendant des années avant de venir se fixer en France, ont pu acquérir une mentalité et des sentiments qui rendront suspects leurs désirs de redevenir Françaises ».

Les alsaciennes et lorraines ayant épousé un ressortissant étranger avant le 11 novembre 1918 et qui, par suite de leur mariage, n'ont pas été réintégrées de plein droit dans la Nationalité française, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'annexe à la section 5, partie 3 du traité de Versailles, bénéficient aussi des dispositions de l'article 14.

Etant donné le délai très court imparti pour en bénéficier, un an après la promulgation de la loi, nous ne pousserons pas plus à fond l'étude de la procédure à suivre pour bénéficier de ces dispositions transitoires.

TROISIEME PARTIE

Comparaison et conflits des deux législations — Solutions

TITRE PREMIER

CONFLITS DE NATIONALITES D'ORIGINE

Dans un premier chapitre nous exposerons la question des conflits de Nationalités, en rappelant l'état de la question avant la loi de 1927, ainsi que les solutions proposées par la Doctrine et qui ont aboutit à l'article 9, § 3, de la nouvelle loi française, auquel nous apposerons la solution de l'option pure et simple.

CHAPITRE PREMIER

CONFLITS DE NATIONALITES DUS A LA LOI FRANÇAISE. — ETAT DE LA QUESTION AVANT LA LOI DE 1927, NOTAMMENT EN ARGENTINE. — SOLUTIONS PROPOSEES. — OPINIONS DE LA DOCTRINE.

Section I. — Conflits de Nationalités dus à la loi française

Dès le commencement de cette étude il est nécessaire, pour la clarté de l'exposé, de définir les points de vue

respectifs de la législation française et de la législation espagnole sur ce sujet.

La loi et la jurisprudence françaises considèrent la Nationalité sous l'angle de l'ordre public, c'est-à-dire, qu'elles voient moins en elle un lien volontaire unissant l'individu à une nation déterminée, qu'un devoir imposé en raison des nécessités supérieures de l'Etat. Entre les trois intérêts en lutte sur ce terrain, celui de l'individu, celui de la famille et celui de l'Etat, elles font prédominer, comme nous l'avons vu, ce dernier.

Au contraire, la législation espagnole, tout en élevant la Nationalité au rang de matière constitutionnelle, continue à respecter les traditions libérales et classiques, en la basant principalement sur la volonté de l'individu.

Ces différences de conceptions se traduisent pratiquement de la manière suivante : lorsqu'un individu a deux sources de Nationalité dans deux législations différentes, la loi espagnole n'impose à l'intéressé que l'obligation de manifester sa volonté d'une manière expresse au moyen d'une option, alors que la loi française lui impose, au moins dans certaines de ces situations, la qualité de Français, comme un devoir auquel il ne peut se soustraire, refusant ainsi de connaître l'autre loi qui est en conflit avec elle.

Donc, dans la réalité, le conflit entre les lois espagnole et française sur la matière n'existera qu'à la condition, que l'intéressé ait manifesté l'intention d'opter pour la Nationalité espagnole.

Dans cette hypothèse, il faut considérer trois situations vis-à-vis de la loi française selon que l'individu envi-

sagé se trouve compris dans un des cas prévus à l'article 1^{er}, ou bien dans un de ceux de l'article 2, ou encore de l'article 4 de la loi du 10 août 1927.

La seule situation permettant à un individu donné d'éviter les conflits de lois, est celle prévue à l'article 3 de la loi du 10 août 1927, qui lui laisse la faculté d'acquérir la Nationalité française en manifestant sa volonté dans ce sens, sans lui imposer aucune obligation. Cette manifestation de volonté ne lui fait acquérir la Nationalité française qu'à ce moment-là.

Prenons, par exemple, les trois premières situations visées à l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1927, posons dans chacune d'elles le problème du conflit de Nationalités avec la loi espagnole, et voyons les solutions apportées par la loi française.

1° Supposons un enfant légitime né en Espagne d'un Français. Cet enfant opte pour la Nationalité espagnole comme lui en donne le droit l'article 23, 2° de la Constitution de la République Espagnole. Au regard de la loi espagnole cet enfant est Espagnol définitivement, mais nous savons que dans ce cas la loi française ne prévoit ni répudiation ni option. Donc l'individu en question, cumulera les deux Nationalités, espagnole et française.

2° Même solution pour l'enfant légitime né en France d'un père espagnol qui y est lui-même né, lorsque cet enfant manifeste sa volonté de conserver la Nationalité de son père.

3° Dans le cas de l'enfant légitime né en France d'une mère française et d'un père espagnol, cet enfant, s'il manifeste l'intention de suivre la Nationalité espagnole

de son père, n'en perdra pas pour cela la Nationalité française qui lui est imposée par la loi, et cumulera, par conséquent, les deux qualités de Français et d'Espagnol.

Ajoutons qu'il en serait de même pour tous les cas d'enfants naturels énumérés dans le même article 1^{er}.

Le législateur français a beau vouloir affirmer qu'il veut éviter à tout prix la double Nationalité, il n'en crée pas moins la possibilité absolue en refusant de tenir compte, dans la loi française, des dispositions des lois étrangères sur la Nationalité. Et ce n'est pas que le législateur français ne se rende pas compte des multiples inconvénients de la double Nationalité, mais il espère qu'en imposant de force la Nationalité française, il amènera l'individu à renoncer à la Nationalité étrangère qu'il peut avoir, mais dont une loi plus compréhensive lui permet de se délier. Evidemment tout dépendra ici de la volonté, des intérêts et des attaches de l'intéressé avec la France, car pratiquement se sera toujours lui qui tranchera le conflit. Toutefois, même en admettant que les liens qui l'attachent à la France l'emportent sur ceux qui le lient avec l'autre Etat, est-il bien sûr que les motifs qui forceront son choix soient parmi les meilleurs et qu'il ne sera pas amené dans bien des circonstances à faire taire ses sentiments les plus nobles pour sauvegarder un intérêt purement matériel ? Et croit-on que ce nouveau Français le sera toujours de bon cœur ? Qu'il constituera une bonne recrue pour la France ?

D'autre part si, pris entre ses deux intérêts, cet individu estime que le plus fort n'est pas du côté français,

n'est-ce pas lui-même qui reste le meilleur juge de ce cas de conscience, de ce problème de famille ?

Et est-ce bien servir l'intérêt français, que de forcer cet individu à rompre complètement avec tout ce qui lui vient de France, alors que c'est sûrement lui qui serait le plus sensible à l'influence française ?

Section II. — Etat de la question avant la loi de 1927, notamment en Argentine

La question ne date pas d'hier. Elle s'est surtout aggravée depuis la loi du 26 juin 1889, qui déclarait Français, dès leur naissance et définitivement, les enfants nés en France d'un père étranger qui y serait lui-même né, c'est-à-dire, qui instituait comme source obligatoire de la Nationalité française, la double naissance sur le sol français.

Mais le conflit existait auparavant entre la France et les pays de *jus soli* ; c'est ainsi que la question s'est présentée en Argentine où la législation, très sensiblement pareille à la législation espagnole, donnait naissance à des conflits insolubles de Nationalité pour les fils de Français nés dans ce pays et qui optaient en faveur de la Nationalité argentine.

Le Professeur Zeballos (1) expose avec beaucoup de détails les tentatives faites pour remédier à cet état de choses, notamment le voyage du sénateur français, M. Calvet, qui, chargé de mission par le Ministère de l'Instruction publique, « ne se rendit pas très exacte-

(1) Zeballos (E. S.), *ouvrage cité*, t. I, pp. 422 et suivantes.

ment compte de la nature du remède qu'il convenait d'apporter aux difficultés qu'il avait sous les yeux ». En effet, M. Calvet fut d'avis que les fils de Français nés en Argentine devraient le service militaire dans les deux pays. Il crut avoir résolu la question en proposant de leur faire faire leur service à Cayenne, mais ne parla même pas du service militaire dans le pays de naissance.

Dès 1886, M. Daireaux (1) avait reconnu que le *jus soli* était une « solution nécessaire » et avait admis la double Nationalité. Cependant il fut amené, devant les inconvénients de celle-ci, à se prononcer en faveur du droit d'option. Dans son ouvrage sur la République Argentine, destiné à faire connaître ce pays à l'exposition de 1889 (2), il signalait déjà les résultats de la politique française en matière de Nationalité en ces termes :

« Il n'y a pas de loi plus funeste au commerce international de la France, que cette loi paternelle et de protection, cause de ses maux privés qui ont un caractère public. Premier résultat : le Français établi à l'étranger qui sait ces choses, très patriote, je le veux bien, mais prévoyant, prend, contre les conséquences d'une loi qui l'inquiète, des précautions, dès le jour de la naissance de son fils. Il sait bien qu'il y a au Consulat de France un registre des naissances ; convaincu que ce registre n'a d'autre but que de dénoncer, dans l'avenir, les sol-

(1) Daireaux (E.), *Journal de Droit International Privé*, etc., Paris, 1886, pp. 286 à 414.

(2) Daireaux (E.), *La vie et les mœurs à La Plata*, etc., Paris, 1888, t. II, p. 18.

dates exotiques à l'officier de recrutement, il ne fait au Consulat aucune déclaration. Cette omission qu'il croit prudente, n'est qu'inutile et n'a pas pour résultat de modifier l'état de son fils, mais il croit généralement qu'elle a ce résultat et il se frotte les mains de cette supercherie qui a des résultats plus graves qu'on ne croit. Si elle ne détache pas légalement ce citoyen de sa patrie d'origine, elle le détache de fait, entraîné par la force des choses vers la patrie où il est né, il ne songe même plus à l'autre avec laquelle il a supprimé ce dernier lien de l'acte de naissance dressé en français par un fonctionnaire français. Plus tard, s'il étudie le Droit et reconnaît que cette omission n'a rien corrigé, ses affections sont ailleurs.

Second résultat : il prend une certaine irritation contre cette patrie qui a pour lui des exigences et ne les compense par aucun service. De ce jour, et c'est là ce qui nuit gravement à notre industrie, si les besoins de ses affaires, de son commerce, lui imposent la recherche d'un correspondant en Europe, il le cherchera le plus souvent ailleurs qu'en France, il craint que des relations ne l'obligent un jour à s'y rendre de sa personne et à s'exposer à toutes les taquineries d'une loi mauvaise ».

Mais beaucoup d'autres personnalités s'émurent de ces situations inextricables et tragiques, entre autres le sénateur Pierre Baudin, qui représenta la France en qualité d'Ambassadeur extraordinaire aux fêtes du centenaire de l'indépendance argentine, célébrées au mois de mai 1910.

M. Baudin exposa son opinion sur la question qui nous intéresse, dans une conférence faite à l'Union des Associations des Anciens Elèves des Ecoles Supérieures de Commerce de France, le 27 janvier 1911. Il exprimait l'espoir que l'Argentine « ne verrait pas d'un œil jaloux, ces fils de Français en cas de guerre, à l'heure du danger, venir à la première alerte se ranger sous nos drapeaux ». Mais comme le note le professeur Zeballos : « C'est une erreur fondamentale. La République Argentine n'y consentira jamais. Le jeune homme dont il s'agit, perdrait tout simplement la Nationalité argentine ». Il est donc à supposer que si l'intéressé tient à conserver cette Nationalité, il ne servira jamais en pratique dans les armées françaises.

Or, comme le remarque M. Baudin, « en laissant nos frontières fermées à ces jeunes Argentins qui ont conservé l'amour de la France, notre loi les écarte plus de nous, que des étrangers ». Aussi en 1911, M. Baudin proposa-t-il comme solution, de réduire le service de ces jeunes gens à un an et de les appeler à une époque différente de celle usitée en Argentine.

Nous avons vu que le résultat de cette solution est complètement négatif. La Chambre de commerce française de Buenos-Ayres critiqua vivement le projet Baudin dans un rapport présenté au Congrès du Commerce pour la défense et le développement du commerce extérieur, rapport qui fut cité par le *Courrier de La Plata de Buenos-Ayres*, le 18 juin 1912.

Le professeur Zeballos fait remarquer d'ailleurs, que les Français nés en Argentine sont Argentins, mais con-

servent le droit de se faire naturaliser en France, en se conformant « aux institutions tutélaires de la liberté civile en vigueur dans la République Argentine ».

En Espagne, nous trouvons l'équivalent de ces institutions tutélaires dans la liberté d'option.

Un autre illustre voyageur, M. Clemenceau, cite dans ses *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud* (1), sous le titre « Les franco-argentins et la loi militaire », le cas de M. Pellegrini, fils de niçois et Français, homme politique éminent, qui, en difficultés avec le service de recrutement, devenu Président de la République Argentine, reçu le Grand Cordon de la Légion d'Honneur. Et M. Clemenceau se demande : « Le ruban rouge ou le Conseil de guerre, quel est des deux traitements celui qui paraît le mieux approprié à cette catégorie de citoyens ? »

On peut se demander quel est, devant une situation aussi inextricable, la solution la meilleure. Elle nous est fournie dans un article de la *Revue France-Amérique* du mois de mars 1912, signé M. D., qui cite l'opinion des intéressés d'après laquelle « la seule solution raisonnable, sera celle qui accordera aux fils de Français nés en Argentine, un droit d'option pour l'une ou l'autre des deux Nationalités ».

Nous n'avons cité le cas de fils de Français nés en Argentine, que parce que c'est là que le problème de la double Nationalité, engendré par l'intransigeance de la loi française, s'est posé avec le plus d'acuité. En raison

(1) Clemenceau, *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud*, Paris, 1911, pp. 68 à 70.

de la distance qui les séparait de la patrie de leurs parents et les puissantes attaches qui les retenaient au pays natal, cette catégorie d'individus optait dans la majorité des cas pour la Nationalité argentine, ce qui, naturellement, créait des conflits insolubles. M. Clemenceau parle d'une proportion de plus des trois quarts.

Mais le problème se pose avec autant de gravité pour des pays voisins, comme la France et l'Espagne, tant à propos des fils de Français nés en Espagne, que des fils d'Espagnols nés en France, et en général dans les différentes situations prévues à l'article 1^{er}.

Section III. — Solutions proposées Opinions de la Doctrine

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1927, la loi française considère l'acquisition de la Nationalité française, soit en vertu du *jus sanguinis*, soit en vertu du *jus soli*, comme définitive et obligatoire.

Dans la plupart de ces cas, tout au moins dans tous ceux dans lesquels il existe un élément d'extranéité et pour lesquels, par conséquent, se pose le problème (car bien entendu, s'il s'agissait d'un enfant né en France de père et de mère français tous deux, la question ne se poserait même pas), la loi française refuse absolument de tenir aucun compte de la coexistence et de l'application possible de la loi étrangère.

Le législateur français pose une règle catégorique et impérative pour une situation où il n'est pas le seul à pouvoir intervenir, espérant par son intransigeance forcer la volonté de l'intéressé.

Comme l'a très bien exprimé M. le Professeur de la Pradelle, lorsque l'on prétend « refuser à des enfants qui sont nés en Argentine, au Brésil et aux Etats-Unis la qualité d'américain, alors qu'elle est vraiment la qualité sincère de leur esprit et de leur cœur, nous sommes en contradiction avec nous-mêmes, parce qu'il y a des circonstances où nous pratiquons nous-mêmes le *jus soli* sans réciprocité, de sorte que notre loi se trouve contraire, non seulement à la psychologie, parce qu'elle n'a pas voulu saisir les finesses spéciales du *jus soli* américain, mais à la logique » (1).

M. André Weiss au cours des discussions sur le projet de loi sur la Nationalité qui devait donner naissance au texte législatif du 10 août 1927, faisait remarquer, à propos des enfants de français nés à l'étranger qui optent pour la Nationalité de leur pays de naissance et par là même se soustraient au devoir militaire en France, l'existence de la circulaire du Ministère des Affaires étrangères en date du 16 juin 1873, enjoignant aux agents diplomatiques de leur refuser leur protection. Il semblerait par là que la France entend abandonner ces ressortissants perdus en fait, et par conséquent reconnaît tacitement l'option. Et pourtant il n'en est rien, car l'individu reste malgré tout français, et, comme le disait M. Weiss, ce n'est là « qu'un palliatif très insuffisant ». Aussi l'éminent Professeur suggérait-il de donner, comme l'Angleterre le fit dans sa loi du 12 mai 1870, le droit aux fils de Français nés à l'étranger, de répudier la Nationalité

(1) Geouffre de la Pradelle, *Revue de Droit International Privé et de Droit Pénal International*, 14, 1918, pp. 287 et suivantes.

française avec effet rétroactif au jour de leur naissance. C'est la solution de la sagesse, si, comme disait M. de la Pradelle en parlant de la France, « nous voulons qu'elle soit une mère, nous ne voulons pas qu'elle soit une marâtre » (1).

Ce dernier auteur au cours de ces discussions, recommandait les ententes particulières de gouvernement à gouvernement, car l'option qui peut paraître si naturelle aux Etats-Unis et au Brésil, ne le serait pas autant en ce qui concerne l'Argentine.

CHAPITRE II

LE DROIT D'OPTION ET LA SOLUTION DE LA LOI DU 10 AOUT 1927

Section I. — Le droit d'option

Comme on le voit la Doctrine est fatalement obligée de reconnaître la nécessité de l'option. Cependant deux objections d'importance s'élèvent pour justifier le refus d'une entière liberté de choix : ce sont la question du service militaire et celle du domicile de l'intéressé.

C'est pour résoudre la première qu'avait été signée entre la France et l'Espagne la Convention consulaire du 7 janvier 1862. Aux termes de cet accord, les sujets de ces deux pays pouvaient faire leur service militaire dans l'un ou l'autre de ceux-ci. Cette mesure avait pour

(1) Séance de la Société d'Etudes législatives du 9 février 1917. Discussions et rapport de M. Lévy-Ullmann sur la refonte des textes relatifs à l'acquisition et la perte de la Nationalité Française, *Bulletin de la Société*, Paris, Rousseau, 1918.

but d'empêcher les ressortissants espagnols établis en France, et réciproquement les Français en Espagne, d'échapper au service militaire.

Ainsi, aux termes de l'article 5 de cette Convention : « Les Espagnols nés en France, lesquels ayant atteint l'âge de vingt ans, y seraient compris dans le contingent militaire, devront produire devant les autorités civiles ou militaires compétentes un certificat établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne. Et, réciproquement, les Français nés en Espagne, qui y seraient appelés au service militaire, devront, dans les cas où les documents présentés par eux ne paraîtraient pas suffisants pour établir leur origine, fournir, l'année suivante, aux autorités compétentes, à l'époque du tirage, un certificat constatant qu'ils ont satisfait à la loi de recrutement en France. A défaut de ce document en bonne forme, l'individu désigné par le sort pour le service militaire, dans la commune où il est né, devra faire partie du contingent de cette commune ».

Mais cela n'avait pas pour effet de modifier la Nationalité de l'intéressé et c'est bien ainsi que la Jurisprudence française a interprété le Traité. Pour elle « un Français qui subit passivement le service militaire en Espagne, par application du Traité international sous-énoncé, ne fait donc pas un acte d'abdication de sa Nationalité, alors que c'est le Gouvernement de son pays, qui, faisant plus que l'autoriser, l'astreint au service étranger dans le cas où il n'a pas fait certaines justifications » (1).

(1) *Journal de Clunet*, 1885, pp. 92 et suivantes.

Comme nous raisonnons ici exclusivement sur la législation en matière de Nationalité en France et en Espagne, nous ferons remarquer qu'en admettant le droit option, il n'y aura qu'un seul cas dans lequel l'individu pourrait échapper au service militaire, étant donné que le service militaire est obligatoire dans les deux pays : c'est lorsqu'un individu opterait pour la Nationalité du pays dans lequel il ne résiderait pas et qu'il ne regagnerait pas, afin d'échapper au service militaire.

Notons que pour éviter cet inconvénient il suffirait d'une entente entre les deux Gouvernements, comme le préconisait déjà en 1917 M. de la Pradelle, pour qu' aussitôt l'option prononcée, l'optant soit mis en demeure d'avoir à accomplir effectivement son devoir militaire, envers le pays qu'il a choisi. Mais, en outre, il faudrait que l'option soit rendue obligatoire et que son omission soit sanctionnée, sans quoi l'individu risquerait de devenir en fait heimatlos en s'abstenant tout simplement d'accomplir cette formalité.

La nécessité de l'option obligatoire ressort encore plus à propos des conflits que peut engendrer son omission dans les cas de l'article 2 et de l'article 4. Pour si invraisemblable que cela paraisse, étant donné que dans ces deux cas, grâce à la faculté de répudier et de décliner la qualité de Français accordée par ces deux articles au Français qui possède en même temps une Nationalité étrangère, il semblerait qu'il n'y eu pas place pour un cumul de Nationalités, il existe cependant, en fait, une possibilité pratique de cumul. Il suffit de supposer qu'un individu, se trouvant dans une des situations prévues à

l'article 2 ou à l'article 4, omette de remplir dans les délais les formalités prescrites par la loi pour lui faire perdre la Nationalité française. Il deviendra alors automatiquement Français et si, par exemple, il a fait en même temps acte d'Espagnol, il se trouvera en possession des deux Nationalités.

Or ce fait se produit très fréquemment en pratique ; c'est pourquoi il importe au plus haut point, afin d'éviter les inconvénients de la multiple Nationalité, que l'option soit rendue obligatoire et expresse. Car l'on dit bien que la loi considère le silence comme une option tacite ; mais nous voyons à quelles contradictions regrettables aboutit cette présomption.

Il en est de même de la présomption d'option tacite que la loi française tire du fait de la participation d'un individu aux opérations de recrutement. La Jurisprudence de la Cour de Cassation, telle qu'elle apparaît notamment dans un arrêt de 1889, estime que la simple inscription sur les rôles de recrutement, ne doit pas être considérée comme suffisante pour faire obtenir la qualité de Français. Elle exige une manifestation expresse de volonté, telle que le fait de se présenter devant le Conseil de revision, volontairement.

Evidemment si l'on applique strictement le principe « nul n'est censé ignorer la loi », celui qui se présente ainsi volontairement devant le Conseil de revision doit savoir que cet acte équivaut, de sa part, à une option en faveur de la Nationalité française.

La plupart du temps, l'individu qui cumule la Nationalité française et la Nationalité espagnole, par exemple,

ne se présente devant le Conseil de revision que pour être en règle avec l'autorité militaire française, croyant qu'autrement il serait poursuivi pour insoumission. D'autre part, la loi elle-même semble lui conseiller cette manière d'agir, puisqu'elle l'appelle sous les drapeaux dans le courant de sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire pendant le délai qu'elle lui donne, elle-même, pour prendre parti au sujet de sa Nationalité. Il croit donc sincèrement que le fait de se présenter volontairement devant le Conseil de révision n'est qu'une simple formalité qui ne lui enlève pas son droit d'option. Et cela correspond tellement à la réalité, que dans la plupart des cas il se présentera en même temps au Conseil de revision espagnol, et que bien souvent même, il souscrira une déclaration d'option en faveur de la Nationalité espagnole;

Il est facile de se rendre compte des difficultés inextricables que crée cet état de choses ; pour y remédier il serait nécessaire, tout d'abord, d'exiger obligatoirement et sous sanction de peines appropriées, une manifestation expresse de volonté de la part de l'individu dans cette situation, constatant sa répudiation d'une Nationalité et son option en faveur de l'autre.

La seconde objection pose un problème d'une portée beaucoup plus générale. Il s'agit beaucoup moins de la question du domicile, que de celle de la Nationalité pratiquée en réalité par l'individu. A notre époque de voyages faciles, de moyens de communication rapides, la population étrangère de chaque pays, et tout spécialement de la France, s'accroît démesurément. Aussi est-il

parfaitement compréhensible que ce pays ne tienne pas, pour de multiples raisons de politique générale, à ce que se forment sur son territoire des îlots de minorités étrangères qui se perpétueraient à travers les générations.

C'est là que se trouve la principale, mais on peut dire la seule, objection valable contre le droit d'option. Et pourtant, malgré la force indéniable de cet argument, il est parfaitement possible à notre sens de défendre victorieusement le principe de la liberté d'option.

Pour cela nous allons étudier les moyens qu'apporte la loi du 10 août 1927 à la solution des conflits de Nationalité, dans les cas de l'article 1^{er}.

Section II. — Solution de la loi du 10 août 1927

Le seul remède existant se trouve dans l'article 9, § 3, qui, énumérant les cas de perte de la qualité de Français, décide que « le Français, même mineur, qui, possédant par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une Nationalité étrangère, est autorisé, sur sa demande, par le Gouvernement français, à la conserver ».

Il est très intéressant de noter que c'est la première fois que la législation française en matière de Nationalité, mentionne expressément la loi étrangère et admet officiellement, pourrait-on dire, que celle-ci puisse se conjuguer et se juxtaposer à elle, dans un cas déterminé. Ajoutons que c'est depuis que la loi française a admis conjointement les deux principales sources de la Nationalité d'origine, le *jus sanguinis* et le *jus soli*,

qu'elle a été amenée, pour rester logique avec elle-même, à reconnaître l'existence des conflits de Nationalités et à s'efforcer de les résoudre. Auparavant, c'est-à-dire, sous l'empire du Code civil jusqu'à la loi du 26 juin 1889, la législation française n'admettant comme source obligatoire de la Nationalité d'origine que le *jus sanguinis*, ne voulait pas reconnaître que le principe du *jus soli* put être adopté par certains pays, comme base de leur système de Nationalité, et doté, par conséquent, de la même obligation.

A première lecture, il semblerait que ce soit un droit pour l'intéressé de faire reconnaître, sur sa simple demande, par le Gouvernement français, sa Nationalité étrangère. « En effet — nous disent les Instructions du 13 août 1927 — s'il est conforme aux droits des gens et à l'intérêt, bien entendu, d'un Etat quelconque de dégager de ses liens d'allégeance, sauf dans des cas exceptionnels de fraude à la loi, celui de ses nationaux qui acquiert par une manifestation expresse de volonté, une Nationalité étrangère, il importe aussi que, dans le cas où, soit un Français d'origine, soit un fils d'étranger possédant la Nationalité française *jure soli*, seraient également ressortissants de droit d'un Etat étranger, ils puissent, le cas échéant, être dégagés théoriquement, dans toutes les hypothèses, de leur citoyenneté française. Le cumul de Nationalités est une anomalie du Droit des gens, à laquelle le Législateur de tout Etat, doit également pouvoir remédier. Or, il n'en était pas ainsi dans notre Droit antérieur sur la Nationalité : les dispositions de l'article 17, § 1^{er}, du Code civil, ne permet-

taient de mettre fin à ce cumul de citoyennetés que dans l'hypothèse où l'intéressé, du sexe masculin, était astreint encore aux obligations du service militaire dans l'armée active ou sa réserve. Encore faut-il noter que, dans ce cas, seule une interprétation très prétorienne du texte précité, très contestée en Doctrine, autorisait l'application d'une disposition, ne visant que la naturalisation de Droit commun, à la possession d'une Nationalité étrangère acquise de plein droit. La nouvelle législation sur la Nationalité permet désormais de mettre fin théoriquement à un cumul de Nationalités française et étrangère, dans toutes les hypothèses où il est susceptible de se réaliser ».

Mais, on le voit de suite, la Chancellerie estime que le législateur de tout Etat doit légalement pouvoir remédier « le cas échéant », « théoriquement », à cette anomalie du Droit des gens. En somme la Chancellerie se réserve un très ample pouvoir de contrôle sur la reconnaissance d'un droit que la loi semblait avoir proclamé.

Evidemment, tel qu'a été rédigé le texte du § 3 de l'article 9 qui porte simplement « est autorisé, sur sa demande, par le Gouvernement français, à la conserver » (sa Nationalité étrangère) la loi avait institué un véritable droit d'option.

Aussi, pour répondre à la préoccupation que donnait la constitution d'îlots de minorités étrangères, et qui en plus auraient été autorisés à conserver leur Nationalité par le Gouvernement français, malgré les termes formels de l'article 1^{er}, spécialement du § 2, la Chancellerie fut amenée à créer toute une Jurisprudence, qui

donne un sens très particulier à l'application de cet alinéa 3 de l'article 9.

La Chancellerie s'attache, pour déterminer sa décision, au point de savoir quel est, d'une manière générale et dans la pratique, la Nationalité pratiquée par le sollicitant. A cet effet elle tient surtout compte du domicile de l'intéressé. N'oublions pas que l'alinéa 3 de l'article 9, a été inséré dans la loi afin de permettre au Gouvernement français de résoudre les cas de conflits de Nationalité qui se posaient avec une acuité particulière, comme nous l'avons vu plus haut, à propos des fils de Français nés en Amérique du Sud. D'autre part, la Chancellerie a tenu à exercer un droit de contrôle dans l'application de cette disposition, afin d'empêcher que l'énorme population étrangère qui habite le territoire français, ne puisse se faire reconnaître sa Nationalité *jure sanguinis* à chaque génération, et échappe ainsi à l'assimilation nécessaire au moins à la seconde génération. C'est pourquoi la Chancellerie accorde toujours, en principe, la reconnaissance de la Nationalité étrangère à la personne qui prouve qu'elle habite à l'étranger et y a son centre d'affaires, d'intérêts, etc., et, au contraire, elle refuse de dégager de ses liens d'allégeance, celle qui, habitant la France, ne cherche qu'à échapper au service militaire et à continuer à vivre et à avoir tous ses intérêts en France. Aussi exige-t-elle, de la part de l'intéressé, la preuve qu'il a accompli son service militaire à l'étranger, ou qu'il est en règle avec les autorités militaires de son pays, de même que la justification des raisons d'ordre moral, famille, mariage avec une étran-

gère, etc., ou d'ordre matériel comme centre d'affaires, résidence à l'étranger, intérêts professionnels à l'étranger, etc., etc....

Néanmoins, nous nous permettons de faire une objection en nous plaçant du point de vue pratique. Etant donné que la Chancellerie exerce librement ici un pouvoir arbitraire, mais que, d'autre part, dans la pratique, l'intéressé a les moyens de conserver sa Nationalité étrangère, même au cas où on lui refuserait de le dégager de ses liens d'allégeance française, il subsiste une possibilité de cumul de Nationalités. Pour cela, il suffit de supposer qu'on refuse à l'intéressé la reconnaissance demandée, et que celui-ci n'en continue pas moins à se considérer ressortissant d'un pays étranger et à pratiquer la Nationalité de ce pays. Or le fait pour l'intéressé de souscrire une telle demande, indique suffisamment son intention de conserver sa Nationalité étrangère et de repousser la Nationalité française.

On voit de suite l'intérêt qu'il y a au point de vue juridique, à ce que devienne un droit ce qui n'est qu'une simple faculté.

Evidemment tout dépendra de la manière dont il sera fait emploi de ce pouvoir de contrôle.

Il faut rendre ici justice à l'organisme chargé de ce contrôle, en disant avec quelle équité, quelle mesure et quelle largeur de vues, il met en œuvre les pouvoirs qui lui sont conférés et qui se justifient, comme nous venons de le voir, par des raisons de haute politique et de défense nécessaire de la substance du pays.

Remarquons que la « Convention relative aux conflits

de lois sur la Nationalité » qui fut établie par la Conférence réunie à La Haye du 13 mars au 12 avril 1930 pour la codification des lois sur la Nationalité, pose dans son article 1^{er}, comme principe général qu'« il appartient à chaque Etat de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres Etats, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales, la coutume internationale et les principes de Droit généralement reconnus en matière de Nationalité ».

D'autre part, lorsqu'elle traite des conflits de lois de Nationalité d'origine, la Convention décide dans son article 6 que « sous réserve du droit pour un Etat d'accorder une plus large faculté de répudier sa Nationalité, tout individu possédant deux Nationalités acquises sans manifestation de volonté de sa part, pourra renoncer à l'une d'elles, avec l'autorisation de l'Etat à la Nationalité duquel il entend renoncer ». Comme on le voit ici, la Convention fait sienne l'opinion soutenue par la Chancellerie française, en donnant à l'Etat à la Nationalité duquel on renonce, un droit de contrôle au moyen de l'autorisation qu'il faut obtenir à cet effet.

« Cette autorisation — porte l'alinéa 2 de cet article 6 — ne sera pas refusée à l'individu qui a sa résidence habituelle et principale à l'étranger, pourvu que soient remplies les conditions requises par la loi de l'Etat à la Nationalité duquel il entend renoncer ». Dans cet alinéa nous voyons que ce qui est une habitude jurisprudentielle de la Chancellerie française, devient un droit non soumis à appréciation.

Cette Convention, signée par les représentants des puissances ainsi que les deux protocoles adoptés à la majorité des deux tiers, de même que plusieurs vœux, ne sera soumise aux Parlements des différents pays pour ratification, qu'après que leur législation interne aura été mise en accord avec les principes directeurs énoncés dans cette Convention.

C'est dans ce but qu'il y a quelques semaines, le 6 mars 1934 exactement, le Gouvernement français a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés (1) un projet de loi modifiant la loi du 10 août 1927.

Ce projet admet que l'individu visé par l'article 9, 3°, de la loi du 10 août 1927, lorsqu'il « a sa résidence habituelle et principale à l'étranger » aura un véritable droit de répudiation de la Nationalité française. Le contrôle ne subsistera que dans les autres cas. En outre, le nouveau projet fait sien l'article 6, alinéa 2, de la Convention de La Haye cité plus haut.

Mais nous allons voir qu'il y a d'autres raisons qui poussaient le Gouvernement français à déposer ce projet de loi rectificatif. Ces questions feront l'objet du premier chapitre du titre II. Dans un second chapitre nous étudierons la Nationalité des époux telle qu'elle résulte du nouveau principe admis de la même manière par les deux législations espagnoles et françaises, et en vertu duquel la femme mariée conserve sa Nationalité d'origine.

(1) Débats Parlementaires du 6 mars 1934, Chambre des Députés, n° 3.177.

TITRE II

CONFLITS ET DIFFICULTÉS DIVERSES

CHAPITRE PREMIER

MODIFICATION DE L'ALINÉA 3 DE L'ARTICLE 8 DE
LA LOI DU 10 AOÛT 1927. — NATIONALITÉ DES
ENFANTS DE DIPLOMATES. — OPTION DES
MINEURS.

*Section I. — Modification de l'alinéa 3 de l'article 8
de la loi du 10 août 1927*

Nationalité des enfants de diplomates

§ 1^{er}. — *Modification de l'alinéa 3 de l'article 8 de la
loi du 10 août 1927. — Cet alinéa relatif à la femme
française épousant un étranger, dont la loi nationale
impose à la femme la Nationalité du mari, se trouve
simplifié dans le nouveau projet. Nous savons que la
femme française ne perd sa Nationalité d'origine que
si le premier domicile conjugal est établi à l'étranger.
Dans le cas contraire, et malgré la loi du mari, elle
conserve sa Nationalité française.*

Le nouveau projet supprime cette condition et fait
toujours perdre automatiquement sa Nationalité à la
femme française qui épouse un étranger dont la loi
nationale est restée fidèle au principe jadis observé par
le Code civil français lui-même.

En pratique il était extrêmement difficile de savoir ce que l'on doit entendre par *premier domicile*. Doit-on considérer que des jeunes époux, mariés en France et qui y sont demeuré deux mois, par exemple en voyage de noces, avant de regagner le pays du mari, ont eu leur premier domicile en France, étant donné qu'une Jurisprudence constante assimile la résidence au domicile en matière de Nationalité ?

Ce nouveau texte ne modifiera pas dans l'avenir les relations entre la France et l'Espagne puisque ces deux législations observent maintenant les mêmes principes à ce sujet. Néanmoins, si on lui attribuait un effet rétroactif, on pourrait ainsi remédier aux inconvénients de l'acquisition par un grand nombre de femmes françaises de la Nationalité de leurs maris en vertu de la Loi nationale de ceux-ci, sans avoir perdu leur Nationalité française du fait que le premier domicile conjugal a été établi en France.

C'est ce qui s'est produit souvent pour des Françaises ayant épousé des Espagnols entre le 10 août 1927 et le 9 décembre 1931. En effet, à cette époque la loi espagnole imposait obligatoirement à la femme la Nationalité du mari, alors que la loi française permettait déjà à la femme de conserver sa Nationalité d'origine. Aussi trouve-t-on dans la pratique de nombreux exemples de multi-nationalités de la femme, dans les ménages d'Espagnols et de Françaises.

§ 2. — *Nationalité des enfants de diplomates.* — Nous avons remarqué que l'article 2, comme l'article 4 de la loi du 10 août 1927, soumet les enfants nés en France

des agents diplomatiques et des consuls de carrière de Nationalité étrangère, à l'article 3. En un mot, la loi leur accorde la faculté de devenir Français sur leur demande, mais ne les considère pas comme Français au cas où ils ne manifesteraient pas leur volonté à cet égard. Ceci résulte, tout naturellement, des usages internationaux en la matière.

Quid des enfants nés en France de diplomates et de consuls étrangers, qui se trouveraient compris dans une des situations réglées à l'article 1^{er} ? La loi est muette ; par conséquent, l'enfant né en France d'une mère française et d'un diplomate espagnol, par exemple, accrédité auprès du Gouvernement français, est Français dès sa naissance et définitivement.

Il en serait de même de l'enfant né en France d'un consul espagnol, par exemple, qui y serait lui-même né.

Et pourtant ces conséquences, pour le moins étranges eu égard aux usages et au droit diplomatique couramment admis et pratiqué, provient, tout simplement, d'une erreur matérielle au moment de la rédaction définitive de la loi. En effet, le dernier alinéa de l'article 2, comprenait primitivement, non seulement les situations prévues à cet article, mais aussi celles énumérées à l'article 1^{er}.

D'ailleurs le Gouvernement français essaya de remédier à cet oubli dans les décrets d'application de la loi aux colonies.

Nous citerons, par exemple, le décret du 4 décembre 1930 (1) réglant l'application de la loi du 10 août 1927

(1) *Journal Officiel* du 16 décembre 1930.

en Indochine. L'article 2 du titre 2 de ce décret, après avoir reproduit les cas d'acquisition de la Nationalité française tels qu'ils sont énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1927, ajoute dans son dernier alinéa : « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux enfants des agents diplomatiques et des consuls de carrière de Nationalité étrangère, qui, s'ils sont domiciliés en Indochine, pourront solliciter leur naturalisation aux conditions fixées par l'alinéa 3, de l'article 3 du présent décret. » On voit clairement ici qu'on a voulu soumettre les enfants des agents diplomatiques et des consuls étrangers à ce qui constitue le droit commun pour eux, c'est-à-dire, leur donner une faculté d'acquérir la Nationalité française sur leur demande, sans que jamais celle-ci leur soit conférée *de jure*.

En pratique, pour remédier à l'état de choses créée par le silence de la loi, la Chancellerie faisait toujours jouer l'alinéa 3 de l'article 9, sur la seule demande de l'intéressé et sans exiger de sa part aucune espèce de justification.

Le projet rectificatif, déposé le 6 mars 1934, uniformise la situation des enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière, en les soumettant dans tous les cas à l'article 3. C'est d'ailleurs aussi la règle générale proclamée par la Convention de La Haye de 1930 et l'esprit de la coutume diplomatique qui n'admettent pas qu'un agent diplomatique se voit imposer la législation du pays auprès duquel il est accrédité, et ce, en vertu du principe d'exterritorialité qui constitue la base de son statut.

Section II. — Droit d'option des représentants du mineur

Il existe encore une autre grave difficulté qui nous reste à étudier : c'est la question de savoir dans quelle mesure se trouve justifié le droit conféré aux représentants du mineur d'opter en son nom pour une Nationalité déterminée et ce d'une façon définitive.

En effet toute la question tourne autour du point de savoir si l'option faite en son nom est obligatoire ou non pour l'intéressé, et s'il ne peut pas, au moment de sa majorité, révoquer la déclaration faite pour lui par ses représentants légaux.

L'article 18 du Code civil espagnol pose en principe général que, « les enfants, tant qu'ils restent soumis à la puissance paternelle, ont la Nationalité de leur père ».

Néanmoins, « pour que les enfants nés de parents étrangers en territoire espagnol, puissent profiter du bénéfice que leur accorde le § 1^{er} de l'article 17 — c'est-à-dire le droit de réclamer la Nationalité espagnole — il est indispensable que leurs parents déclarent opter, en la forme et devant les fonctionnaires désignés à l'article 19, au nom de leurs enfants pour la Nationalité espagnole et renoncer à toute autre ».

Malgré l'allure impérative de ce texte, qui semblerait indiquer que l'option faite au nom du mineur est définitive et irrévocable, on admet que le mineur puisse, à sa majorité, faire une déclaration en sens contraire annulant pour l'avenir les effets de celles que souscrivent ses parents. Ce résultat est conforme à l'esprit et à la tradi-

tion espagnole en matière de Nationalité. Cette conception est basée sur le caractère éminemment personnel de la Nationalité. Or dans le cas où un individu se trouve en possession de deux Nationalités différentes, il se pose pour lui un cas de conscience qu'il est seul à pouvoir résoudre.

C'est là un véritable droit moral qui, par conséquent, ne doit pas pouvoir être exercé par des représentants légaux, fut-ce les parents eux-mêmes.

On peut rapprocher ce droit d'option de celui pour la femme de demander la séparation de biens, droit qu'elle est seule à pouvoir exercer, ou, plus exactement, de la nécessité du consentement du mineur pour se marier.

Il peut être nécessaire, à la rigueur, de fixer la Nationalité du mineur au moins pendant la période de sa minorité et l'on peut admettre, pour cela, que les parents de celui-ci aient le droit de souscrire en son nom une déclaration d'option ; mais il est inadmissible que des parents décident, définitivement et en dernier ressort, des préférences et de la force des liens affectifs, moraux intellectuels et même matériels qui attachent l'enfant à une de ses deux patries possibles.

Il serait souhaitable, à notre avis, conformément à la pratique suivie en Espagne, que l'on donna un droit de révocation au majeur dont les parents auraient souscrit une déclaration d'option en son nom.

Nous n'avons qu'à examiner quelques-unes des multiples conséquences que peut entraîner ce droit d'option au nom du mineur, pour nous rendre compte des inconvé-

nients qu'il représente et des injustices auxquelles il aboutit.

Il existe à cet égard un cas très sérieux qui a été jugé par le Tribunal et la Cour de Toulouse. Il s'agissait en l'espèce d'une dame Mihaesco, de Nationalité roumaine, qui avait donné le jour à une fille naturelle, Hélène, Geneviève, Louise, née à Paris le 20 octobre 1916 et inscrite sur le registre des naissances du 18^e arrondissement. Ladite dame Mihaesco intenta une action en recherche de paternité naturelle, contre le sieur Louis Martin. La première Chambre du Tribunal civil de Toulouse, présidée par M. Tourraton, débouta la demanderesse par un jugement en date du 3 décembre 1917, en se basant sur le fait que la loi roumaine, applicable à l'enfant et à la mère, interdit la recherche de la paternité naturelle.

Le 19 février 1918 la dame Mihaesco souscrivit une déclaration d'option, au nom de sa fille, afin de lui faire acquérir la Nationalité française.

Lorsque l'affaire vint devant la première Chambre de la Cour d'appel de Toulouse, sous la présidence du premier président M. Martin, celle-ci rendit un arrêt en date du 15 juillet 1918, dans lequel après avoir admis la recevabilité de l'appel, attendu « que la demande est la même : qu'elle est formée entre les mêmes parties et qu'il n'y a rien de changé aux dispositifs des premières conclusions », elle proclame que « l'article 307 du Code civil roumain ne conférait au père prétendu aucun droit ; que ce texte, en créant un obstacle temporaire à l'exercice d'une action qui a son fondement dans la loi natu-

relle, n'accordait à ce père qu'une simple expectative subordonnée à l'événement soit d'une législation nouvelle, soit d'un changement de Nationalité dans la personne de l'enfant »...« par ces motifs...la Cour déclare recevable en la forme, l'action en recherche de paternité formée par la mineure Mihaesco ».

En effet, la Cour de Cassation dans un arrêt du 20 février 1917 (D. 1917.1.18) avait admis que c'est la loi du mineur qui s'applique dans le cas de recherche de paternité (1).

Evidemment dans ce cas particulier, la possibilité d'opter, au nom de la mineure qu'elle représentait, pour la Nationalité française, permit à la mère de placer son enfant sous la sauvegarde d'une loi plus favorable pour elle.

Mais on pourrait supposer le cas contraire, c'est-à-dire que par intérêt personnel, les parents fassent acquérir à leurs enfants mineurs, et d'une manière irrévocable, la Nationalité qui peut leur convenir le moins, sans que ceux-ci soient appelés à donner leur avis dans une matière qui les intéresse aussi directement et personnellement, et, on pourrait même ajouter, exclusivement, que celle-là.

Ce droit d'option donné aux représentants légaux des mineurs, est une arme à double tranchant, étant donné que les parents peuvent tout aussi bien renoncer à la

(1) *Revue de Droit International Privé et de Droit Pénal International* 15.1919, pp. 130 et suivantes.

faculté de répudier la qualité de Français, par exemple, ce qui a pour résultat de faire acquérir la Nationalité française définitivement à leurs enfants, qu'au contraire exercer cette faculté et faire perdre, par conséquent, à leurs enfants, leurs droits à la Nationalité française.

Il en serait de même, d'ailleurs, pour la faculté donnée aux « Français même mineurs » par le § 3 de l'article 9.

CHAPITRE II

NATIONALITÉ DES ÉPOUX

Il est un autre point commun aux deux nouvelles législations espagnole et française en matière de Nationalité : nous voulons parler du nouveau principe en vertu duquel les époux peuvent posséder chacun une Nationalité différente.

On a beaucoup écrit à ce sujet tant pour défendre ce principe, comme pour le critiquer. Nous nous bornerons à faire quelques remarques à ce sujet et à souligner quelques unes des principales difficultés créées par le nouvel état de choses.

Premièrement nous signalerons la situation, pour le moins paradoxale, qui serait celle de deux époux ayant conservé chacun leur Nationalité propre et dont les pays respectifs entreraient en guerre, l'un contre l'autre.

Si nous ajoutons à cela l'hypothèse de la naissance de plusieurs enfants chacun dans un pays différent dont ils acquéreraient la Nationalité en vertu du *jus soli*, nous

avons un tableau complet de l'aspect juridique de la famille moderne, tel qu'il résulte du nouveau principe.

Il est facile d'apercevoir immédiatement les difficultés qui vont se présenter sur les points de savoir :

1° Quelle sera la loi appelée à fixer le régime matrimonial des époux lorsqu'ils se marient sans contrat de mariage. Supposons que les époux soient respectivement Français et Espagnol et qu'ils se marient sans contrat : doit-on les considérer comme mariés sous le régime de la communauté légale française, ou bien de la communauté réduite aux acquêts qui est le régime de droit commun en Espagne ? Car enfin, puisqu'on considère comme un dogme nouveau le droit pour la femme de conserver son statut personnel, il n'y a pas de raison de la soumettre dès le premier contrat qu'elle aura à passer à l'occasion de son mariage, et le plus important de tous, à la loi de son mari. Evidemment il y a une solution, ce serait d'appliquer la loi du lieu de célébration du mariage, mais alors, *quid* des époux Français et Espagnol, par exemple, qui se marieraient en Angleterre ?

2° Ensuite, quelle sera la loi applicable en matière d'obligation alimentaire, tout d'abord entre les époux et ensuite entre ces mêmes époux et leurs enfants qui peuvent chacun, comme nous l'avons vu, être de Nationalités différentes ?

3° Quelle sera maintenant la loi applicable en matière d'autorisation maritale ? Ainsi l'autorisation maritale qui a été supprimée en Espagne, par la nouvelle Constitution de la République, subsiste toujours en France. Il est pourtant nécessaire de savoir quelle est la loi applicable

puisque, selon que ce sera l'une ou l'autre, l'autorisation maritale sera exigée ou non.

4° Il existe une question très grave qui est celle du divorce. La question ne se pose plus depuis la nouvelle loi espagnole sur le divorce du 2 mars 1932, de la même façon qu'elle se posait avant cette date, c'est-à-dire, quand la législation espagnole n'admettait que la séparation de corps et de biens, alors que la législation française admettait, depuis longtemps, déjà, le divorce. Toutefois la législation française n'admet la rupture du lien matrimonial que dans un certain nombre de cas limitativement énumérés par la loi et avec l'idée d'une sanction à l'égard de l'époux coupable tandis que la législation espagnole l'admet d'une façon beaucoup plus ample (1).

(1) L'article 2 de la loi Espagnole du divorce du 2 mars 1932 dispose « qu'il y aura lieu à divorce lorsque les deux conjoints le solliciteront d'un commun accord, ou lorsque l'un d'eux le demandera en se basant sur une des causes déterminées par la présente loi ».

L'article 3 énumère les causes de divorce qui sont au nombre de treize :

« 1° L'adultère, non consenti ni facilité par le conjoint qui s'en prévaut ;

« 2° La bigamie, sans préjudice de l'action en nullité que peut exercer n'importe lequel des conjoints ;

« 3° La tentative du mari pour prostituer sa femme et l'essai du mari ou de la femme pour corrompre leurs fils ou prostituer leurs filles, de même que la complicité dans leur corruption ou prostitution ;

« 4° L'abandon de famille sans justification ;

« 5° L'abandon coupable du conjoint pendant un an ;

M. Eugène Audinet dans son article sur « Les conflits entre les lois personnelles des époux, lorsque la femme française ou étrangère conserve sa Nationalité primi-

« 6° L'absence du conjoint lorsqu'il se sera écoulé deux ans depuis la date de la déclaration judiciaire de celle-ci, déterminée conformément à l'article 186 du Code civil ;

« 7° L'attentat d'un conjoint contre la vie de l'autre, de leurs enfants communs ou des enfants de ceux-ci, les mauvais traitements de fait et les injures graves ;

« 8° La violation d'un des devoirs imposés par le mariage et la conduite immorale ou déshonnête de l'un des conjoints qui produisent une perturbation dans les relations matrimoniales rendant insupportable pour l'autre conjoint la continuation de la vie en commun ;

« 9° La maladie contagieuse et grave, de caractère vénérien contractée dans des relations sexuelles en dehors du mariage et après la célébration, et celle contractée avant le mariage, qui aurait été coupablement cachée à l'autre conjoint au moment de sa célébration ;

« 10° La maladie grave dont on puisse raisonnablement présumer que le développement produise une incapacité définitive pour l'accomplissement de quelques-uns des devoirs du mariage, et, la maladie contagieuse lorsque toutes les deux auront été contractées avant le mariage et coupablement occultées au moment de la célébration de celui-ci ;

« 11° La condamnation d'un conjoint à une peine privative de liberté, pour un temps supérieur à deux ans ;

« 12° La séparation de fait et en domicile distinct, librement consentie pendant trois ans ;

« 13° L'aliénation mentale de l'un des conjoints, lorsqu'elle empêchera sa convivence spirituelle d'une façon gravement préjudiciable pour la famille et qu'elle exclura toute présomption raisonnable de rétablissement définitif. Le divorce ne pourra être ordonné en vertu de cette cause, si l'assistance du malade n'est pas assurée. »

Ces causes, nous le voyons, sont beaucoup plus larges que celles

tive » (1), émet l'opinion qu'il n'y a pas de raisons valables pour appliquer toujours la loi du mari comme le font la loi allemande ou japonaise. D'autre part, il n'y a pas non plus de raisons d'appliquer toujours la loi française, comme le veulent certains auteurs, sauf dans le cas de domicile fixé en France. D'ailleurs les deux solutions seraient également contraires à l'esprit de la loi de 1927, étant donné que celle-ci a voulu égaliser complètement les droits de la femme et ceux du mari en matière de Nationalité, en même temps qu'effacer la prééminence de ce dernier.

M. Audinet cite plusieurs arrêts de la Cour de cassation, entre autres ceux du 6 juillet 1922, 14 mars 1928 et 7 mai 1928, décidant que le conjoint devenu Français, avait le droit de demander le divorce contre son conjoint resté étranger, malgré l'interdiction absolue de la loi nationale de ce dernier. L'illustre Professeur pense que dans ce cas l'indissolubilité du mariage est un droit acquis, à moins que la femme n'ait conservé sa Nationalité d'origine. Les Tribunaux français ont jugé que le conjoint français pouvait demander le divorce contre le conjoint italien, dont la loi nationale n'admet pas le divorce, tandis que celui-ci ne peut pas le faire.

admises par la loi française, qui, actuellement, ne sont plus qu'un nombre de trois, énumérées dans les articles 229, 230, 231 et 232 du Code civil, le consentement mutuel ayant été formellement exclu comme motif de divorce par la loi du 27 juillet 1884, qui a abrogé l'article 233 de ce Code.

(1) *Journal de Droit International Privé* 1930, pp. 319 à 331.

Il n'y a aucune raison de donner la préférence à l'une des deux lois, comme l'a fait le Tribunal de Paris les 13 décembre 1898, 15 avril 1908 et 31 octobre 1910, le Tribunal de Tunis le 2 juin 1920 et le 28 novembre 1923 et celui de Sousse le 30 juin 1922. Mais on aboutit alors à cette conséquence inadmissible qu'un époux est divorcé d'avec son conjoint, alors que l'autre ne l'est pas d'avec lui.

Comme nous le disions plus haut, le conflit entre la loi française et espagnole ne se poserait plus d'une façon aussi aiguë puisque les deux lois admettent maintenant le divorce. Cependant nous pouvons très bien supposer, que, dans un cas donné, le divorce soit possible selon la loi espagnole et non pas selon la loi française. L'on voit ici l'intérêt que peut donc présenter dans ces cas l'application de l'une ou de l'autre loi.

5° Enfin, il existe encore des questions très importantes qui peuvent dépendre du point de savoir quelle est la loi applicable ; ce seront, par exemple, la question des droits successoraux entre conjoints, de la réserve, de la quotité disponible entre époux, toutes questions réglées tout à fait différemment par la législation française et par la législation espagnole.

En pratique, pourtant, ces questions ont rarement été débattues devant les Tribunaux, car en fait, l'espoir du législateur s'est trouvé réalisé par suite de l'unité de Nationalité dans le ménage, résultant de la naturalisation du mari. Néanmoins au point de vue juridique nous ne pouvons que déplorer un tel état de choses, parce que le législateur semble être parti de ce point de vue, pré-

conisé par certains auteurs, qui prétendent que pour diminuer le nombre des litiges, il faut que la justice soit coûteuse, lente et difficile, afin d'en dégoûter les plaideurs.

CHAPITRE III

DE LA DOUBLE NATIONALITE DANS LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

L'art. 24 de la Constitution est consacré aux cas de perte de la Nationalité. Le § 2 de cet article porte que « la qualité d'espagnol se perd en acquérant volontairement la Nationalité en pays étranger ».

Comme on le voit cet article s'inspire du vieux principe de la nationalité unique. C'est toujours pour éviter les conflits de loi et les graves inconvénients de la multinationalité, que la Constitution, suivant ici la tradition ininterrompue de la législation et de la jurisprudence espagnoles, a consigné, dans ce paragraphe, la règle de la perte automatique de la Nationalité espagnole par le simple fait de l'acquisition volontaire d'une Nationalité étrangère.

Section I. — Admission du principe de la double Nationalité par la nouvelle Constitution

Mais le sentiment de sympathie à l'égard des peuples de race ibérique qui animait les membres de la Com-

mission, leur fit oublier les inconvénients de la double Nationalité.

Etant donné les excellentes relations entretenues avec ces pays, la Commission parlementaire crut qu'elle pouvait ne pas tenir compte de la possibilité d'une guerre entre l'Espagne et l'un d'eux. Or, si une pareille hypothèse constitue évidemment un obstacle insurmontable à l'admission du principe de la double Nationalité, elle peut être rayée des possibilités normales, l'Espagne tendant à se rapprocher chaque jour davantage des pays de même souche qu'elle.

Cette politique de rapprochement avec les pays autrefois unis sous le sceptre de Charles Quint, date du début du siècle et s'est manifestée par toute une série de mesures telles que la création de la fête de la Race, les traités d'équivalence des titres universitaires avec la Bolivie du 4 septembre 1903, avec Costa Rica le 12 novembre 1907, avec le Salvador le 29 mai 1905, avec Guatemala le 22 octobre 1904, avec Honduras le 21 août 1906, avec Nicaragua le 4 octobre 1904 et avec le Pérou le 9 avril 1904, l'exposition hispano-américaine de Séville en 1929, les nombreux arbitrages assumés par l'Espagne dans les différends entre puissances sud-américaines, etc..., etc...

Ce sont ces sentiments, cette politique et aussi peut-être le fait que la République Espagnole a solennellement proclamé dans l'art. 6 de la Constitution que « l'Espagne renonce à la guerre comme instrument de politique nationale », qui ont poussé les Constituants républicains à faire passer leurs sentiments avant l'expérience traditionnelle.

§ 1^{er}. — *Application du nouveau principe aux ressortissants des pays ibériques.* — Le premier alinéa s'occupe tout d'abord du cas des ressortissants des pays ibériques qui demandent la Nationalité espagnole, et le deuxième du cas inverse, c'est-à-dire de l'Espagnol qui se fait naturaliser dans ces pays.

« A base d'une réciprocité internationale effective — porte le premier alinéa — et moyennant les conditions et les formalités que fixera une loi, on concèdera la citoyenneté aux naturels du Portugal et des pays hispaniques de l'Amérique, y compris le Brésil, lorsque ceux-ci le solliciteront et résideront en territoire espagnol, sans que, pour cela, ils perdent ni ne modifient leur citoyenneté d'origine ».

Remarquons immédiatement que le mot citoyenneté, qui pourrait faire croire que l'on concède une qualité distincte de la Nationalité ou seulement une partie de celle-ci, ne doit pas être pris ici dans son sens littéral, mais dans le sens de « Nationalité » étant donné que le texte porte exactement « sans qu'ils perdent ni ne modifient leur citoyenneté d'origine ». Or il ne peut s'agir dans ce dernier cas que de la Nationalité et par conséquent, le mot citoyenneté est employé ici pour Nationalité.

Comme la loi qui doit déterminer les conditions et les formalités à accomplir n'est pas encore promulguée, il est très difficile, sinon impossible, de prévoir quelle sera l'interprétation qui sera donnée à ce texte constitutionnel ainsi que ses modalités d'application.

Néanmoins ce texte fixe déjà quatre conditions :

Tout d'abord, seuls peuvent se réclamer de cet alinéa les ressortissants des pays de l'Amérique espagnole, du Brésil et du Portugal, et ceci pour des raisons faciles à comprendre et dont nous avons déjà parlé plus haut.

Deuxièmement : l'intéressé doit résider en territoire espagnol. C'est là en quelque sorte une extension du *jus soli* tel que nous le retrouvons au cours de toute évolution du droit de la Nationalité en Espagne et tel qu'il se manifeste dans cette institution si particulière qui s'appelle la *vecindad*. Nous allons retrouver d'ailleurs une autre analogie avec la *vecindad*.

Troisièmement : il faut que l'intéressé sollicite l'application de cet alinéa en sa faveur.

Quatrièmement : Mais tout ce qui précède ne peut avoir lieu qu'à base d'une réciprocité internationale effective ; il faudrait donc soit que la législation de l'intéressé concède ce même droit aux Espagnols, soit qu'un accord diplomatique intervint entre l'Espagne et le pays en question.

Jusqu'à maintenant cette mesure ressemble fort à l'acquisition de la Nationalité espagnole par la *vecindad*, mais la conséquence en est différente. Comme nous l'avons vu, la législation espagnole exige, chaque fois qu'un individu acquiert la Nationalité espagnole ou opte pour elle, qu'il renonce auparavant, solennellement, à toute autre Nationalité. Ici, au contraire, le fait de solliciter la Nationalité espagnole ne lui fait pas perdre ni ne modifie sa Nationalité d'origine. C'est l'admission par la législation espagnole du cumul de Nationalités. Il est bien évident que ce n'est pas à la loi espagnole qu'il

appartient de décider si l'acquisition de la Nationalité espagnole fait perdre ou modifie la Nationalité d'origine, car cette dernière est soumise à la législation étrangère. On peut se poser la question de savoir si la Nationalité espagnole ainsi acquise n'est pas simplement temporaire et ne dure qu'autant que la résidence en Espagne. Autant de questions qu'aura à résoudre la loi qui doit intervenir pour régler l'application de ce principe.

Notons, en outre, que cet alinéa n'exige pas que la législation du pays d'origine autorise ses nationaux à acquérir ainsi la Nationalité espagnole sans perdre la leur. Or si les Etats d'Amérique du Sud sont facilement enclins, pour des raisons de peuplement que nous avons déjà indiquées, à accepter des doubles Nationalités pour des étrangers qui viennent résider chez eux ou qui y sont nés de parents étrangers, il n'est pas certain qu'ils acceptent l'application de cette pratique pour leurs nationaux.

§ 2. — *Application du principe de la double Nationalité aux Espagnols d'origine.* — « Dans ces mêmes pays, si leur loi ne le leur défend pas et malgré qu'elle ne reconnaisse pas le droit de réciprocité, les Espagnols pourront se faire naturaliser sans perdre leur Nationalité d'origine », porte le troisième et dernier alinéa du § 2 de l'art. 24 de la Constitution. Ici nous sommes en pleine loi Delbruck. Remarquons toutefois que la loi espagnole exige l'accord de la loi du pays de la naturalisation, alors que la loi allemande n'en tient aucun compte et aboutit de ce fait à des conflits de lois de Nationalité absolument insolubles. Nous avons déjà vu que cet alinéa peut être

appliqué immédiatement puisqu'il n'exige aucune formalité ni aucune condition.

*Section II. — Le mariage et le principe du cumul
des Nationalités*

En traitant de la dualité de Nationalités dans le ménage nous n'avons à envisager les difficultés qu'elle peut présenter que dans l'hypothèse où chacun des époux ne possède qu'une seule Nationalité. Mais qu'advierait-il, par exemple, dans le cas d'un Espagnol qui, ayant fait usage du dernier alinéa du § 2 de l'article 24 de la Constitution de la République Espagnole, lui donnant le droit d'acquérir la Nationalité d'un pays de l'Amérique du Sud sans perdre sa Nationalité d'origine, épouserait une Française qui conserverait elle-même sa Nationalité ? Nous nous trouverions alors en présence de trois lois qui pourraient éventuellement s'appliquer à toutes les situations que nous avons énumérées un peu plus haut.

Le cas le plus intéressant qui peut se présenter en pratique, est celui d'une femme espagnole épousant un Sud-Américain ou d'une femme sud-américaine épousant un Espagnol.

Comme le déclare le Conseil d'Etat dans l'avis inséré dans la circulaire du 7 août 1933 « la femme espagnole qui se marie avec un étranger conserve sa Nationalité, à moins que volontairement elle n'acquière celle de son mari » ; toutefois lorsque celui-ci est un ressortissant des pays énumérés dans la Constitution, le fait de déclarer qu'elle veut acquérir la Nationalité de son mari « ne lui fait pas perdre la Nationalité espagnole sauf si la légis-

lation de ce pays (c'est-à-dire, celui de son mari) en dispose autrement ».

En effet, si la femme espagnole, au moment de son mariage avec un Sud-Américain ou un Portugais, déclare vouloir acquérir la Nationalité de son mari, elle conserve néanmoins la sienne en vertu du dernier alinéa de l'article 24 et malgré que normalement son droit d'option aurait dû lui faire perdre cette Nationalité. Car lorsque la loi espagnole exige de la femme qui épouse un étranger une option, c'est-à-dire une manifestation de volonté expresse, c'est pour éviter la possibilité d'un cumul de Nationalités. Et ceci se trouve confirmé par le fait qu'elle lui enlève ce droit d'option lorsque la loi de son futur mari lui impose automatiquement la Nationalité de celui-ci au moment du mariage.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat estime que la double Nationalité en faveur de la femme espagnole qui épouse un Sud-Américain, ne peut se produire qui si la loi de son mari admet cette possibilité. Et dans le cas contraire il semble considérer que la femme espagnole doit perdre sa Nationalité d'origine.

Alors, par extension de ce raisonnement, ne pourrait-on pas admettre qu'un Espagnol ne peut jouir du bénéfice du dernier alinéa de l'article 24 qu'à la condition que les lois du pays où il se fait naturaliser l'y autorisent. Cela correspondrait d'ailleurs aussi avec l'alinéa précédent qui exige la réciprocité internationale effective.

Mais *quid* de la femme sud-américaine qui épouse un Espagnol ? Pourrait-elle après avoir conservé sa Nationalité d'origine en ne manifestant pas sa volonté d'acquies-

rir la Nationalité de son mari au moment de la célébration du mariage, faire jouer à son profit le § 2 de l'article 24 ? Autant de questions que la loi et la pratique auront à résoudre.

A toutes ces difficultés pourraient venir s'ajouter celles résultant de la Nationalité des enfants. Dans ce dernier cas, si nous mettons de côté, pour ne pas compliquer les choses jusqu'à l'invraisemblance, la source de Nationalité qu'est le *jus soli*, nous pouvons nous demander quelle sera la Nationalité des enfants *jure sanguinis* ? Tous ces problèmes sont complètement insolubles, car il n'y a pas de raison de donner la préférence à l'une plutôt qu'à l'autre de ces lois.

D'autre part, comme l'option n'est jamais obligatoire et qu'en cas d'option peu de législations exigent la renonciation simultanée à tout autre Nationalité, si l'intéressé ne fait pas de manifestation de volonté il se trouvera posséder les deux Nationalités de son père *jure sanguinis*, et une troisième, celle de son lieu de naissance, *jure soli*.

CONCLUSIONS

Devant tous ces problèmes qui prennent une acuité de plus en plus grande à mesure que se multiplient les échanges entraînant des déplacements et que les communications deviennent plus faciles et plus rapides entre tous les peuples, il est nécessaire que les Etats se mettent d'accord pour régler les conflits de Nationalités en abolissant pratiquement l'heimatlosat et le cumul de Nationalités d'origine. Nous ne pouvons dans la conclusion de ce travail que formuler des vœux pour la solution de ces difficultés ; mais nous ajouterons qu'elle est d'autant plus nécessaire, que celles-ci ne proviennent pas du fait des individus, mais ont leur source dans la diversité des législations qui refusent de tenir compte l'une de l'autre.

Pour cela nous nous rallions pleinement à l'opinion de l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris, M. Geouffre de la Pradelle, qui recommande les ententes particulières de Gouvernement à Gouvernement. En effet, nous savons que plus les parties sont nombreuses à un accord international, plus ces accords doivent avoir un caractère général et s'éloigner des nécessités pratiques, afin d'englober tous les cas suscités par un si grand nombre de législations, et pour tenir compte des désirs de toutes les parties en présence.

C'est pourquoi, si l'on veut arriver à un résultat tangible, il est nécessaire de recourir à des ententes particulières entre Gouvernements. Et le principe, bien souvent énoncé déjà et qu'il est bon de toujours rappeler dont devrait s'inspirer un accord franco-espagnol relatif à la Nationalité, serait, en tenant compte des deux sources de Nationalité également admises par ces deux législations, le *jus soli* et le *jus sanguinis*, de reconnaître la réciprocité de leurs solutions.

Ils devraient admettre la possibilité des conflits de Nationalités, et pour les résoudre de façon nette, précise et catégorique, s'en remettre à l'option de l'intéressé. Toutefois cette option devrait être entourée d'un certain nombre de garanties :

Premièrement, elle devrait être obligatoire dans tous les cas où il y a une possibilité de conflit.

Deuxièmement, cette option devrait être expresse et jamais tacite, ni non plus dépendre de l'accomplissement d'une formalité quelconque, telle que de se soumettre au Conseil de revision, formalité dont la plupart du temps, les intéressés ignorent les conséquences. Elle devrait donc être contenue dans une déclaration souscrite par l'intéressé lui-même.

En conséquence, cette déclaration ne pourrait pas être faite en son nom même par ses représentants légaux comme père et mère, étant donné le caractère éminemment personnel et moral de ce droit d'option.

Troisièmement, afin d'éviter toute erreur possible, il faudrait que l'option s'accompagne d'une renonciation expresse à l'autre Nationalité. Les deux pays pourraient

évidemment se mettre d'accord pour admettre que la déclaration d'option souscrite devant les autorités de l'un, vaille déclaration de renonciation à la Nationalité de l'autre.

Quatrièmement, afin d'éviter que l'option n'ait pour résultat de faire échapper au service militaire les individus qui opteraient pour la Nationalité du pays dans lequel ils ne résideraient pas au moment de leur option, il serait bon que le pays de la résidence, c'est-à-dire, de la Nationalité à laquelle ils renoncent, prennent des mesures pour les remettre entre les mains des autorités militaires de l'autre pays.

Cinquièmement, afin de rendre pratiquement réalisable cet accord, il faudrait s'accorder sur l'âge auquel doit-être souscrite l'option, en tenant compte du fait que l'âge de la majorité est de 21 ans en France et de 23 en Espagne, de même que de ne pas appeler sous les drapeaux avant l'époque de cette option. Et c'est ainsi seulement, que la France et l'Espagne éviteront de douloureux conflits de Nationalités, dont les conséquences, parfois tragiques, sont supportées par des individus qui ne les ont pas créées.

Vu : *le Doyen,*
Edgard ALLIX.

Vu : *le Président de la thèse,*
Henri LEVY-ULLMANN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

AUDINET (Eugène). — *Les conflits entre les lois personnelles des époux, lorsque la femme française ou étrangère conserve sa Nationalité primitive*, Journal de Droit international privé, 1930.

BACQUET. — *Droit d'aubaine*.

BAR. — *Teoría*.

BARTIN. — *Cours de Droit international privé*, 1929-1930.

BASNAGES. — *Œuvres*.

BOURBOUSSON (E.), Licencié ès Lettres, ès Sciences, Avocat à la Cour d'appel de Paris, Doctor of International Law L. L. D., etc., etc. — *Traité Général de la Nationalité dans les cinq parties du monde*, Librairie du Recueil Sirey. Paris 1931.

CANBOLAS — *Décisions notables du Parlement de Toulouse*.

CASTILLO ALONSO (Gonzalo del). — *Enciclopèdia Jurídica Española*. Artículo sobre Ciudadanía, Barcelona, Editorial Seix.

CASTRO (Federico de). — *La ley de divorcio y el Derecho Internacional Privado*. Revista de Derecho Privado, 15 mai 1933.

- *La constitución Española y el Derecho Internacional Privado*. Revista de Derecho Privado, 15 mars et 15 avril 1932.
- CASTRO Y CASALEIZ (Antonio de). — *Conflictos de Nacionalidad*. Madrid 1901.
- CHARONDAS. — *Responses du Droit français*.
- CLEMENCEAU (Georges). — *Notes de voyages dans l'Amérique du Sud*. Paris 1911.
- COGORDAN (Georges). — *La Nationalité au point de vue des rapports internationaux*. Paris 1879, L. Larose, éditeur.
- DAIREAUX (E.). — *La vie et les mœurs à La Plata*. Paris 1888
- *Journal de Droit international privé et de Droit pénal international*. Paris 1886.
- DOMAT. — *Droit public*.
- Journal des Audiences du Parlement de Paris*, Arrêts du 13 août 1703 et du 12 mars 1707.
- Journal de Clunet*, 1885, pages 92 et suivantes..
- KOSTERS (J.), Conseiller à la Haute Cour de Justice des Pays-Bas. — *La Nationalité à la Conférence de La Haye pour la codification du Droit international*. Revue de Droit international privé, 1930.
- LÉVY-ULLMANN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- *Rapport sur la refonte des textes relatifs à l'acquisition et à la perte de la Nationalité française*. Bulletin de la Société d'Etudes législatives, séance du 9 février 1917. Paris, Rousseau, 1918.

- *Cours de Droit international privé*, Année 1931-1932.
- LEHR. — *De la Nationalité et des diverses manières dont elle s'acquiert dans les principaux Etats du globe*. Paris 1908.
- Livre jaune des Etats Unis de Venezuela*, 1907.
- Lois annotées*, Année 1927. — *Rapport de M. Lhopiteau*, déposé le 24 janvier 1922. Paris, Sirey.
- MARTIN-HERRERO (Ramón). — *Las cuestiones de nacionalidad en la América Española*. Thèse de Doctorat présentée à la Faculté de Droit de Madrid en 1932.
- ORUE (Ramón). — *Manual de Derecho Internacional Privado Español*. Madrid 1928.
- PASQUIER. — *Recherches de la France*.
- PÉREZ SERRANO (Nicolàs). — *La Constitución española del 9 de Diciembre de 1931*. Madrid 1932, Editorial Revista de Derecho Privado.
- POSADA (Adolfo), Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Madrid. — *La nouvelle Constitution Espagnole*. Recueil Sirey, Paris 1932.
- POTHIER. — *Traité des personnes*. Regnet, éditeur.
- Revue France-Amérique*, mars 1912. — Article signé M. D.
- Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, 14, 1918 et 15, 1919.
- SOLORZANO Y PEREIRA (Juan). — *Caballero de la Orden de Santiago*, etc., etc. Política Indiana, Imprenta Real de la Gaceta, Año 1776, Madrid, 2 tom.

TORIBO MÉDINA (José). — *Algunas noticias de León Pancaldo y de su tentativa para ir desde Cadiz al Perú por el estrecho de Magallanes en los años 1537 y 1538. Estudio histórico*, Santiago de Chile 1902

TRIAS DE BES. — *La nacionalidad y admisión de extranjeros en España*. Barcelona 1914.

— *Estudios de Derecho Internacional Privado*. Barcelona 1921.

— *Le Droit international privé de l'Espagne*. Paris 1927.

— *Le système espagnol de Droit international privé*. Paris 1929.

Espagne, Edition Delagrave. — *La vie juridique des Peuples*. Bibliothèque de Droit contemporain, sous la direction de H. Lévy-Ullmann et B. Mirkine Guetzévitch.

VAN HOUTTE (Jan). — *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1931, 3^e série, Tome XII, pp. 103 à 119.

WEISS (André). — *Traité théorique et pratique de Droit international privé*. Paris 1907, Sirey.

ZEBALLOS (Estanislao). — *La Nationalité au point de vue de la législation comparée et du Droit privé humain*. Ouvrage publié par la Faculté de Droit et des Sciences Sociales de l'Université de Buenos-Ayres. Traduit par André Rose, Sirey, 1914.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE ET EVOLUTION

TITRE PREMIER

Espagne

CHAPITRE PREMIER. — DES ORIGINES A LA CONSTITUTION DU 18 MARS 1812.....	19
--	----

SECTION I. — <i>Période primitive ou antérieure à la découverte de l'Amérique</i>	20
---	----

SECTION II. — <i>Période de la découverte de l'Amérique</i>	24
---	----

SECTION III. — <i>Période de la conquête et la colonisation</i>	26
---	----

CHAPITRE II. — DE 1812 A NOS JOURS.....	32
---	----

SECTION I. — <i>La Nationalité dans les textes constitutionnels du XIX^e siècle</i>	32
---	----

SECTION II. — <i>La Nationalité dans les lois ordi- naires et la pratique</i>	34
---	----

TITRE II

France

CHAPITRE PREMIER. — DES ORIGINES AU CODE	
CIVIL DE 1804	42
SECTION I. — <i>Des origines à la Renaissance..</i>	42
SECTION II. — <i>De la Renaissance à la Révolution</i>	44
SECTION III. — <i>Période révolutionnaire</i>	48
CHAPITRE II. — DU CODE CIVIL (1804) A LA LOI DU	
26 JUIN 1889	51
SECTION I. — <i>La Nationalité dans le Code civil</i>	51
SECTION II. — <i>L'évolution du régime de la</i> <i>Nationalité jusqu'à la loi de 1889</i>	52
CHAPITRE III. — DE LA LOI DU 26 JUIN 1889 A LA	
LOI DU 10 AOUT 1927	55
SECTION I. — <i>La loi de 1889</i>	55
SECTION II. — <i>L'évolution de la question jus-</i> <i>qu'à 1927</i>	57

DEUXIEME PARTIE

REGIME ACTUEL

TITRE PREMIER

Le régime actuel

de la Nationalité d'origine en Espagne

CHAPITRE PREMIER. — ORIGINE, ÉLABORATION ET	
INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES	61

SECTION I. — <i>Textes en vigueur</i>	61
SECTION II. — <i>Application immédiate et rétro-</i> <i>activité des nouvelles dispositions constitu-</i> <i>tionnelles. — Interprétation adoptée</i>	63
§ 1 ^{er} . — <i>Application immédiate</i>	63
§ 2. — <i>Rétroactivité des nouvelles dis-</i> <i>positions constitutionnelles sur</i> <i>la Nationalité</i>	64
§ 3. — <i>Interprétation adoptée</i>	66
SECTION III. — <i>Elaboration du texte constitu-</i> <i>tionnel relatif à la Nationalité</i>	69
CHAPITRE II. — CAS DE NATIONALITÉ PRÉVUS PAR LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE..	71
SECTION I. — <i>Raisons générales qui ont déter-</i> <i>miné les modifications apportées par les</i> <i>nouvelles dispositions</i>	71
SECTION II. — <i>Cas prévus</i>	74
§ 1 ^{er} . — <i>Jus sanguinis</i>	74
§ 2. — <i>Jus soli</i>	75
§ 3. — <i>Jus domicilii</i>	77

TITRE II

Le régime actuel de la Nationalité d'origine
en France. — La loi du 10 août 1927

CHAPITRE PREMIER. — FRANÇAIS DÈS LEUR NAIS-	
SANCE	81
SECTION I. — <i>Français définitivement</i> (art. 1 ^{er}).	82
§ 1 ^{er} . — <i>Jure sanguinis</i>	82

§ 2. — <i>Jure soli</i>	88
SECTION II. — <i>Français à leur naissance avec faculté de répudier cette qualité à leur majorité (art. 2)</i>	90
CHAPITRE II. — <i>ETRANGERS AU MOMENT DE LEUR NAISSANCE</i>	97
SECTION I. — <i>Etrangers qui peuvent devenir Français à leur majorité (art. 3)</i>	97
SECTION II. — <i>Etrangers à leur naissance qui deviennent Français automatiquement à leur majorité, sauf la faculté de décliner cette qualité à ce moment là (art. 4)</i>	102

TITRE III

La Nationalité et le Mariage

CHAPITRE PREMIER. — <i>INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITÉ DANS LA NOUVELLE CONSTITUTION ESPAGNOLE</i>	104
SECTION I. — <i>Etendue du 2^e alinéa du § 4 de l'article 23 de la Constitution</i>	105
SECTION II. — <i>Influence du mariage sur la Nationalité de la femme</i>	107
CHAPITRE II. — <i>INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITÉ D'APRÈS LA LOI DU 10 AOUT 1927</i> ..	109
SECTION I. — <i>La question de la Nationalité de la femme mariée au point de vue général.</i> ..	110

SECTION II. — <i>Femme étrangère épousant un Français</i>	114
---	-----

SECTION III. — <i>Femme française épousant un étranger</i>	117
--	-----

TROISIEME PARTIE

COMPARAISON ET CONFLITS DES DEUX LEGISLATIONS. — SOLUTIONS

TITRE PREMIER

Conflits de Nationalités d'origine

CHAPITRE PREMIER. — CONFLITS DE NATIONALITÉS DUS A LA LOI FRANÇAISE. — ETAT DE LA QUESTION AVANT LA LOI DE 1927, NOTAMMENT EN ARGENTINE. — SOLUTIONS PROPOSÉES. — OPINIONS DE LA DOCTRINE	123
---	-----

SECTION I. — <i>Conflits de Nationalités dus à la Loi française</i>	123
---	-----

SECTION II. — <i>Etat de la question avant la loi de 1927, notamment en Argentine</i>	127
---	-----

SECTION III. — <i>Solutions proposées. Opinions de la Doctrine</i>	132
--	-----

CHAPITRE II. — LE DROIT D'OPTION ET LA SOLUTION DE LA LOI DU 10 AOUT 1927	134
---	-----

SECTION I. — <i>Le droit d'option</i>	134
---	-----

SECTION II. — <i>Solution de la Loi du 10 août 1927</i>	139
---	-----

TITRE II

Conflits et difficultés diverses

CHAPITRE PREMIER. — MODIFICATIONS DE L'ALINÉA 3 DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 10 AOUT 1927.

— NATIONALITÉ DES ENFANTS DE DIPLOMATES. —

OPTION DE MINEURS 146

SECTION I. — *Modifications de l'alinéa 3 de l'article 8 de la loi du 10 août 1927. —*

Nationalité des enfants de diplomates 146

§ 1^{er}. — Modifications de l'alinéa 3 de l'article 8 de la loi du 10 août 1927 146

§ 2. — Nationalité des enfants de diplomates 147

SECTION II. — *Droit d'option des représentants du mineur 150*

CHAPITRE II. — NATIONALITÉ DES ÉPOUX 154

CHAPITRE III. — DE LA DOUBLE NATIONALITÉ DANS LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE. 160

SECTION I. — *Admission du principe de la double Nationalité par la nouvelle Constitution 160*

§ 1^{er}. — Application du nouveau principe aux ressortissants des pays ibériques 162

§ 2. — Application du principe de la double Nationalité aux Espa- gnols d'origine	164
SECTION II. — <i>Le mariage et le principe du cumul des Nationalités</i>	165
CONCLUSIONS	169
BIBLIOGRAPHIE	173

164	général d'origine
165	Section II. — Le mariage et le principe du contrat des Nationalités
169	CONCLUSIONS
173	BIBLIOGRAPHIE

